

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

25 Avril 1940

LOYERS

Service Central: M. le Directeur Général

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

Examen d'un projet d'acte de
sous-location d'une maison meublée

Références :

Observations :

D^{re} N°

Aff. :

27 Juillet 40

Monsieur le Directeur Général,

Je viens d'examiner le projet
que vous m'avez soumis.

A s'en tenir au contrat dont
M. IMBAULT avait la copie, vous êtes lié
pour une année jusqu'au 15 mai 1941. La
date de cessation des hostilités n'est
pas celle de l'armistice - 25 juin 1940 -
mais bien la date de l'acte législatif
qui mettra fin à la guerre. Il ne peut
donc pas être soutenu que le bail a pris
fin le 25 juillet 1940.

A mon sens, la deuxième phrase

le projet pourrait être libellée dans
les termes suivants qui seraient de
nature à répondre à votre désir comme à
celui de M. GUGENHEIM :

" Je ne puis rien vous dire de défi-
" nitif sur mon départ de Tours où
" mes fils préparent actuellement leur
" bachelot qu'ils doivent passer début
" d'août. Comme vous l'envisagez vous-
" même, il faut concilier nos conve-
" nances respectives. Voulez-vous donc
" que je demande à mon mari si, pour
" vous être agréable, nous pourrions
" libérer la maison soit le 15 août,
" date du terme en cours, soit le
" 1^{er} octobre, date du demi-terme sui-
" vant".

Veuillez agréer, Monsieur
le Directeur Général, l'hommage de

mes sentiments les plus respectueux
et les plus dévoués.

Signé : Aurenge

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TEL. TRINITÉ 73-00

●
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

le

27 / VIII 19 40

Cher Monsieur Amey,

Voulez-vous examiner et me
donner votre avis

Très d'avance,

Y. Le Herminier

1^{er} Juin 40

Monsieur le Directeur Général,

Vous avez bien voulu me demander mon avis en ce qui concerne l'intérêt que vous auriez à prendre en charge les contrats d'assurance de M. GUGENHEIM.

Votre police relative aux accidents du travail de vos gens de maison contient une disposition par laquelle votre personnel est garanti tant à Paris que dans vos divers déplacements. Dès lors, l'assurance reste applicable de plein droit et sans formalité aux risques qui pour-

raient se réaliser aussi bien à
Tours qu'à Paris pour les cinq domes-
tiques prévus au contrat. Ce n'est
que dans le cas où ce nombre serait
dépassé que vous auriez à aviser
votre Compagnie.

Il n'est donc d'aucune utili-
té pour vous de prendre la suite de
la police "Assurances Commerciales"
N° 90108 de M. GUGENHEIM.

Quant à votre police d'assu-
rance-incendie, elle continuera à
garantir votre mobilier, les risques
locatifs, le recours des voisins et
la privation de jouissance afférents
à votre domicile de Paris.

Il en sera de même pour les
effets personnels que vous transpor-

terez à Tours, mais il conviendra que vous signaliez à votre Compagnie d'assurances le transfert de ces effets en indiquant leur valeur. Une simple lettre recommandée suffit (art. 9-a de la police).

Il vous reste à faire garantir les risques locatifs et le recours des voisins en ce qui regarde la maison de Tours, ainsi que le mobilier la garnissant.

Sur ce point, vous pouvez reprendre la police "Assurances Commerciales" N° 8955.

Toutefois, une erreur paraît s'être glissée dans l'établissement de l'avenant N°5 qui vous est soumis. La prime inscrite à cet avenant est de 439 frs, alors que M. GUGENHEIM vous a

indiqué le chiffre de 342^f,65 qui correspond au montant des capitaux assurés, fixé à 623.000 frs par l'avenant N°3 du 6 juillet 1937. La différence entre la somme de 324^f,55 portée à l'avenant N°3 et celle de 362^f,65 est due à l'augmentation des impôts.

L'avenant de transfert N°5 devrait donc être rectifié en conséquence.

Vous voudrez bien trouver ci-joint le dossier envoyé par les "Assurances Commerciales", ainsi que vos polices personnelles.

Je me tiens à votre disposition pour le cas où vous désireriez des renseignements complémentaires.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'hommage de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués.

Signé Aurenge

PROJET

Monsieur le Directeur Général,

Vous avez bien voulu me demander mon avis en ce qui concerne l'intérêt que vous auriez à prendre en charge les contrats d'assurance de M. GUGENHEIM.

Votre police relative aux accidents du travail de vos gens de maison contient une disposition par laquelle votre personnel est garanti tant à Paris que dans vos divers déplacements. Dès lors, l'assurance reste applicable de plein droit et sans formalité aux risques qui pourraient se réaliser aussi bien à Tours qu'à Paris pour les cinq domestiques prévus au contrat. Ce n'est que dans le cas où ce nombre serait dépassé que vous auriez à aviser votre Compagnie.

Il n'est donc d'aucune utilité pour vous de prendre la suite de la police "Assurances Commerciales" N° 90108 de M. GUGENHEIM.

Quant à votre police d'assurance-incendie, elle continuera à garantir votre mobilier, les risques locatifs, le recours des voisins et la privation de jouissance afférents à votre domicile de Paris.

Il en sera de même pour les effets personnels que vous transporterez à Tours, mais il conviendra que vous signaliez à votre Compagnie d'Assurances le transfert de ces effets, en indiquant leur valeur.

*Une seule lettre m'a été
diffusée (art 9. v. 2. l'opinion)*

Il vous reste à faire garantir les risques locatifs et le recours des voisins en ce qui regarde la maison de Tours, ainsi que le mobilier la garnissant.

Sur ce point, vous pouvez reprendre la police "Assurances Commerciales" N° 8955. *MA*

Toutefois, une erreur paraît s'être glissée dans l'établissement de l'avenant N° 5 qui vous est soumis. La prime inscrite à cet avenant est de 439 Frs, alors que M. GUGENHEIM vous a indiqué le chiffre de 342 Frs 65 qui ^{correspond au montant} comprend les capitaux assurés, ^{fixé à} pour un montant de 623.000 Frs par l'avenant N° 3 du 6 Juillet 1937. La différence entre la somme de 324 Frs 55 ^{portée} à l'avenant N° 3 et celle de 362 Frs 65 est due à l'augmentation des impôts.

L'avenant de transfert N° 5 devrait ^{rectifié} vous être ~~notifié~~ en conséquence.

J'ajoute que ce contrat est résiliable annuellement moyennant préavis d'un mois avant le 10 Octobre, date d'échéance de la prime. En cas de cessation de votre sous-location et si M. GUGENHEIM ou un nouveau locataire ne prenait pas la suite de la police, vous auriez la ressource de vous dégager en usant de cette faculté de résiliation.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'hommage de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 73-00

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

le

30 Mai

19 40



Cher Monsieur,

Ci-joint dossier que m'envoient
les Assurances Commerciales.

Ils ont été un peu vite en besogne,
car comme je l'ai indiqué dans la lettre au
Lieutenant GUGENHEIM, dont je vous ai
envoyé copie, je lui demandais copie des
contrats afin d'examiner si j'avais besoin
de les conserver pour moi.

Je vous serais obligé de les regarder
à ce point de vue et je suis prêt à vous
en entretenir s'il vous fallait, pour me
donner un avis, avoir des précisions sur la
position actuelle de nos domestiques et

Monsieur AURENCE,
Chef du Contentieux de la S.N.C.F.
45, rue Saint-Lazare

PARIS (9^e)

sur celle des affaires que nous couvrons par
notre contrat incendie.

Votre bien dévoué,

J. P. Requin

12 Mai 1940

TE pour Monsieur AURENCE


Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 7 Mai et j'attends que M. BOILLE m'adresse le bail qu'il doit m'envoyer dès qu'il sera prêt.

Il est, en outre, convenu que je verserai à votre compte au C.N.E.P. à TOURS une somme annuelle de 2.000 fr. pour indemnité de loyer, payable par 1/4 à chaque trimestre de l'année échu.

Un inventaire du mobilier sera adressé et Madame LE BESNERAIS se rapprochera de Madame GUGENHEIM pour aller le vérifier à TOURS.

Je suis bien d'accord pour conserver à Melle L. CLABAUD la chambre qu'elle occupe, étant entendu d'ailleurs que j'ai la possi-

Lieutenant A. GUGENHEIM,

Secteur Postal 13.280

COP.

bilité, le cas échéant, de la prendre à mon service d'accord avec elle.

Je suis bien d'accord pour examiner vos contrats d'assurances, gens de maison et incendie, dès que j'aurai reçu tous détails les concernant, afin de vous indiquer si je suis d'accord pour les reprendre à ma charge.

Veuillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Signé : LE BESNERAIS

R. LE BESNERAIS

12/5/40

C O P I E

d'une lettre du Lieutenant A. GUGENHEIM, S.P. 13.280

à Monsieur LE BESNERAIS

en date du 7 Mai 1940

Monsieur,

Je vous confirme la conversation que j'ai eu le plaisir d'avoir avec vous à PARIS.

Nous sommes bien d'accord sur le bail de sous-location qui concerne l'immeuble du 76 Boulevard Heurteloup à TOURS dont je suis principal locataire. Je prie M. BOILLE de vous adresser le bail pour signature dès qu'il sera prêt.

De plus, il est convenu que :

1°- Vous verserez à mon compte au C.N.E.P. à TOURS une somme annuelle de 2.000 fr. pour indemnité de logement meublé, payable par quart à chaque trimestre de loyer échu.

2°- Un inventaire de ce mobilier sera dressé et Madame LE BESNERAIS ainsi que ma femme se rencontreront à TOURS pour le vérifier. Monsieur BOILLE vous prévendra dès qu'il sera prêt.

3°- Il est convenu que vous conserverez à Mademoiselle L.CLABAUT mon ancienne cuisinière, la chambre qu'elle occupe.

4°- Il est convenu que vous reprendrez, en principe, mes contrats d'assurances gens de maison et incendie. J'écris à la Compagnie de vous adresser tous détails les concernant.

Le 1^{er} (gens de maison) est à échéance 14 Mai. La prime est de 232 fr.25.

Le 2^{ème} (Incendie, etc...) est à échéance 10 Octobre. La prime est de 342 fr.65. Pour cette dernière, il resterait environ 5 mois à courir, soit à me ristourner 138 fr. (à adresser au C.N.E.P. également).

Si vous ne désirez pas reprendre l'un ou l'autre de ces contrats, vous voudrez bien m'en aviser.

Je vous serais obligé de bien vouloir, comme convenu, me donner par lettre votre accord sur ces points, lettre à laquelle j'annexerai l'inventaire mobilier.

Avotre disposition, recevez, Monsieur, mes salutations très distinguées.

1
PARIS, le 1^{er} Mai 1940



Cher Monsieur,

Comme vous avez bien voulu vous occuper de mon loyer de TOURS, je vous remets ci-joint copie de la lettre que je reçois aujourd'hui de M. RICHARD.

En ce qui concerne les polices d'assurances, je compte demander à M. GUGENHEIM de me les communiquer avant d'accepter d'en reprendre la charge car j'ai déjà moi-même des polices d'assurances qui me paraissent couvrir la plus grande partie des risques dont il s'agit.

Je ne manquerai pas d'ailleurs de vous les communiquer pour vous demander votre avis à ce sujet.

Votre bien dévoué,

Monsieur AURENCE
Chef du Contentieux
de la S.N.C.F.
88, rue Saint-Lazare,
PARIS

PIÈCE

A JOINDRE A L'APPUI

de la lettre _____

à M. AURENGE _____

en date du _____

1^{er} Mai 1940

C O P I E

d'une lettre de M. RICHARD, Ingénieur de l'Exploitation
de la Région du Sud-Ouest

à M. LE BESNERAIS, Directeur Général
endate du 30 Avril 1940

J'ai vu ce matin M. GUGENHEIM et M. BOILLE. Les modifications que vous avez proposées au bail sont acceptées, sauf une légère variante qui précise que le loyer sera à payer directement entre les mains de M. BOILLE, mandataire autorisé de M. GUGENHEIM.

Comme vous l'avez vu, cette sous-location ne vise que la maison nue, car les frais d'acte notarié et d'enregistrement pour les meubles auraient dû être basés sur une évaluation de tout le mobilier.

Le notaire conseille que la location annuelle de 2.000 fr. correspondant au mobilier ait lieu seulement par échange de lettres.

Dans la même lettre M. GUGENHEIM vous demandera de bien vouloir reprendre temporairement ses polices d'assurances incendie (mobilier -risques locatifs - tiers), assurance "domestique" et assurance vol.

M. GUGENHEIM désire également préciser dans sa lettre que la chambre de bonne lui soit réservée, même si vous ne la conservez pas à votre service.

Madame GUGENHEIM m'a d'ailleurs confirmé qu'elle était tout à fait satisfaite de ses services.

L'inventaire du mobilier sera préparé par la secrétaire de M. BOILLE et par le Chef de bureau de l'Arrondissement, quand il sera mis au net, Madame GUGENHEIM viendrait volontiers à TOURS pour la vérification en présence de Madame LE BESNERAIS si cela est possible, à défaut, je vous propose de m'accréditer pour signer l'inventaire.

M. GUGENHEIM est d'accord pour que nous lui envoyions à ORLEANS le charbon actuellement stocké dans sa maison.

La cuisinière de Madame GUGENHEIM est, à l'heure actuelle, en service au 75 Boulevard Heurteloup chez des amis. Il conviendrait de la prévenir le plus tôt possible de la date à laquelle vous désirez qu'elle se mette à votre service, afin de ne pas créer de difficultés aux employeurs actuels.

Le notaire procède à l'établissement définitif de l'acte

11
de sous-location qui sera envoyé aussitôt à M. GUGENHEIM pour
la signature, qui vous l'enverra ensuite.

Je pense que maintenant nous n'avons plus aucune difficulté
pour cette location.



I6 Mai 40

Monsieur le Directeur Général,

J'ai examiné le contrat de sous-location qui vous a été adressé par M. BOILLE.

Il s'agit d'un acte sous seing privé et non d'un acte notarié comme le stipule le bail et comme le prévoyait, d'ailleurs, le projet initial. Je suppose que le notaire a l'intention de déposer l'acte sous seing privé au rang de ses minutes.

En ce qui concerne le texte lui-

même, deux observations sont à faire.

En premier lieu, la sous-location est faite pour une durée d'un an, sans clause de renouvellement par tacite reconduction.

Dès lors, la sous-location cessera de plein droit à l'expiration du terme fixé. Si vous restez en possession, il se formera un nouveau contrat aux mêmes conditions que celles de la sous-location primitive, sauf pour la durée; pour mettre fin à ce nouveau contrat, sans détermination de durée, le bailleur doit donner congé en observant le délai fixé par les usages locaux. J'ignore quels sont à Tours les usages locaux en matière de délai-congé : je me

renseigne auprès de notre avoué.

En second lieu, le texte du contrat ne répond pas à la rédaction indiquée dans votre lettre du 29 avril.

Cette rédaction devrait, à mon avis, être maintenue.

Il conviendrait de porter les modifications à introduire dans le texte en renvoi suivant les indications que j'ai cru devoir indiquer au crayon.

Ces renvois seraient paraphés et les mots rayés nuls approuvés.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'hommage de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués

L'Chef de Contentieux

Signé Aurage

Monsieur le Directeur Général,

J'ai examiné le contrat de sous-location qui vous a été adressé par M. BOILLE.

Il s'agit d'un acte sous seing privé et non d'un acte notarié comme le stipule le bail et comme le prévoyait, d'ailleurs, le projet initial. Je suppose que le notaire a l'intention de déposer l'acte sous seing privé au rang de ses minutes.

En ce qui concerne le texte lui-même, deux observations sont à faire.

En premier lieu, la sous-location est faite pour une durée ~~prévue~~ d'un an, sans clause de renouvellement par tacite reconduction.

Dès lors, la sous-location cessera de plein droit à l'expiration du terme fixé. Si vous restez en possession, il se formera un nouveau contrat aux mêmes conditions que celles de la sous-location primitive, sauf pour la durée; pour mettre fin à ce nouveau contrat sans détermination de durée,

le bailleur doit donner congé en observant le
délai fixé par les usages locaux.

En second lieu, le texte du contrat ne
répond pas à la rédaction indiquée dans votre
lettre du 29 avril.

Cette rédaction devrait, à mon avis,
être maintenue.

Il conviendrait de porter les modifications
à introduire dans le texte en renvoi suivant les
indications que j'ai cru devoir indiquer
crayon.

Ces renvois seraient paraphés et les
mots rayés nuls approuvés.

*Il y a un autre bap n. 14 p
ce*

PIÈCE §

A JOINDRE A L'APPUI

de la lettre _____

à M. AURENGE _____

en date du 15/5/40 _____

A n° 6809

S.O.I.P. - P.

31716

La présente sous-location est faite aux charges et conditions du bail énoncé plus haut, dont M. LE BESNERAIS qui s'y oblige déclare avoir pris connaissance par la lecture qui lui en a été faite par le Notaire soussigné.- Et moyennant un loyer annuel de 9.000 frs payable en quatre termes égaux par trimestre et d'avance les

de chaque année étant entendu que ce paiement sera effectué entre les mains de M. GUGENHEIM ou de son mandataire, sauf dans le cas où M. BOILLE notifierait vouloir exercer les droits qu'il tient du bail du 24 juin 1937.

Etant ici observé que le bail sus énoncé est assorti d'une clause de variabilité du prix du loyer à partir du 25 mars 1940, - laquelle clause sera, bien entendu, applicable au sous-locataire.

signé
Ce dernier devant être appelé dans toute ~~procé-~~
~~am. le ou par arbitre~~ dure soit devant arbitre soit devant le tribunal concer-
nant l'application de cette clause.

Monsieur le Directeur Général,

Ainsi que vous avez bien voulu me le demander, j'ai examiné le dossier relatif à la location meublée que vous vous proposez de contracter à Tours.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le projet d'acte de sous-location appelle de ma part les observations suivantes :

1^o- A la dernière ligne de la page 2, il est indiqué que le loyer est payable au lieu et de la manière indiqués au bail.

Or, le bail contient les clauses ci-après :

" Les preneurs s'obligent.... à payer le loyer au bailleur ou pour lui, à un mandataire porteur de ses pouvoirs et de la grosse des présentes..... (§ loyer, page 3).

" Tous paiements de loyers, charges et redevances imposés par le présent bail devront être effectués... soit au domicile du bailleur, soit en tout autre endroit qu'il plairait à ce dernier d'indiquer." (§ loyer, page 5).

Par ailleurs, il est stipulé que " Toute cession ou sous-location devra avoir lieu moyennant un loyer égal à celui ci-après stipulé, sur lequel les cédants

" ne pourront recevoir plus de trois mois d'avance et être
" réalisée par acte authentique..... qui contiendra engage-
" ment des cessionnaires ou sous-locataires envers le pro-
" priétaire et dont une grosse sera remise à ce dernier pour
" lui permettre d'agir directement contre eux, si bon lui
" semble ". (§ 16)

Pour éviter toutes difficultés en ce qui concerne
le règlement du loyer, il serait bon de préciser que le loyer
sera payable entre les mains de M. GUGENHEIM ou de son manda-
taire, sous réserve du cas où le propriétaire agirait contre
le sous-locataire en vertu du § 16 du bail.

La clause me paraît d'autant plus nécessaire
que les dates de paiement des termes que vous avez à acquit-
ter ne coïncident peut-être pas avec celles de la location
principale.

2°- En vertu de la clause d'échelle mobile
contenue dans le bail du 24 juin 1937, le loyer principal de
9.000 frs est susceptible d'être révisé.

La publication des indices officiels ayant été
interrompue au mois d'août 1939, la détermination du prix en
fonction du coût de la vie est, aux termes du bail, laissée à
l'appréciation du Tribunal, à moins que les parties se mettent
d'accord pour désigner un arbitre.

Cette fixation du loyer étant susceptible de

Il est de règle que la sous-location finit avec la location principale.

Il y aurait cependant intérêt à apporter dans l'acte une précision à cet égard. La clause à prévoir pourrait être ainsi conçue :

" Bien entendu, en cas de résiliation du bail à la
" fin d'une des périodes triennales restant à courir, la
" sous-location, si elle existe encore, cessera en même temps
" que le bail principal ".

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général,
l'expression de mes sentiments les plus respectueux et les
plus dévoués.

signé: Aurenge

1939

Prix de gros		Prix de détail		Coût de la vie	Coût moyen à Paris
Indice 45 machines industrielles (Base 100 en 1914)	Indice 25 machines 425 (Base 100 en 1914)	Indice 34 articles ensemble des villes	Indice 13 articles ensemble des villes	dép. d'1 famille à Paris (base 100 en 1930)	dollar livre
672	738	715	764	1290	58,89
674	674	697	749		176,42

1939

Indices Economiques

MOUVEMENT DES PRIX

Prix de gros

	RÉFÉRENCES ANTÉRIEURES		MAI 1936	JANV. 1937	FÉV. 1937	MARS 1937
	MAI 1930	MAI 1932				
INDICE GENERAL	—	—	—	—	—	—
PRODUITS NATIONAUX.....	553	421	377	512	517	537
PRODUITS IMPORTÉS.....	590	492	421	540	538	554
DENRÉES ALIMENTAIRES.....	485	294	299	462	478	506
MATIÈRES INDUSTRIELLES....	523	500	405	528	506	521
	579	353	354	499	527	551

Prix de détail

	RÉFÉRENCES ANTÉRIEURES		MAI 1936	JANV. 1937	FÉV. 1937	MARS 1937
	MAI 1930	MAI 1932				
Indice général des 13 articles	590	562	456	562	577	577
Indice général des 34 articles	594	559	459	567	577	576

Indices de la dépense d'une famille ouvrière de 4 personnes (Budget-type)

2 ^e TRIMESTRE 1930	2 ^e TRIMESTRE 1935	3 ^e TRIMESTRE 1936	4 ^e TRIMESTRE 1936	1 ^{er} TRIMESTRE 1937
—	—	—	—	—
572	490	504	540	581

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

STATISTIQUE OFFICIELLE DU CHOMAGE COMPLET

MAI 1930	MAI 1932	MAI 1936	JANVIER 1937	FÉVRIER 1937	MARS 1937
859	276.125	441.114	413.450	410.219	388.920

Nombre comparatif des Faillites et Liquidations Judiciaires

<i>Faillites</i>					
MAI 1930	MAI 1932	MAI 1936	JANVIER 1937	FÉVRIER 1937	MARS 1937
—	—	—	1937	1937	1937
593	717	793	592	541	596

Liquidations judiciaires

259	365	362	251	194	232
-----	-----	------------	-----	-----	-----

MOUVEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR

(en milliers de francs)

MAI 1930	MAI 1936	DÉCEMBRE 1936	FÉVRIER 1937
—	—	—	—

Importations :

Objets d'alimentation...	816.868	613.703	880.042	1.001.590
Matières nécessaires à l'industrie	2.476.525	1.057.482	1.707.700	2.185.822
Objets fabriqués.....	809.536	295.452	425.602	494.063
TOTAUX.....	4.102.929	1.966.637	3.013.344	3.681.475

Exportations :

Objets d'alimentation...	523.901	173.515	293.943	237.488
Matières nécessaires à l'industrie	916.046	354.204	503.812	609.595
Objets fabriqués.....	2.293.014	642.399	839.246	848.408
TOTAUX.....	3.732.961	1.170.118	1.637.003	1.695.481

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

(en tonnes)

Importations :

Objets d'alimentation...	409.556	531.551	566.013	627.999
Matières nécessaires à l'industrie	4.367.355	3.311.923	3.989.684	4.553.461
Objets fabriqués.....	148.648	143.587	182.054	177.454
TOTAUX.....	4.925.559	3.987.061	4.737.751	5.358.914

Exportations :

Objets d'alimentation...	179.029	85.751	121.729	83.708
Matières nécessaires à l'industrie	2.549.238	2.238.338	2.095.137	2.091.753
Objets fabriqués.....	358.580	168.122	217.602	210.246
TOTAUX.....	3.086.847	2.492.211	2.434.468	2.385.707

MONTANT DES RECETTES NORMALES ET PERMANENTES

encaissées par le Trésor au compte du Budget général
(en milliers de francs)

MAI 1932	MAI 1936	JUILLET 1936	FÉVRIER 1937
2.396.907	1.989.975	3.369.439	2.695.305

COURS DES VALEURS MOBILIÈRES

(Base 100 en 1913)

	MOYENNE 1930	MOYENNE 1932	MOYENNE 1935	MAI 1936	MARS 1937
Valeurs françaises à revenu fixe	96	88,6	83,5	74,7	74,6
Valeurs françaises à revenu variable ...	437	245	186	166	261
Valeurs étrangères ..	526	204	194	214	396

1. Après dévaluation.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

TAUX D'ESCOMPTE ET CHANGES

	20 MAI 1936		12 AVRIL 1937	
	Taux d'escompte	Cours des changes	Taux d'escompte	Cours des changes
Londres ...	2 %	75.50	2 %	109.90
New-York ...	1 1/2 %	15.185	1 1/2 %	22.40
Allemagne ...	4 %	610	4 %	379
Belgique ...	2 %	256.875	2 %	
Espagne ...	5 %	207.25	5 %	
Hollande ...	3 1/2 %	1.026	2 %	1.226
Italie ...	4 1/2 %	119.705	4 1/2 %	118.50
Norvège ...	3 1/2 %	379	3 1/2 %	539
Suède ...	2 1/2 %	390	2 1/2 %	549.50
Pologne ...	5 %	285	5 %	413
Suisse ...	2 1/2 %	491	1 1/2 %	511,

BANQUE DE FRANCE

(en milliers de francs)

	MAI 1935	22 MAI 1936	25 SEPT. 1936 (1)	26 MARS 1937
Encaisse-or	76.595.581	57.459.027	50.111.283	57.358.742
Circulation billets, Bons du Trésor et effets de collectivités publiques	81.401.404	83.337.734	83.749.835	85.745.930
Portefeuille				
Avance provisoire sans intérêts à l'Etat : art. 1 ^{er} et 2	4.794.379	17.558.869	7.147.036	7.628.031
Art. 3			13.833.423	12.263.793
Comptes courants ..	13.270.237	6.667.471	2.070.000	7.800.000
Compte du Trésor ..	189.304	74.164	6.511.296	16.230.883
Compte de la Caisse d'amortissement ..			167.674	123.313
Disponibilités à vue à l'étranger	2.764.656	1.893.972	1.511.420	1.953.761
Engagements à vue ..	207.983	16.680	11.327	14.648
Avances sur titres ..	97.798.972	92.244.015	92.089.055	104.127.121
Proportion de l'encaisse	3.177.849	3.358.463	3.552.859	3.697.578
Taux de l'escompte ..	78,32 %	62,37 %	54,42 %	55,09 %
	6 %	6 %	5 %	4 %

1. Dernier bilan établi sous le régime de la loi monétaire de 1938.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

AGENDA FIDUCIAIRE

TABLEAU DES DÉCLARATIONS A SOUSCRIRE

EN MAI 1937

DATE	NATURE DES DÉCLARATIONS OU FORMALITÉS	SERVICE COMPÉTENT
du 1 ^{er} au 10 ^g gédies ou partis au cours du mois d'avril et dépôt d'un duplicata de leur feuillet.	Versement des cotisations des assurés con-	Assurances sociales
du 1 ^{er} au 10 ^g Pour les entreprises occupant plus de 100 assurés et ayant opté pour le paiement mensuel des cotisations. Versement des cotisations d'avril.	Assurances sociales	Assurances sociales
du 1 ^{er} au 10 ^g Pour les entreprises occupant plus de 100 assurés et ayant opté pour le paiement d'un acompte mensuel; paiement de cet acompte.	Assurances sociales	Assurances sociales
du 1 ^{er} au 10 ^g Impôt sur les coupons de valeurs mobilières étrangères non abonnées et de fonds d'Etat étrangers. (Concernant les personnes qui font profession de recueillir, encaisser, payer, acheter ces coupons.)	Recette de l'Enregistrement	Recette de l'Enregistrement

DISPOSITIONS D'ORDRE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE

MESURES D'ORDRE BUDGÉTAIRE ET DE TRÉSORERIE

A. — Le Gouvernement a pris la décision de « faire une pause », c'est-à-dire de ne plus proposer de nouvelles dépenses en dehors des réajustements estimés nécessaires aux traitements des petits fonctionnaires.

B. — Des ordres ont été donnés à cet effet à tous les services pour proscrire les crédits additionnels.

C. — Les paiements à la charge de la Trésorerie au cours de l'année 1937 sont réduits de six milliards.

D. — Compte tenu de cette réduction et de celles que le Gouvernement est déterminé à opérer sur le déficit des chemins de fer, les besoins de la trésorerie seront amenés à un chiffre qui ne doit pas excéder la capacité normale de placement ou d'emprunt du Trésor.

E. — Ces besoins de la trésorerie correspondent pour moitié environ aux crédits extraordinaires d'armement.

Le Gouvernement a décidé de couvrir ces besoins à l'aide d'un grand emprunt de la Défense Nationale. Cet emprunt a été autorisé par l'article premier de la loi du 10 mars 1937 : ses modalités d'application ont été déterminées par un décret et un arrêté du 11 mars 1937 (*Journal Officiel* du 12) :

a) L'emprunt pouvait être émis en deux tranches à concurrence du produit net ne pouvant excéder les dépenses de l'exer-

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

DATE	NATURE DES DÉCLARATIONS OU FORMALITÉS	SERVICE COMPÉTENT
du 1 ^{er} au 10 ¹⁰	Taxe unique sur les charbons, sur les produits résineux et sur les conserves alimentaires. Taxe à l'abatage (1).	Recette des Contributions indir. (A Paris : Bureau du Chiffre d'Affaires)
du 1 ^{er} au 10	Pour les LOUEURS DE LOCAUX MEUBLÉS : Dépôt au percepteur de l'état des locations pendant le mois précédent, avec versement à l'appui, par chacun des locataires, d'une somme égale à 25 % du prix de la location.	Bureau de la Perception
du 10 au 15	IMPOT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE : Concernant les banquiers, receveurs de rentes, escompteurs, agents de change, etc...	Bureau de l'Enregistrement
du 1 ^{er} au 25	TAXE UNIQUE A LA PRODUCTION de 6 % ou taxe sur le chiffre d'affaires de 2 %. Paiement sur montant réel du mois précédent ou paiement des acomptes provisionnels.	Recette des Contributions indir. (A Paris : Bureau du Chiffre d'Affaires)
du 1 ^{er} au 31	Contributions directes établies au titre d'années antérieures par voie de rôles mis en recouvrement en avril 1937; paiement de la totalité. Contributions directes établies au titre de l'année en cours par voie de rôles mis en recouvrement en avril et mai 1937, paiement de la première moitié.	Recette Perception
du 1 ^{er} au 31	Pour les Compagnies d'Assurances : Déclaration annuelle en vue de la liquidation des taxes de timbre et enregistrement pour l'année 1936.	Bureau de l'Enregistrement
du 25 au 31	IMPOT sur les opérations de bourse (concerne les banquiers, receveurs de rente, escompteurs, agents de change, etc...) SOCIÉTÉS ANONYMES. Convocation de l'Assemblée générale ordinaire 16 jours au moins avant la date de cette assemblée, pour les sociétés dont l'exercice social se termine le 31 décembre, et dont les statuts prévoient cette convocation dans les six mois.	Recette de l'Enregistrement

1. Toutefois, pour les redevables opérant dans les villes de plus de 100.000 habitants, le relèvement est à fournir dans les dix jours suivant l'expiration de chaque quinzaine pour celle éconlée.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

cice 1937 intéressant directement la Défense Nationale, soit à titre de dépenses ordinaires de travaux neufs, soit à titre de dépenses d'investissement en capital, le tout dans la limite de dix milliards cinq cents millions;

b) En exécution de ces dispositions, le ministre des Finances a émis une première tranche d'un montant de cinq milliards de francs sous forme de rentes 4,50 % amortissables en 60 ans au maximum. Ces rentes sont amorties tant pour le capital que les intérêts d'une garantie d'échange sur la base de 1.000 francs français pour 9 livres sterling 7 sh. et 46 dollars 66. Les rentes nouvelles prennent jouissance du 1^{er} mars 1937 et pendant toute leur durée ces rentes peuvent être au porteur ou nominatives.

Les arrérages sont payables semestriellement et à terme échu les 1^{er} mars et 1^{er} septembre de chaque année et, pour la première fois, le 1^{er} septembre 1937.

Les coupons bénéficieront d'une option d'échange dans les conditions fixées à l'article 4 du décret du 11 mars 1937.

Ce premier emprunt a été immédiatement couvert et il en a été de même de celui de 2 milliards cinq cents millions, émis quelques jours plus tard.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

MESURES D'ORDRE MONÉTAIRE

A. — MAINTIEN INTÉGRAL DE L'ACCORD TRIPARTITE DU 25 SEPTEMBRE 1936

Le Gouvernement a affirmé son intention de conserver comme axe de sa politique financière l'accord anglo-franco-américain du 25 septembre 1936.

Le Gouvernement marque ainsi son désir de continuer la coopération des trois puissances en vue d'une reconstruction économique mondiale.

Rappelons que cette coopération est fondée sur l'existence, dans chacun des trois pays, d'un fonds d'égalisation ou de stabilisation des changes qui a la faculté de se procurer de l'or en échange de devises sur les deux autres places.

Rappelons également que cette coopération qui était délicate en raison même des régimes monétaires des trois pays a pu être réalisée, grâce à une nouvelle réglementation des conditions de livraison de l'or édictées par le Secrétaire du Trésor des Etats-Unis. Cette nouvelle réglementation permet à tous les pays qui accordent des avantages réciproques d'obtenir de l'or aux Etats-Unis contre leurs devises.

Antérieurement à l'accord du 25 septembre, l'Administration américaine ne consentait à laisser exporter du métal qu'à destination des pays qui appliquaient eux-mêmes l'étalon-or.

Comme la France et la Grande-Bretagne ont pris des décisions analogues entre elles et à l'égard des Etats-Unis, la coopération des trois puissances est effective. Les importants stocks d'or de la France, des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne continuent ainsi à maintenir une certaine stabilité des trois devises.

L'article 2, § 2 de la loi du 10 mars 1937 affirme l'intention du gouvernement de continuer cette collaboration internationale. Il prévoit en effet que toutes mesures ayant pour objet d'établir un contrôle des changes ne pourront être instituées que par une loi.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

B. — GESTION DU FONDS DE STABILISATION DES CHANGES

L'article 3 de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936 prévoyait qu'un fonds de stabilisation des changes aurait pour mission de régulariser les rapports entre le franc et les devises étrangères en maintenant la parité du franc par rapport à l'or dans les limites fixées à l'article premier.

Le fonds de stabilisation des changes est géré par la Banque de France pour le compte et sous la responsabilité du Trésor public, les conditions de son fonctionnement étant arrêtées par le Gouverneur de la Banque de France dans le cadre d'instructions générales données par le ministre des Finances.

Un arrêté du 6 mars 1937 a institué auprès du fonds de stabilisation des changes un Comité de gestion composé de quatre membres :

- M. Labeyrie, Gouverneur de la Banque de France;
- M. Charles Rist, Gouverneur honoraire de la Banque de France;
- M. Paul Baudoin, Directeur de la Banque d'Emission d'Indochine;
- M. Jacques Rueff, Directeur du Mouvement général des fonds.

Ce Comité a en outre dans ses attributions le soin de donner des avis touchant la surveillance et la régularisation du marché financier.

C. — RETOUR A LA LIBERTÉ DU COMMERCE DE L'OR

Cette question dont une partie comprend des dispositions d'ordre fiscal est traitée dans la partie fiscale du Bulletin¹.

¹ V. P. 223 du présent Bulletin.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

DISPOSITIONS D'ORDRE FISCAL

LE RETOUR A LA LIBERTÉ DU COMMERCE DE L'OR

a) L'article 2 de la loi du 10 mars 1937 s'exprime ainsi :
« Les dispositions des articles 8, 10, 11 et 12 de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936 sont abrogées. » Rappelons rapidement quelles étaient ces dispositions¹ :

L'article 8 subordonnait les négociations d'or en lingots et en barres, et les négociations de monnaies d'or à l'autorisation de la Banque de France sous peine d'une amende égale à la valeur de l'or négocié.

Le même article prohibait l'importation et l'exportation sans l'autorisation de la Banque de France de l'or en barres ou en lingots et des monnaies d'or, sous les peines prévues au Code des Douanes.

Les articles 10 à 12 préoyaient que toutes les personnes physiques ou morales domiciliées en France propriétaires, à la date du 26 septembre 1936 de lingots, de barres ou de monnaies d'or, pourraient jusqu'au 1^{er} novembre 1936, les céder à la Banque de France au prix de 1 franc pour 65 mg., 5 d'or au titre de 1/100.000 de francs et qu'au cas où ces personnes n'auraient pas usé de cette faculté, elles devraient faire une déclaration des quantités de métal fin contenu dans ces lingots, ces barres ou ces monnaies, au contrôleur des Contributions directes de leur domicile.

Ces mêmes articles prévoient par ailleurs que les personnes qui n'auraient pas cédé mais simplement déclaré les quantités de métal fin en leur possession seraient soumises à un prélèvement exceptionnel au profit du Trésor représentant une somme égale à l'augmentation de la valeur des quantités d'or fin ayant fait l'objet de déclarations.

¹ Voir Bulletin Fiduciaire n° 162, p. 607.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

b) Tous ces articles ont été supprimés par l'article 2 de la loi du 10 mars 1937.

La liberté du commerce de l'or est donc rétablie.

Le Ministre des Finances est autorisé à verser aux porteurs de récépissés délivrés par la Banque de France, lors des cessions d'or ou des devises effectuées en application de l'article 10 de la loi monétaire, la différence entre, d'une part, la valeur de l'or telle qu'elle résulte de la moyenne des cours pratiqués par la Banque de France les 8, 9 et 10 mars, et, d'autre part, le montant des espèces qui leur ont été remises en contre-partie de l'or cédé majorée, s'il y a lieu, de la valeur des certificats négociables qui leur ont été délivrés lors de l'émission des obligations 3 1/2 % de la Défense Nationale. La valeur des dits certificats sera égale à la moyenne des cours cotés en Bourse du 28 décembre 1936 au 28 janvier 1937.

Les déclarations souscrites en vue de la liquidation du prélèvement ainsi que les demandes d'exonération sont donc devenues sans objet.

Les auteurs de ces demandes seront informés individuellement par l'Administration des nouvelles dispositions de l'article 2 de la loi du 10 mars 1937.

Les pièces annexes à ces demandes leur seront renvoyées.

Rien ne s'oppose donc à ce que dès maintenant les auteurs de ces demandes disposent librement de leur métal.

Restent seules soumises à un prélèvement, en vertu de l'article 3 de la loi du 10 mars 1937, les personnes qui, ayant cédé leur or à la Banque de France postérieurement à la loi monétaire et ayant été payées au vu de la déclaration faite au Contrôleur sur la base des nouveaux cours du métal ont obtenu en outre des certificats négociables leur permettant de souscrire aux obligations A de la Défense Nationale.

Ces personnes auront à effectuer un reversement égal à la valeur moyenne des cours en Bourse des dits certificats du 28 décembre 1936 au 28 janvier 1937, soit 22,40 % de leur montant. Des avis de versement leur seront ultérieurement adressés.

LA TAXATION DES RÉSERVES DES SOCIÉTÉS

Loi du 31 Décembre 1936

Plusieurs conceptions ont amené les Gouvernements à établir une taxation des réserves.

Dans la conception américaine, la taxe sur les réserves est un impôt pur et simple. Cet impôt peut s'élever jusqu'à 27 % des bénéfices non distribués. Ceci incite les Sociétés à distribuer la totalité de leurs bénéfices disponibles et à mettre ainsi en circulation des capitaux servant à la consommation. La taxe sur les réserves a ainsi pour but de combattre une certaine thésaurisation et d'augmenter le pouvoir d'achat des masses.

Dans la conception italo-allemande, la taxation ou plus exactement la limitation de la distribution des réserves répond à une autre préoccupation. Elle a moins pour but de donner à l'Etat des ressources fiscales que de faciliter ses emprunts.

La législation italienne oblige les sociétés à investir une partie de leurs bénéfices en fonds d'Etat. Elle vise toutes les sociétés pour les exercices 1935, 1936 et 1937. Pendant ces exercices, les sociétés ne peuvent distribuer des bénéfices supérieurs à 6 % de leur capital versé ou à la moyenne des bénéfices répartis au cours des trois derniers exercices sociaux. Toute répartition directe ou indirecte excédant ce pourcentage est interdite.

La partie des bénéfices non distribués est obligatoirement mise en réserve et doit être employée en titres d'Etat dans le mois qui suit celui de l'approbation du bilan par l'Assemblée des associés. Les produits de ces titres doivent également être versés à la réserve et investis en fonds d'Etat.

En France, la taxation des réserves, instituée par la loi du 31 décembre 1936 portant réforme fiscale, s'apparente plutôt au système américain. Elle comporte une double taxation: un prélèvement exceptionnel de 2 % sur les réserves existant à la clôture de l'exercice clos en 1935 et une taxe annuelle de 4 % sur les bénéfices non distribués à partir de l'exercice clos en 1936.

CHAPITRE PREMIER

TAXE ANNUELLE DE 4 %
SUR LES BÉNÉFICES NON DISTRIBUÉS

I. — CHAMP D'APPLICATION

A) Sociétés assujetties

a) L'article 22 de la loi ne prévoit que l'assujettissement des sociétés par actions ou à responsabilité limitée soumises à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Ainsi la taxe n'atteint pas les réserves constituées par les commerçants exploitant seuls, non plus que celles des Sociétés autres que les sociétés par actions ou à responsabilité limitée.

Sont donc soumises à la nouvelle taxe les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions et les sociétés à responsabilité limitée. Mais échappent à la taxe des sociétés de personnes (sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple) ainsi que les sociétés civiles et les personnes morales qui sont formellement exonérées de l'impôt sur les bénéfices commerciaux (art. 4 du Code Général des impôts directs).

b) Les sociétés assujetties tombent sous le coup de la taxe dès l'instant qu'elles sont soumises à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Il est donc nécessaire que ces sociétés exploitent un établissement en France, mais il importe peu qu'elles soient françaises ou étrangères.

La taxe n'est due que sur la part des réserves correspondant aux bénéfices réalisés par les établissements situés en France.

B) Exercices assujettis

L'article 22 prévoit que la taxe sera perçue à partir du 1^{er} janvier 1937. Elle frappera donc les bénéfices réservés sur les exercices clos en 1936. La taxe étant un complément de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sera assise en 1937 sur les réserves constituées avec les bénéfices constatés en fin d'exercice 1936.

II. — ASSIETTE

La taxe est assise sur les bénéfices non distribués, c'est-à-dire sur la différence entre le bénéfice net annuel ayant servi

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

de base à l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, augmenté des revenus fonciers et mobiliers et le montant des sommes qui, prélevées sur ces bénéfices et distribuées aux actionnaires, ont été taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou ont été légalement exonérées de cet impôt.

L'assiette de l'impôt est ainsi la suivante:

Bénéfice net annuel ayant servi de base à l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux + revenus fonciers + revenus mobiliers — sommes distribuées aux actionnaires et taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou exonérées.

Nous allons reprendre successivement ces différents éléments:

A) Élément de base: le bénéfice net retenu pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Voir à ce sujet le *Bulletin Fiduciaire* de Février-Mars 1936, « Nos Impôts 1936 », page 39 et suivantes.

B) Éléments qu'il faut ajouter.

a) REVENUS FONCIERS

Pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, on exclut les revenus fonciers, en vertu du principe d'après lequel un même revenu ne doit pas supporter deux impôts cédulaires.

Aussi, pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, un assujetti propriétaire est autorisé à déduire de ses bénéfices le revenu net des immeubles faisant partie de son actif, c'est-à-dire le revenu cadastral d'après lequel ces immeubles sont déjà soumis à la contribution foncière.

La taxe sur les bénéfices non distribués n'étant pas un impôt cédulaire sur le revenu, la loi du 31 décembre 1936 n'avait pas lieu d'appliquer la même règle. Pour l'établissement de cette taxe, les revenus fonciers doivent donc entrer en compte comme les bénéfices commerciaux proprement dits.

b) REVENUS MOBILIERS

Pour l'établissement des bénéfices industriels et commerciaux et pour des raisons analogues, l'assujetti est autorisé à déduire de son bénéfice les revenus des valeurs mobilières figurant à son actif, diminués d'une quote-part forfaitaire des frais généraux correspondant aux frais de la gestion desdites valeurs.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

En effet, ces revenus sont frappés par l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers; il y a donc lieu d'éviter ici encore la double imposition.

Pas plus que pour les revenus fonciers, la loi de 1936 n'a retenu la déduction des revenus mobiliers, ceux-ci doivent donc être comptés pour l'assiette de la taxe sur les bénéfices non distribués.

C) Eléments qu'il ne faut pas compter.

Aux termes de l'article 24, sont exemptés de la taxe annuelle les réserves obligatoires, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, les amortissements et les provisions justifiées.

a) RÉSERVES OBLIGATOIRES

Sont seules exemptées les réserves qui sont obligatoires *en vertu des dispositions législatives ou réglementaires*. Sont donc taxées les réserves d'origine contractuelle, c'est-à-dire celles qui sont instituées par un vote des organes sociaux: réserves statutaires, réserves facultatives spéciales ou extraordinaires établies par un vote d'une Assemblée générale.

Nous allons essayer d'indiquer les réserves qui sont obligatoires en vertu d'un texte législatif ou réglementaire:

1° L'article 36 de la loi du 24 juillet 1887 impose aux Sociétés anonymes l'obligation de faire annuellement sur leurs bénéfices nets un prélèvement d'un vingtième au moins et d'affecter ce prélèvement à la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social.

Si la réserve légale qui a pour but de protéger les créanciers de la Société et l'épargne est absorbée par les pertes de certains exercices, elle doit être reconstituée par des prélèvements sur les bénéfices des années ultérieures.

2° L'article 33 de la loi du 7 mars 1925 a prévu les mêmes dispositions pour les sociétés à responsabilité limitée.

Il convient de remarquer que l'impôt cédulaire sur les bénéfices commerciaux retient la réserve légale dans la base imposable. En effet, cet impôt atteint le bénéfice réalisé et non pas seulement le bénéfice distribué ou distribuable. L'article 24 de la loi du 31 décembre 1936 apporte donc une dérogation, en ce qui concerne l'application de la taxe sur les réserves, aux règles applicables en matière de bénéfices industriels.

3° Il faut signaler un certain nombre de réserves spéciales qui ont été rendues obligatoires dans des cas particuliers.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

Ainsi l'article 51 du décret du 8 mars 1922 impose aux entreprises d'assurances, constituées sous forme de sociétés anonymes ou en commandite par actions, un prélèvement annuel de 20 % du bénéfice, qui ne cesse d'être obligatoire que lorsque la réserve atteint le cinquième du capital social.

L'article 5 de la loi du 17 mars 1905 a déterminé le prélèvement sur les primes que doivent opérer les entreprises d'assurances sur la vie pour constituer une réserve de garantie tenant lieu de réserve légale.

L'article 5 de la loi du 19 décembre 1907 détermine le prélèvement que les sociétés de capitalisation doivent opérer sur leurs cotisations à titre de réserve de garantie tenant lieu de réserve légale.

Les compagnies d'assurance sont tenues de constituer des réserves mathématiques (Assurance sur la vie — art. 6 de la loi du 17 mars 1905 — Assurance contre les accidents du travail, art. 7 et 20 du décret du 28 février 1899 — Entreprise de Capitalisation, art. 6 de la loi du 19 décembre 1907).

Les entreprises d'assurance sur la vie et les sociétés de capitalisation doivent, en outre, constituer des réserves de garantie ayant pour but de remédier aux erreurs possibles dans l'évaluation des réserves mathématiques.

Les articles 26 et 54 du décret du 8 mars 1922 imposent aux entreprises d'assurance une réserve pour risques en cours d'au moins 33 % des primes ou cotisations et une réserve pour sinistres ou échéances à régler.

Toutes ces réserves restent en dehors du champ d'application de la taxe sur les réserves.

b) AMORTISSEMENTS

L'article 24 de la loi du 31 décembre 1936 exempte de la nouvelle taxe les sommes consacrées aux amortissements dans la mesure où ils ont été effectués d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitation.

L'amortissement est la constatation en comptabilité de la dépréciation subie par certains éléments de l'actif; les amortissements sont donc par définition des charges et non pas des réserves.

En outre, les sommes consacrées à l'amortissement ont pour but le remplacement plus ou moins lointain d'éléments indispensables à la marche et à la continuité de l'entreprise.

Pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et pour l'établissement de la taxe sur les réserves, il faut considérer comme déductibles les amortissements effectués par l'entreprise dans la limite de ceux qui sont géné-

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

ralement admis d'après les usages de chaque industrie, commerce ou exploitation.

c) PROVISIONS JUSTIFIÉES

L'article 24 de la loi du 31 décembre 1936 exempte formellement de la taxe annuelle les provisions justifiées. Il ne faut pas confondre provisions, amortissements et réserves.

L'amortissement constate une perte certaine et actuelle, la réserve est constituée dans un but d'épargne ou de prévoyance indéterminée, la provision est destinée à faire face à une perte ou à une dépense qui, sans être dès maintenant certaine, est probable et dans l'ordre normal des prévisions.

Rappelons que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux qui frappe les réserves, ne frappe pas les provisions en vue de faire face à des pertes ou charges nettement précisées et que des événements en cours rendent probables.

D) Éléments qu'il faut retrancher.

Il y a lieu de retrancher le montant des sommes qui, ayant été prélevées sur les bénéfices et distribuées aux actionnaires, ont été taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou ont été légalement exonérées de cet impôt.

a) CONDITIONS POUR QUE LES SOMMES DISTRIBUÉES SOIENT DÉDUCTIBLES

Les sommes ainsi déductibles sont celles qui répondent aux conditions suivantes:

1° Elles doivent être prélevées sur le bénéfice qui a servi de base à l'impôt cédulaire. Ainsi on ne peut pas déduire les sommes qui sont regardées comme des charges de l'entreprise, notamment les intérêts des obligations et jéons de présence alloués aux administrateurs et passés par frais généraux. Toutes ces sommes en effet sont des charges de l'entreprise, et ont déjà été retranchées du bénéfice soumis à l'impôt sur les bénéfices commerciaux.

2° Elles doivent avoir fait l'objet d'une distribution aux actionnaires.

Pour les sociétés à responsabilité limitée, il faut entendre par là les sommes distribuées aux associés gérants ou non (traitements des gérants, bénéfices attribués aux parts).

Toutes les distributions de profits sociaux doivent être déduites, quelle que soit la forme de la répartition et quels que

soient les bénéficiaires: dividendes, acomptes, soldes, répartitions faites aux parts de fondateur, rachat de ces parts, remboursement d'actions, tantièmes aux administrateurs, etc...

3° Elles doivent avoir été taxées à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ou en être légalement exemptées. La liste des exonérations de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières est dressée aux articles 106, 107, 119 à 164 du Code fiscal des valeurs mobilières du 21 décembre 1934.

b) SOCIÉTÉS POSSÉDANT DES EXPLOITATIONS HORS DE FRANCE

Pour ces sociétés, le montant des sommes distribuées doit être réduit en proportion des bénéfices réalisés en France par rapport aux bénéfices totaux.

c) SOCIÉTÉS SE LIVRANT À L'EXPORTATION DE DENRÉES OU MARCHANDISES

Pour ces sociétés, il doit être retranché de la base d'imposition un abattement calculé en lui appliquant la proportion entre le chiffre des affaires d'exportation réalisées par les établissements exploités en France et le chiffre d'affaires total de ces établissements.

Le bénéfice de cette disposition n'est pas accordé aux exportations de matériel d'armement.

**

III. — TAUX ET RECOURS

Le taux de la taxe est fixé à 4 %. Mais en ce qui concerne les sociétés exploitant des services publics à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés, il est fixé à 6 %.

Le recouvrement de la taxe est effectué comme en matière de contributions directes. Les réclamations sont présentées, inscrites et jugées comme en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Les délais de répétition et les pénalités sont les mêmes que pour ledit impôt; nous n'avons donc aucun commentaire spécial à ajouter à ces dispositions. (Voir à ce sujet *Bulletin Fiduciaire* Février et Mars 1936 « Nos Impôts 1936 », pages 41 et suivantes).

**

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

CHAPITRE II

PRELEVEMENT EXCEPTIONNEL DE 2 %
SUR LES RESERVES EXISTANT A LA CLOTURE
DE L'EXERCICE CLOS EN 1935

I. — CHAMP D'APPLICATION

A) Aux termes de l'article 23, seules sont soumises au prélèvement:

- a) Les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée.
- b) Les sociétés françaises.

Le critérium généralement admis pour déterminer la nationalité d'une société est le lieu du siège social, c'est-à-dire le lieu où le Conseil d'administration et les Assemblées se réunissent, où résident en un mot les pouvoirs qui représentent la société et prennent les mesures nécessaires à son fonctionnement.

Une société est donc française, en principe, lorsque son siège social est en France, même si ses usines ou ses magasins sont à l'étranger ou aux colonies.

Les sociétés étrangères qui ont leur siège effectif à l'étranger ou aux colonies et qui exploitent en France, des établissements, agences ou succursales, qui par suite sont passibles, non seulement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, mais de la taxe annuelle sur les bénéfices non distribués, échappent au prélèvement exceptionnel.

B) Sont exemptes du prélèvement les Sociétés qui n'avaient pas plus de 5 ans d'existence au 1^{er} janvier 1936.

Par conséquent, pour qu'une société soit imposable, il faut qu'elle ait été constituée antérieurement à l'année 1931. On considère une Société anonyme comme définitivement constituée au jour de la deuxième Assemblée générale constitutive qui a vérifié la sincérité des souscriptions et des versements et nommé les Administrateurs.

II. — ASSIETTE DU PRELEVEMENT

A) Eléments à retenir

D'après l'article 23, le prélèvement est établi sur le montant des réserves susceptibles d'être dégagées de l'examen des

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

divers postes du passif ou de l'actif des bilans afférents à l'exercice clos en 1935.

Pour une société qui arrête son exercice le 31 mars, le bilan à considérer est donc celui se rapportant à l'exercice 1^{er} avril 1934-31 mars 1935. Les réserves imposables sont celles existant à la clôture de l'exercice, c'est-à-dire, d'après l'exemple ci-dessus, au 31 mars 1935.

Il est à souligner que le règlement d'administration publique prévu par l'article 28 pour fixer les conditions d'application de la taxe donne en cette matière quelques précisions. En effet, les termes de l'article 23 sont extrêmement généraux. Or, il semble bien que les bénéfices réalisés en 1935 et inclus dans le bilan clos en 1935 parce que non encore distribués ne doivent pas entrer dans le champ d'application de la loi.

Par ailleurs, il serait utile de savoir comment évaluer les divers postes du passif et de l'actif (prix de revient, moins amortissements ou valeur 1935 après réévaluation).

Il faut remarquer que le prélèvement s'opère sur le montant des réserves « susceptibles d'être dégagées » de l'examen des divers postes de l'actif ou du passif. Seront donc visés non seulement les réserves apparentes exactement chiffrées au passif, mais aussi les réserves dont l'existence peut être révélée par l'examen des divers postes du bilan. Les réserves occultes, même si elles ne sont ni liquides, ni disponibles seront ainsi atteintes.

B) Eléments à déduire

Pour le calcul du prélèvement, il faut déduire du montant des réserves imposables une somme de 5 millions. Par conséquent, les sociétés dont le montant des réserves en 1935 n'excédait pas ce chiffre, échapperont totalement au prélèvement.

C) Eléments qu'il n'y a pas lieu de compter

Sont exemptés du prélèvement:

- 1° Les réserves obligatoires en vertu des dispositions législatives ou réglementaires (voir ci-dessus);
- 2° Les amortissements dans la mesure où ils ont été effectués d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitation;
- 3° Les provisions justifiées (voir ci-dessus);
- 4° Le prélèvement ne doit porter que sur les réserves provenant des opérations faites en France. Pour atteindre cet objet

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

tif, la loi prescrit que le montant global des réserves sera, s'il y a lieu, réduit en proportion du bénéfice réalisé en France pendant les 10 derniers exercices par rapport aux bénéfices totaux de la même période.

III. — TAUX ET RECOUVREMENT

Le taux du prélèvement est fixé à 2 %. Cependant, il est de 3 % en ce qui concerne les sociétés exploitant des services publics à titre de concessionnaires, fermiers ou régisseurs intéressés.

Le recouvrement sera effectué comme en matière de contributions directes. Toutefois, le paiement des cotisations sera exigible par quart de 6 mois en 6 mois à compter de la date de mise en recouvrement du rôle et le privilège du Trésor s'exercera pendant une période de 3 ans à partir de la même date.

Les valeurs admises en paiement des droits de succession seront dans les mêmes conditions admises en paiement du prélèvement.

Toutefois, sont exclus les bons du Trésor dont l'émission a été autorisée par le décret du 9 juillet 1936 et les titres de l'emprunt de la Défense Nationale dont l'émission a été autorisée par le décret du 16 décembre 1936.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

LES OBLIGATIONS DES PRODUCTEURS SOUIS A LA TAXE DE 6°.

Les principes d'application de la nouvelle taxe de 6 % à la production ont été exposés dans notre Bulletin de Février, mais son fonctionnement impose aux redevables qui y sont soumis un certain nombre d'obligations que nous désirons préciser plus complètement.

CHAPITRE PREMIER

FACTURATION

I. — OPERATIONS TAXABLES

Ce sont les ventes ou les importations faites en France à destination d'un commerçant en vue de la revente en l'état ou à destination d'un consommateur.

A) Comment le producteur doit-il calculer la taxe?

a) ASSIETTE DE LA TAXE

1° *Ventes intérieures.* — Le chiffre d'affaires imposable est le montant des ventes autres que celles portant sur des produits spécialement exonérés ou faites à un autre producteur sous le couvert d'une attestation. Il faut comprendre dans le montant de la vente: la taxe, elle-même, les droits de consommation à la charge de la marchandise, même si ces droits ne sont pas acquittés à l'occasion de la livraison.

2° *Livraisons faites à lui-même, par un producteur, de produits reçus en suspension de taxe, et qu'il utilise pour des usages autres que la revente ou la consommation par le premier usage au cours de la fabrication.* — La valeur imposable, dans ce cas, est le prix d'achat de ces produits par le producteur.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

3° *Livraisons faites par lui-même, par un producteur, de produits extraits ou fabriqués par lui et qu'il utilise dans une entreprise, une affaire de prestation de services ou de vente à consommer sur place.* — Dans ce cas, la valeur imposable est le prix normal de vente des produits similaires.

4° *Echanges.* — La valeur imposable est constituée par la valeur des objets reçus, majorés de la soule s'il y a lieu.

5° *Livraisons par un producteur de primes fabriquées par lui.* — Lorsque ces primes sont distribuées à l'occasion de ventes de produits exonérés ou déjà grevés de la taxe, la valeur imposable est celle qui leur est attribuée par le commerçant distributeur, et au minimum la valeur commerciale.

6° *Ventes effectuées à ou par des filiales.* — La taxe due est assise non pas sur le prix de vente de la société productrice à la société acheteuse, mais sur le prix de vente pratiqué par cette dernière.

7° *Importations.* — La valeur imposable est celle que les marchandises ont dans le lieu et au moment où elles sont présentées à la douane, y compris les droits d'entrée, les taxes intérieures et les droits perçus cumulativement avec les droits de douane.

b) DÉDUCTIONS POSSIBLES

1° *Les frais de transport.* On peut déduire du chiffre d'affaires imposable les débours supportés par le vendeur pour le transport sur territoire français des marchandises vendues, à condition qu'il soit justifié de ces débours, et que le transporteur paye la taxe de 2 % sur le prix du transport ou en soit légalement exonéré.

2° *La valeur des emballages consignés* et que le client doit restituer.

3° 30 % du montant des ventes faites par un producteur dans des magasins de détail lui appartenant.

4° Si la vente est effectuée par une société n'ayant pas la qualité de producteur, et qui est la filiale d'une société productrice, ou dont celle-ci est filiale, la taxe est assise sur le prix de vente de la société acheteuse affiné de 30 % pour les ventes faites par elle dans des magasins de détail lui appartenant. Cette atténuation ne peut pas réduire la base de l'imposition au-dessous du prix de vente de la société productrice à la société acheteuse.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

B) Comment le producteur peut récupérer la taxe payée, établissement des factures.

La taxe de 6 % ne doit en aucun cas être ajoutée sur la facture au prix convenu entre les parties.

Elle peut simplement être incluse dans ce prix. La facture devra obligatoirement être ainsi libellée:

Frs
(taxe perçue pour le Trésor)

II. — VENTES EN SUSPENSION DE TAXE

Le paiement de la taxe de 6 % est suspendu pour les ventes entre producteurs, soumis à la taxe de 6 %, de produits destinés à la revente en l'état, à la revente après transformation ou à la consommation par le premier usage au cours de la fabrication ainsi que pour les importations des mêmes produits à destination des producteurs soumis à la taxe de 6 %.

A) Conditions à remplir pour pouvoir facturer en suspension de taxe.

a) VENTES ENTRE PRODUCTEURS

1° Ouverture d'un compte

Le producteur acheteur doit se faire ouvrir un compte par son fournisseur.

2° Délivrance d'attestations

Le producteur vendeur doit recevoir de son client une attestation.

L'attestation doit indiquer les noms, prénoms, professions et adresses de l'acheteur et du fournisseur. Elle doit certifier que l'acheteur est assujéti à la taxe de 6 % et qu'il prendra en charge les produits acquis par lui en suspension de taxe.

Les attestations ont une particulière importance et leur représentation est la condition du report de l'exigibilité de la taxe.

Pour le vendeur, l'attestation fournie par son acheteur constitue le critérium qui lui permet d'apprécier s'il doit ou non acquitter l'impôt de 6 %.

Les attestations ne sont valables que pour un an et doivent être renouvelées chaque année avant le 15 janvier. Elles doivent, préalablement à leur envoi, être soumises en double exemplaire

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

au visa des Contributions Indirectes; un exemplaire est conservé au dossier fiscal du contribuable.

Il est admis que les producteurs, s'approvisionnant auprès d'un grand nombre de fournisseurs, peuvent remplacer moyennant le consentement de ces fournisseurs, les attestations ordinaires par un papillon collé sur la lettre de commande et ainsi rédigé:

« Les magasins s'engagent à prendre en charge, dans leur comptabilité, le paiement de la taxe unique sur les marchandises faisant l'objet du présent bon de commande. »

b) IMPORTATIONS FAITES A DESTINATION D'UN PRODUCTEUR

1° Demande générale d'exonération

Le producteur acheteur doit déposer aux bureaux de douane par lesquels il effectue ses importations une demande générale d'exonération revêtue du visa du service des Contributions Indirectes dans le ressort duquel il exerce sa profession. Cette demande n'est valable que pour un an et doit être renouvelée chaque année avant le 15 janvier.

2° Attestations particulières

De plus, il doit remettre ou faire remettre au déclarant en douane, pour chaque importation, une attestation en double exemplaire indiquant ses nom, prénoms, profession et adresse et affirmant qu'il est assujéti à la taxe de 6 % et qu'il prendra en charge les produits par lui importés en suspension de cette taxe. L'un de ces exemplaires est annexé à sa déclaration, l'autre après mention par le service des douanes de l'espèce, de la quantité et de la valeur des marchandises importées est adressé par ce service au Directeur des Contributions Indirectes du département dans lequel se trouve l'établissement du producteur importateur.

B) Conséquences du report de l'exigibilité de la taxe sur la rédaction des factures.

Le vendeur, ne supportant pas la taxe, n'a pas à l'inclure dans son prix de vente. Rien cependant dans la loi ne lui impose de diminuer les prix qu'il pratiquait avant le 1^{er} février 1937 alors qu'il supportait, souvent plusieurs fois, l'ancienne taxe de 2 %. Le vendeur ne peut y être obligé que commercialement.

Pour les ventes en suspension de taxe, la facture doit porter la mention « livraison faite en suspension de la taxe de 6 % ».

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

CHAPITRE II COMPTABILITE

a) Tout producteur devra avoir une comptabilité régulière ou un livre spécial faisant ressortir, d'une part, les ventes taxables à 6 % (désignation de la vente, client, adresse, montant de la vente, déductions, montant net taxable), d'autre part, les ventes en suspension de taxe.

Les ventes soumises à la taxe de 6 % faites au comptant et portant sur des valeurs inférieures à 300 francs, peuvent être inscrites globalement à la fin de chaque journée.

b) Les sociétés ayant des filiales sont soumises à une comptabilité particulière, définie par l'article 18 du décret du 27 janvier 1937.

CHAPITRE III RELEVÉ MENSUEL

a) *Forme.* — Les redevables de la taxe doivent adresser, avant le 25 de chaque mois, au Bureau du Receveur qualifié, un relevé des opérations imposables, établi d'après leur comptabilité ou le livre spécial indiqué ci-dessus.

b) *Paiement.* — Le paiement des droits est fait au moment de la remise du relevé.

Les premiers paiements mensuels pourront se faire par imputation du précompte de 2 % calculé sur la valeur du stock au 31 janvier 1937 et déclaré avant le 15 mars.

Lorsqu'il y aura lieu à versement effectif, ce versement pourra se faire, soit en numéraire, chèque postal, mandat-poste, mandat-carté, virement postal, soit au moyen d'un chèque barré Banque de France pour les sommes supérieures à 100 francs, soit par obligation cautionnée pour les sommes supérieures à 300 francs, soit enfin par l'acceptation d'une traite.

c) *Etat spécial des affaires résiliées ou impayées.* — Les redevables dont certaines affaires ont été résiliées ou impayées peuvent joindre à leur relevé mensuel un état spécial ayant pour but de permettre l'imputation de l'impôt sur les prochains paiements.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

DISPOSITIONS D'ORDRE SOCIAL

CONCILIATION ET ARBITRAGE OBLIGATOIRES

Notre bulletin de janvier¹ a donné un premier exposé de la loi si importante du 31 décembre 1936 sur l'arbitrage obligatoire.

Cet article ayant été rédigé avant la publication du décret déterminant les modalités de la procédure à suivre en cas de conflit collectif du travail, nous croyons utile de le compléter et d'étudier le décret du 16 janvier et la circulaire ministérielle du 23 mars 1937.

**

I. — Rappel des principes de la loi du 31 décembre 1936

Du texte de la loi du 31 décembre 1936, nous avions tiré les conclusions suivantes :

a) L'arbitrage ne vise que les professions industrielles et commerciales;

b) Il vise à la fois les conflits futurs et les conflits en cours;

c) La procédure spéciale prévue par cette loi doit être limitée aux conflits collectifs de travail, à l'exclusion de tous les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation des contrats individuels de travail. Elle ne s'applique qu'en l'absence de procédure d'arbitrage prévue par une convention collective;

d) Les procédures instituées sont provisoires. En effet, ce n'est que « jusqu'à la clôture de la session ordinaire de 1937... » que le Gouvernement a été autorisé à « fixer les modalités de ces procédures par décrets rendus en Conseil d'Etat, en conformité des dispositions de l'article 15, parag. 2, de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936 ».

1. Voir Bulletin n° 165, page 37.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

Les décrets pris en vertu de la loi du 31 décembre 1936 doivent donc être abrogés de plein droit lors de la clôture de la session ordinaire de 1937. Toutefois, les procédures commencées à cette date suivront leur cours.

II. — Procédures de conciliation et d'arbitrage

Pour assurer le règlement pacifique des conflits collectifs du travail, le gouvernement a eu recours à deux sortes de procédures : la conciliation et l'arbitrage.

Normalement, dès que s'élève un conflit collectif, il doit être examiné avant toute grève ou lock-out, par des commissions de conciliation instituées à cet effet. Ces commissions doivent s'efforcer les unes après les autres de résoudre le conflit en cherchant un terrain d'entente entre les parties. Ce n'est qu'à défaut de solution totale par voie de conciliation que le différend doit obligatoirement donner lieu à arbitrage.

**

A. — LA CONCILIATION

1^o Premier stade. — Commissions départementales ou inter-départementales de conciliation.

a) *Comment est saisie la Commission départementale de conciliation.*

En cas de conflit collectif du travail, le différend « est, à la demande de la partie la plus diligente, et le cas échéant, par le préfet, porté devant la commission départementale de conciliation » (Décret du 16 janvier 1937, art. 2).

b) *Composition de la Commission départementale de conciliation.*

La Commission départementale de conciliation, présidée par le préfet ou son représentant, est composée en nombre égal d'employeurs et de salariés. Le nombre des membres de chaque catégorie est fixé par le préfet; il peut varier de 3 à 5 avec un nombre égal de suppléants. Les membres titulaires et suppléants de la Commission départementale de conciliation sont désignés par le préfet sur la proposition, pour les employeurs, de la Chambre de commerce ou des Chambres de commerce du département, et pour les salariés, des organisations syndicales interprofessionnelles les plus représentatives du département considéré.

S'il n'existe qu'une seule Chambre de commerce dans le

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

département, elle présente au préfet une liste comprenant un nombre de noms quadruple de celui des membres titulaires employés tel que ce nombre aura été fixé par le préfet. Celui-ci choisit sur cette liste les titulaires et les suppléants.

S'il existe dans le département plusieurs Chambres de commerce, le préfet les invite à se mettre d'accord pour présenter une liste commune.

A défaut de présentation d'une liste dans les conditions ci-dessus exposées, le préfet choisit les membres titulaires et les membres suppléants parmi les membres de la Chambre de commerce ou des Chambres de commerce du département.

Dans le cas où dans un même département plusieurs organisations syndicales interprofessionnelles de salariés pourraient être considérées comme organisations les plus représentatives, le préfet fait connaître à chacune d'elles, compte tenu de son importance et de tous autres éléments caractéristiques des organisations les plus représentatives, le nombre de membres, soit titulaires, soit suppléants, qui pourront être désignés sur présentation de ladite organisation.

L'organisation ainsi avisée soumet au préfet une liste comprenant un nombre de noms double du nombre total des titulaires ou des suppléants qui lui aura été indiqué.

A défaut de présentation par les organisations syndicales intéressées, le préfet choisit les représentants des salariés à la Commission parmi les membres de ces organisations.

Commission interdépartementale de conciliation

Lorsque le conflit à régler s'étend sur le territoire de plusieurs départements, une commission interdépartementale constituée selon les mêmes principes que la Commission départementale et dont le siège, le ressort et la composition sont déterminés par le ministre, exerce les attributions de la Commission départementale.

d) Rôle de la Commission départementale ou interdépartementale.

Le ministre du Travail a précisé que le rôle essentiel de ces commissions était de « faciliter un accord entre les parties intéressées par le différend collectif de travail ». C'est ainsi que « les commissions doivent s'attacher à rapprocher les points de vue des parties ». Pour tenter ce rapprochement, elles doivent entendre les parties et confronter leurs points de vue respectifs. Leur but doit être la conclusion d'un accord signé par les représentants qualifiés des parties, constituant un règlement contractuel du différend. En vue de faciliter cet accord, les commissions

peuvent être appelées à présenter des formules transactionnelles susceptibles d'être acceptées par toutes les parties. Mais ces formules ne sont que des propositions et c'est improprement que les procès-verbaux des réunions de certaines commissions départementales parlent de « décision » de ces commissions.

La commission départementale de conciliation n'est pas appelée à rendre une sentence, mais seulement à faciliter l'accord des parties; en conséquence, aucune règle n'a été fixée en ce qui concerne le quorum nécessaire pour que cette commission puisse siéger; en cas d'urgence, la commission pourra être réunie si tous les membres ne sont pas présents et même si la parité entre les représentants des employeurs et ceux des salariés ne pouvait accidentellement être respectée.

c) Résultats de la tentative de conciliation.

Si la commission départementale arrive à rapprocher les deux parties et à réaliser la conciliation, la constatation de l'accord doit faire l'objet d'un procès-verbal de conciliation.

En cas de résultat négatif, deux solutions peuvent être envisagées : recourir immédiatement à l'arbitrage, ce qui accélère la solution du conflit, ou bien poursuivre la procédure de conciliation en portant le litige devant la commission du second degré.

2° Deuxième stade : Commission mixte paritaire de conciliation.

A défaut de solution du conflit dans les quatre jours francs, le différend est, à la requête de la partie la plus diligente, ou, le cas échéant, du préfet ayant présidé la commission départementale ou interdépartementale de conciliation, porté devant une commission, dite commission mixte paritaire de conciliation.

a) Composition de la commission mixte paritaire.

Cette commission est présidée par un représentant du ministre du Travail, ou, dans des cas spéciaux, d'un autre département ministériel.

Ses membres sont désignés par les Fédérations nationales patronales et ouvrières, auxquelles sont respectivement affiliés les syndicats les plus représentatifs des parties en cause. Ces Fédérations doivent être déterminées dans chaque cas d'espèce et non pas une fois pour toutes. Le président du Conseil a lui-même donné les précisions suivantes : « Il peut arriver que la fédération la plus représentative en fonction d'un conflit déterminé ne soit pas une fédération rattachée à la Confédération générale du Patronat. Par exemple, un conflit surgit dans le textile : sur le plan fédéral, vous serez bien obligés de faire

appel à la Fédération du textile qui n'adhère plus à la Confédération générale du Patronat français. La même chose peut se produire sur le plan ouvrier. Si le litige se présente dans de telles conditions que la fédération la plus représentative ne soit pas la Fédération confédérée, elle ne sera nullement exclue et, à tous les degrés, reste toujours le droit commun syndical, c'est-à-dire le droit pour les ouvriers appartenant à un syndicat déterminé de se faire assister dans le litige par les représentants de leur syndicat propre. »

En cas de contestation, le ministre ou son représentant, mandaté à cet effet, détermine quelles sont ces fédérations patronale ou ouvrière.

b) *Fonctionnement de la commission mixte paritaire.*

Cette commission entend les représentants des parties et des organisations auxquelles elles appartiennent, et ceci s'applique aussi bien aux organisations non reconnues comme étant les plus représentatives des parties en cause, qu'aux autres.

La commission mixte paritaire doit « s'efforcer de concilier les parties en présence ».

c) *Résultats.*

Si la commission paritaire mixte concilie les deux parties, le conflit est terminé.

A défaut de solution dans les quatre jours francs, le troisième et dernier échelon de la procédure de conciliation doit être saisi, à moins que les parties ne préfèrent recourir immédiatement à l'arbitrage.

3° Troisième stade : Commission nationale interprofessionnelle de conciliation.

Le différend est, à la requête de la partie la plus diligente ou du président de la commission paritaire mixte, porté devant une commission dite « Commission nationale interprofessionnelle de conciliation ».

a) *Composition de cette commission.*

Cette commission est formée « sous la présidence du ministre compétent ou de son représentant, d'un nombre égal d'employeurs et de salariés choisis par la Confédération patronale et la Confédération ouvrière les plus représentatives ». Ces confédérations ont été désignées par la Commission permanente du Conseil national économique : ce sont la *Confédération Générale du Travail* pour les salariés et la *Confédération Générale du Patronat français* pour les employeurs.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

b) *Fonctionnement de cette commission.*

Elle « peut » entendre les représentants des parties et des organisations professionnelles auxquelles elles appartiennent.

c) *Résultats.*

Si la conciliation est obtenue devant cette commission comme devant les deux précédentes, le procès-verbal contenant les clauses de l'accord est transmis sans délai par le président de la commission au ministre du Travail. Copie de ce procès-verbal est adressée par le ministre du Travail aux autres ministres intéressés, s'il y a lieu, et au préfet du département dans lequel le conflit est né.

Si la Commission nationale interprofessionnelle ne peut régler le différend dans les quatre jours francs, elle dresse un procès-verbal précisant les points sur lesquels persistent les désaccords et invite les parties à désigner soit un arbitre commun, soit chacune un arbitre.

*
**

B. — L'ARBITRAGE

1° Choix de l'arbitre.

Plusieurs cas ont été prévus par le décret du 16 janvier :

- a) Les deux parties ont un délai de deux jours francs pour se mettre d'accord sur le choix d'un arbitre commun;
- b) A défaut d'accord dans les deux jours francs, elles disposent d'un même délai pour désigner chacune leur arbitre qu'elles peuvent à leur gré choisir ou non sur les listes dressées respectivement par la Confédération patronale et la Confédération ouvrière les plus représentatives.
- c) A défaut de désignation d'un arbitre par l'une ou l'autre des parties, le ministre compétent le choisit obligatoirement sur l'une des deux listes dressées par la *Confédération Générale du Travail* et la *Confédération Générale du Patronat français*.

2° Désignation d'un surarbitre.

En cas de désaccord entre les arbitres sur la sentence arbitrale à rendre, il y a lieu à désignation d'un surarbitre. Celui-ci peut être désigné, soit par les parties elles-mêmes lorsqu'elles peuvent se mettre d'accord sur ce choix, soit par les premiers arbitres, soit, enfin, en cas de désaccord des arbitres et après

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

un délai de trois jours, par le président du Conseil des ministres. Ce dernier seul est tenu obligatoirement d'exercer son choix « parmi les membres en activité ou en retraite des grands corps de l'Etat » ou sur la liste des trente et un surarbitres.

3° Liste unique de 31 surarbitres.

En vue de faciliter le choix d'un surarbitre par les parties ou par les premiers arbitres, l'art. 10 du décret du 16 janvier a prévu que les deux Confédérations désignées par le Conseil national économique (C. G. T. et C. G. P. F.) devaient dresser, « à titre indicatif », d'un commun accord une liste unique de 31 surarbitres pris parmi les membres en activité ou en retraite des grands corps de l'Etat. La circulaire du ministre du Travail en date du 22 mars 1937 a bien précisé que les parties ne sont pas tenues de choisir le surarbitre sur cette liste.

4° Rôle des arbitres.

Les arbitres et surarbitres, dont les fonctions ne comportent aucune rémunération, ont « les pouvoirs d'amiables compositeurs », c'est-à-dire qu'ils sont expressément dispensés de suivre les règles de droit et qu'ils sont libres, dans le règlement des différends qui leur sont soumis, de suivre la seule impulsion de leur conscience et les règles de l'équité; ils sont de même affranchis de l'observation des formes de procédure. Cependant, malgré leur qualité d'amiables compositeurs, les arbitres et surarbitres doivent motiver leur sentence. Celle-ci est sans appel et obligatoire.

1) LISTE DES 31 SURARBITRES :

MM.

Aron (A.), Inspecteur général des Ponts et Chaussées.
Baudin (L.), Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
Bernard, Intendant général, Directeur de l'Intendance au Ministère de la Défense nationale et de la Guerre.
Boutet, Inspecteur général des Ponts et Chaussées.
Brin, Conseiller Maître à la Cour des Comptes.
Cohen-Salvador (G.), Président de Section au Conseil d'Etat.
Capitant (Henri), Professeur à la Faculté de Droit de Paris, membre de l'Institut.
Carnille, Contrôleur général de l'Armée.
Cassin (R.), Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
Fochier, Conseiller d'Etat.
Frémontour, Procureur général près la Cour de Cassation.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

5° Publication de la sentence arbitrale.

La minute de la sentence arbitrale est adressée par les arbitres ou par le surarbitre au ministre du Travail dans les deux jours suivant la communication de la sentence aux parties et copie en est adressée aux autres ministres intéressés.

Lorsqu'une convention collective de travail signée avant la publication du décret du 16 janvier 1937 a prévu d'autres modalités pour les procédures de conciliation ou d'arbitrage, elles continuent à s'appliquer. Si elle n'a fixé que les règles d'une procédure de conciliation, les dispositions relatives à l'arbitrage contenues dans le décret du 16 janvier doivent être observées.

Galliot, Inspecteur général des Mines.

Grimpré, Inspecteur général des Ponts et Chaussées, Secrétaire général du Ministère des Travaux publics.

Grunebaum-Ballin, Conseiller d'Etat.

Guinand, premier Président de la Cour des Comptes.

Haarbleicher, Directeur au Ministère de la Marine Marchande.

Jacomet, Contrôleur général de l'Armée, Secrétaire général du Ministère de la Défense Nationale et de la Guerre.

Josseur, Conseiller à la Cour de Cassation.

Lescaur, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Loriot, Conseiller d'Etat.

Maringer, ancien Président de Section au Conseil d'Etat.

Mutter, premier Président près la Cour de Cassation.

Maurelle, Directeur du Bureau de Paris, du Bureau International du Travail.

Quatit, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Porché, Conseiller d'Etat.

Rist, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris, membre de l'Institut.

Scherdtin, premier Président honoraire près la Cour de Cassation.

Schwarz, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées à Melun (S.-et-M.).

Stegfried, Professeur au Collège de France, membre de l'Institut.

Stupier, Inspecteur général des Ponts et Chaussées, Directeur de l'Ecole des Ponts et Chaussées.

Villette, premier Président près la Cour d'Appel de Paris.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

NOUVELLES APPLICATIONS DE LA SEMAINE DE 40 HEURES

L'application de la semaine de 40 heures, qui se poursuit à un rythme accéléré, vient d'être étendue au Commerce de détail, aux industries du papier, à la banque et aux assurances, et de nouveaux décrets sont, dès maintenant, en préparation pour y soumettre de nouvelles professions dont notamment le commerce de gros.

**

I. — APPLICATION DE LA SEMAINE DE 40 HEURES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL DE MARCHANDISES AU- TRES QUE LES DENRÉES ALIMENTAIRES (décret du 31 mars 1937.)

A) Etablissements assujettis.

Sont assujettis les établissements ou parties d'établissements dans lesquels s'exerce le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires.

Les magasins de détail comportant accessoirement un rayon de denrées alimentaires sont, en totalité, soumis aux dispositions de ce texte.

Les sièges sociaux, bureaux, entrepôts, etc., dépendant de ces établissements, travaillant exclusivement pour leur fonctionnement ou entretien, même non annexés, sont également visés.

B) Durée du travail quotidien.

Pour la répartition des heures de travail, plusieurs cas sont à distinguer.

1° *Etablissements qui donnent à leur personnel le repos hebdomadaire collectif d'une journée entière au moins par semaine.*

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

a) Dans le département de la Seine, ces établissements doivent adopter la répartition égale de 40 heures de travail entre 5 jours.

La journée de repos doit être fixée au *lundi*; elle pourra être fixée un autre jour par arrêté préfectoral dans les localités où le repos du lundi serait préjudiciable au public.

Une autre répartition des heures de travail pourra, à titre exceptionnel, être fixée par arrêté ministériel, pendant la durée de l'Exposition de 1937.

b) Dans les autres départements, la journée de repos sera fixée par arrêté préfectoral.

2° *Etablissements qui donnent le repos hebdomadaire par roulement.*

La durée du travail doit être répartie également entre les 6 jours ouvrables.

3° Dans les localités de moins de 10.000 habitants, pendant une période transitoire de 6 mois, la durée du travail pourra atteindre 48 heures par semaine. Après cette période de 6 mois, un nouveau décret fixera la durée du travail et la répartition des heures de travail.

C) Relais et roulements.

Ils sont en principe interdits, mais peuvent être autorisés par arrêtés ministériels lorsque leur utilité est justifiée.

Cependant, leur organisation est autorisée de plein droit dans la limite de l'amplitude d'une journée de travail n'excédant pas de plus de deux heures la durée légale du travail.

D) Récupération.

En cas de fête légale: récupération de plein droit pour toutes les entreprises accordant normalement une demi-journée ou une journée de repos en plus du repos hebdomadaire. La récupération des mortes-saisons peut être autorisée par arrêtés ministériels.

E) Horaire.

Un horaire, daté et signé par le chef d'établissement et dont un double sera adressé à l'Inspecteur du Travail, précèdera la répartition des heures de travail du personnel, ainsi que l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail.

La durée totale de la journée de travail, en y comprenant

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

les heures de travail et celles de repos, ne doit pas excéder de plus de deux heures les limites de la durée quotidienne du travail.

La liste nominative du personnel avec indication pour chacun des employés ou ouvriers occupés, des heures du commencement et de la fin des repos sera également affichée.

F) Dérogations.

Des dérogations sont prévues:

1° Pour certains emplois tels que: mécaniciens, électriciens, chauffeurs; chefs de rayon, contremaîtres ou inspecteurs; garçons de magasin; encaisseurs, pointeurs, garçons de bureaux et agents similaires; personnel spécialement affecté au nettoyage des locaux; conducteurs de voitures et livreurs; personnel affecté au gardiennage et à la surveillance.

2° Dans certains cas exceptionnels tels que: travaux urgents destinés à prévenir des accidents ou en cas de surcroît extraordinaire de travail (dans la limite de 100 heures par an et de une heure par jour). Dans ce dernier cas, l'autorisation d'effectuer des heures supplémentaires doit être demandée à l'inspecteur du Travail et les heures effectuées en vertu de cette autorisation doivent être majorées d'au moins 25 %.

C) Entrée en vigueur:

— Le 5 avril 1937 pour les villes de plus de 10.000 habitants;

— Le 3 mai 1937 pour les villes de moins de 10.000 habitants.

**

II. — INDUSTRIES DU PAPIER (décret du 31 mars 1937).

A) Professions assujetties:

— Fabrication du papier carton et du carton.

— Fabrication de cartonnages, d'objets en papier ou en carton.

— Fabrication de papiers peints, de cartes à jouer.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

B) Répartition des heures de travail:

5 jours de 8 heures, repos samedi, lundi;

Ou 6 h. 40 par jour — ou répartition inégale avec semaine anglaise.

Entrée en vigueur:

12 avril 1937.

Sauf en ce qui concerne:

Les fabriques de pâtes à papier où elle aura lieu le 3 mai 1937;

Et les fabriques de papier à cigarettes où elle aura lieu le 17 mai 1937.

**

III. — BANQUES ET TOUTS ETABLISSEMENTS DE FINANCE, DE CREDIT ET DE CHANGE; ENTREPRISES D'ASSURANCES DE TOUTE NATURE ET SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE.

A) Professions assujetties:

Banque et Assurances comprenant:

a) Banque, Banque de France; Caisse ou Comptoir de bons ou coupons commerciaux, de prêts, de recettes ou de paiements; opérations sur valeurs, établissements ou sociétés de crédit; démarcheur, encaisseur, escompteur, garçon de recettes, marchands de reconnaissances du Mont-de-Piété, prêteurs sur marchandises.

b) Agent de change, commis d'agent de change, employé à la Bourse, courtier, remisier, courtier en banque et bourse, courtier de change, conseiller financier, changeur, changeur et échangeur de monnaie.

c) Compagnie d'assurances; Compagnie d'assurances maritimes, de réassurances, de fontine; actuaire; administrateur de Compagnie d'assurances; agent, courtier, inspecteur d'assurances; expert en assurance; succursale de Société d'assurances; Caisse d'épargne; Caisse d'assurance maladie, Caisse d'allocation familiales; société de prévoyance, d'épargne mutuelle; Caisse d'assurances mutuelles, Caisse primaire d'assurances sociales, société de cautionnement mutuel; employés des sociétés de secours mutuels.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

B) Répartition des heures de travail.

- a) Cinq journées de 8 heures et repos du samedi ou lundi.
 b) Pour les Caisses d'Epargne et d'Assurances sociales: choix entre trois systèmes: 1° Cinq jours de 8 heures avec repos du samedi ou du lundi; 2° 6 h. 40 par jour; 3° Répartition inégale avec semaine anglaise.

C) Entrée en vigueur:

le 12 avril 1937.

**

IV. — LES INDUSTRIES DU BOIS (décret du 31 mars 1937.)

A) Professions assujetties:

- Sciage du bois, charpente et menuiserie (à l'exception des industries qui, travaillant pour le bâtiment, se trouvent déjà visées par le décret appliquant la semaine de 40 heures dans le bâtiment.
 — Charronnage, carrosserie à l'exception de la fabrication de voitures ainsi que la carrosserie et peinture de voitures déjà assujetties).
 — Fabrication d'ustensiles en bois: Ebénisterie et instruments de musique en bois.
 — Fabrication de tabletterie, de broserie et de menus objets en bois.

B) Répartition des heures de travail:

- Soit 8 heures pendant 5 jours avec repos le samedi ou le lundi.
 — Soit 6 h. 40 pendant 6 jours.
 — Soit répartition inégale avec repos d'une demi-journée par semaine.

C) Entrée en vigueur:

Le 26 avril 1937.

Sauf en ce qui concerne l'industrie du bois dans la confection des chaussures, pour laquelle l'entrée en vigueur a eu lieu le 2 avril 1937.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

**

V. — AUTRES DECRETS CONCERNANT L'APPLICATION DE LA SEMAINE DE 40 HEURES.

Depuis le décret concernant l'industrie des produits chimiques¹, les professions suivantes ont été, à leur tour, assujetties au régime de la semaine de 40 heures.

- 1° Les industries du vêtement (décret du 13 mars 1937, paru au J. O. du 14 mars). L'entrée en vigueur a eu lieu le 1^{er} avril.
 2° L'abattage, la fabrication de charcuterie, de conserves de viandes et de graisses (décret du 13 mars, J. O. du 14 mars). Entrée en vigueur le 15 mars.
 3° L'extraction de schistes bitumeux (décret du 13 mars, J. O. du 14 mars). Entrée en vigueur le 15 mars.
 4° Les boulangeries du département de la Gironde (décret du 13 mars, J. O. du 14 mars). Entrée en vigueur le 15 mars.
 5° Les hôpitaux, hospices, asiles et établissements thermaux (décret du 22 mars, J. O. du 24 mars). Entrée en vigueur le 1^{er} avril.

1. Voir Bulletin Fiduciaire n° 167 de Mars 1937, page 207.

LES CONGÉS PAYÉS POUR LES TRAVAILLEURS INTERMITTENTS

Le décret du 1^{er} août 1936, complétant la loi du 20 juin 1936 sur les congés payés, stipulait à l'article 10 que « dans les professions, industries et commerces dans lesquels les ouvriers, employés, compagnons ou apprentis, ne sont pas normalement occupés d'une façon continue pendant une année dans le même établissement », des Caisses de compensation seraient instituées pour prendre en charge le paiement des indemnités de vacances.

**

I. — APPLICATION AUX DOCKERS

Un décret du 14 octobre 1936 a prescrit la constitution de Caisses de compensation à l'usage des entreprises occupant dans les ports des dockers, débardeurs, conducteurs d'appareils de levage et de manutention, ainsi que tous les autres travailleurs qui seraient assimilés à ceux-ci.

Un arrêté du 22 mars 1937 a déterminé les conditions à remplir par ces caisses de compensation en vue de leur agrément.

II. — APPLICATION AUX ENTREPRISES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Un décret du 18 janvier 1937 a stipulé que toutes les entreprises rattachées aux industries du bâtiment et des travaux publics devaient obligatoirement adhérer à des Caisses de compensation destinées à répartir les indemnités de vacances.

1^{re} Entreprises visées.

- Entreprises de travaux publics,
- Entreprises de plomberie et de couverture,
- Entreprises de bâtiment comprenant la maçonnerie, la plâtrerie, le pavage, la fumisterie, la peinture et vitrerie,

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

— Taille et polissage de pierre, marbrerie, fabrication d'ardoises et de pavés,

— Moulage en plâtre, moulage en cire,

— Charpente en bois, menuiserie du bâtiment; fabrication d'escaliers et rampes en bois, parquage, aplanissage de parquets,

— Entreprises d'installations électriques (sauf fab. de paratonnerres),

— Entreprises d'affichage, de publicité et de distribution d'imprimés,

— Entreprises de miroiterie, de fermeture et persiennes, de charpente métallique, de serrurerie, travaillant pour le bâtiment ou les travaux publics, installations de chauffage et de ventilation.

2^o Création de Caisses de compensation.

Les Caisses destinées à assurer le service des congés annuels payés devront être agréées par le ministre du Travail.

Chaque Caisse sera compétente pour toutes les entreprises assujetties ayant leur siège dans sa circonscription telle qu'elle sera fixée par le ministre du Travail.

Il pourra cependant être créé une Caisse spéciale de compétence nationale pour les entreprises de travaux publics.

Il sera créé en outre une Caisse de surcompensation.

3^o Affiliation et cotisations.

Les chefs des entreprises assujetties, occupant des employés à titre permanent ou temporaire, sont tenus de s'affilier à une Caisse de compensation; les effets de cette affiliation remonteront à la date de l'entrée en vigueur de la loi du 20 juin 1936 sur les congés payés.

Chaque entreprise devra verser une cotisation déterminée par un pourcentage des salaires et traitements.

Le nom et l'adresse de la Caisse à laquelle l'entreprise est affiliée devront être portés à la connaissance du personnel par voie d'affiche.

4^o Certificats.

Les employeurs doivent délivrer à leurs employés quittant l'entreprise ou désirant bénéficier de leur congé, un certificat en double exemplaire indiquant :

- a) Le nombre d'heures de travail effectuées par l'intéressé dans l'entreprise pendant les douze mois qui précèdent;

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

b) *Le taux horaire du salaire appliqué lors de la dernière paye;*

c) *Le nom et l'adresse de la Caisse de compensation.*

La remise de ce certificat dispense bien entendu les employeurs de toute autre indemnité de vacances.

5° Bénéficiaires du congé.

Pourront bénéficier d'un congé de douze jours ouvrables les travailleurs qui justifieront, lors de la période ordinaire des congés, avoir été occupés dans les douze mois qui précèdent, 1.600 heures au moins dans une ou plusieurs des entreprises assujetties.

Ceux qui pourront, dans les mêmes conditions, justifier de 800 heures au moins de travail, auront droit à un congé payé d'une semaine.

L'indemnité de vacances sera versée par la Caisse de compensation à laquelle appartient l'employeur de l'intéressé, après remise des certificats.

Lorsqu'un travailleur a été employé dans des entreprises affiliées à des Caisses de compensation différentes, la charge des indemnités de vacances est répartie entre celles-ci par une Caisse de surcompensation à laquelle elles doivent obligatoirement adhérer.

EXTENSION DES CONVENTIONS COLLECTIVES PAR ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

*Les principales modifications apportées par la loi du 24 juin 1936 au régime des conventions collectives de travail, tel qu'il était prévu par le chapitre IV bis du titre 1^{er} du Code du travail, ont fait l'objet des nouveaux articles 31 *vd* et suivants de ce chapitre¹.*

Aux termes de ces articles, les dispositions d'une convention collective peuvent, par arrêté du ministre du Travail, être rendues obligatoires pour tous les employeurs et employés des professions et régions comprises dans le champ d'application de la convention.

Les effets et les sanctions de la convention collective peuvent ainsi être étendus « pour la durée et aux conditions prévues par ladite convention ».

Nous croyons utile de dresser le tableau des conventions qui ont, à l'heure actuelle, fait l'objet de cette mesure d'extension, et régissent obligatoirement les rapports entre employeurs et employés, même non adhérents aux syndicats signataires.

I. — Tissages de soieries dans les départements du Sud-Est.

L'arrêté ministériel du 18 novembre 1936 a rendu obligatoire dans les départements du Rhône, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Ain, Loire, Haute-Loire, Saône-et-Loire, Drôme, Ardèche, Puy-de-Dôme, Gard, Vaucluse, la convention collective du 20 août 1936 et son annexe du 25 août, publiées au *Journal Officiel* du 12 novembre 1936.

¹ Voir l'étude de cette question dans les *Bulletins Fiduciaires* n° 159, page 400, et n° 160, page 486.

II. — Industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la Région parisienne.

L'arrêté ministériel du 29 décembre 1936 a rendu obligatoire, dans les départements de *Seine et Seine-et-Oise*, la convention collective des ouvriers du 12 juin 1936, publiée au *Journal Officiel* du 9 janvier 1937, et celle des employés, techniciens, agents de maîtrise et ingénieurs du 19 juillet 1936, publiée au *Journal Officiel* du 9 janvier 1937.

III. — Fabriques de gants de la région de Grenoble.

L'arrêté ministériel du 4 janvier 1937 a rendu obligatoire, dans les départements de *l'Isère* et de la *Savoie*, la convention collective du 20 juin 1936 et son annexe du 28 septembre 1936, publiée au *Journal Officiel* du 21 janvier 1937.

IV. — Services administratifs de Paris des Sociétés d'assurances.

L'arrêté ministériel du 21 janvier 1937 a rendu obligatoire, à *Paris*, la convention collective du 3 juillet 1936, publiée au *Journal Officiel* du 3 février 1937.

V. — Entreprises de menuiserie.

L'arrêté ministériel du 22 janvier 1937 a rendu obligatoire, dans le département de la *Seine*, la convention collective du 12 juin 1936 publiée au *Journal Officiel* du 4 février 1937.

VI. — Hôtels, restaurants et cafés du Morvan.

L'arrêté ministériel du 22 janvier 1937 a rendu obligatoire dans les arrondissements d'*Autun*, *Avallon*, *Château-Chinon*, *Montbard*, *Saultieu* et *Charolles*, la convention collective du 20 juillet 1936, publiée au *Journal Officiel* du 4 février 1937.

VII. — Entreprises de nettoyage et entretien de la Région Parisienne.

L'arrêté ministériel du 22 janvier 1937 a rendu obligatoire, dans le département de la *Seine*, la convention collective du 4 août 1936 publiée au *Journal Officiel* du 4 février 1937.

VIII. — Industries métallurgiques, mécaniques et connexes du département du Doubs.

L'arrêté ministériel du 16 mars 1937 a rendu obligatoire, dans le département du *Doubs* (sauf l'arrondissement de *Mont-*

béliard, exception faite des cantons de *Maich et Russey*) la convention collective du 20 août 1936, publiée au *Journal Officiel* du 26 mars 1937.

**

L'énumération ci-dessus concerne uniquement les conventions ayant déjà fait l'objet d'un arrêté d'extension.

Le Ministre du Travail a d'autre part fait savoir par des avis publiés au *Journal Officiel* qu'il envisageait l'extension :

1° à toute la France, des conventions :

- du 17 septembre 1936, pour *l'imprimerie*,
- du 19 septembre 1936, pour *l'art du dessin pour soieries, étoffes et papiers peints*,
- du 24 octobre 1936, pour *l'industrie des cuirs et peaux*,
- du 30 novembre 1936, pour *les industries routières*,
- du 10 décembre 1936, pour *l'industrie de la chaussure*,
- du 10 février 1937, pour *la coiffure*.

2° A la région parisienne, des conventions :

- du 2 septembre 1936, pour *la parfumerie*,
- du 16 septembre 1936, pour *la manutention ferroviaire*,
- du 21 septembre 1936, pour *l'industrie des pûtes alimentaires*,
- du 15 octobre 1936, pour *la maroquinerie*,
- du 18 novembre 1936, pour *les hôtels, restaurants et débits de boissons*.

3° A certains départements, tels que les *Alpes-Maritimes* pour les conventions des entreprises de transports et celles des hôtels et restaurants — le *Doubs* et la *Haute-Saône* pour le bâtiment — le *Haut-Rhin* et le *Bas-Rhin* pour les industries métallurgiques.

MESURES DE NATIONALISATION

LA NATIONALISATION DES USINES DE GUERRE

La loi du 11 août 1936 sur la nationalisation des usines de guerre est une des manifestations les plus marquantes de l'expérience économique et sociale poursuivie par le Gouvernement. Elle marque une évolution sensible de notre droit.

Il est à signaler d'ailleurs qu'après de longues discussions, le Sénat a exigé le maintien des garanties essentielles de la propriété et il ne faut pas perdre de vue cette action de la Haute Assemblée pour interpréter la loi dans son esprit.

Nous allons examiner les principaux problèmes que posent les diverses opérations de la nationalisation.

CHAPITRE PREMIER

L'EXPROPRIATION

I. — QUELLES ENTREPRISES L'ETAT PEUT-IL EXPROPRIER?

L'article premier de la loi du 11 août 1936 prévoit que des décrets pourront prononcer l'expropriation totale ou partielle des établissements se livrant à la fabrication et au commerce des matériels de guerre.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

On entend par matériels de guerre:

- 1° Les armes à feu et leurs munitions;
 - 2° Les matériels destinés à porter et à utiliser au combat les armes à feu (aéronefs de combat, navires de guerre, véhicules de combat);
 - 3° Les matériels qui visent la protection contre les gaz de combat.
- Un décret du 14 août 1936 énumère limitativement les matériels de guerre répondant à cette définition.

Catégorie I. — Armes à feu conçues pour ou destinées à la guerre terrestre, navale et aérienne:

1. Revolvers et pistolets automatiques d'un poids supérieur à 630 gr. et munitions correspondantes.
2. Fusils-mousquetons et carabines conçus pour l'usage militaire, ainsi que leurs canons, culasses mobiles et boîtes de culasses.
3. Mitrailleuses, fusils-mitrailleurs et pistolets-mitrailleurs de tous calibres, ainsi que leurs canons, culasses mobiles et boîtes de culasses, mitrailleuses spéciales d'avions, tourelles et affûts spéciaux.
4. Canons, obusiers et mortiers de tous calibres, ainsi que leurs affûts, bouches à feu, freins et récupérateurs; canons spéciaux pour avions, tourelles et affûts spéciaux.
5. Munitions des armes énumérées sous les nos 1, 2 et 3 ci-dessus, projectiles chargés et non chargés pour les armes énumérées sous le n° 4 ci-dessus, douilles.
6. Grenades, bombes, torpilles et mines chargées, ainsi que les appareils permettant de les lancer ou de les faire éclater.

Catégorie II. — Engins porteurs d'armes à feu et destinés à utiliser ces armes au combat:

1. Chars de combat, véhicules blindés ainsi que leurs blindages et leurs tourelles.
2. Navires de guerre de toutes espèces comprenant les porteurs d'aéronefs et les sous-marins, ainsi que leurs blindages et leurs tourelles. Périscoopes de sous-marins. Appareils de transmission, de conduite de tir. Appareils de lancement. Télémètres spéciaux à la marine et jumelles sur supports fixes de l'artillerie navale.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

3. Armements aériens:

a) Aéronefs, montés ou démontés, plus lourds ou plus légers que l'air, qui, d'après leur conception ou leur construction sont aptes ou destinés, soit à la reconnaissance militaire ou navale, soit aux combats aériens à l'aide de mitrailleuses ou de pièces d'artillerie, soit au transport ou au lancement de bombes ou de torpilles, ou qui sont aménagés ou disposés pour l'installation des canons et mitrailleuses spéciaux d'avions ou de l'un des matériels visés sous b) ci-dessous:

b) Râteliers à bombes porte-torpilles et dispositifs permettant le lancement de ces bombes et torpilles. Visceurs.

c) Hélices, fuselages, carennes, empennages et trains d'atterrissage.

d) Moteurs d'aéronefs.

e) Pièces détachées essentielles suivantes des moteurs d'aéronefs visés sous d), vilebrequins, cylindres et compresseurs.

Catégorie III. — Matériels de protection contre les gaz.

**

II. — L'ETAT DOIT-IL REPRENDRE LE PERSONNEL DE L'EXPROPRIÉ?

A notre avis, cette question doit être réglée par la loi du 21 juillet 1928.

Aux termes de ce texte, s'il survient une modification dans la situation juridique de l'employeur, notamment, par succession, vente, fusion, transformation du fonds, mise en société, tous les contrats de travail en cours, au jour de la modification, subsistent entre le nouvel entrepreneur et le personnel de l'entreprise. La cessation de l'entreprise, sauf le cas de force majeure, ne libère pas l'entrepreneur de l'obligation de respecter les délais-congés.

A) L'expropriation est sans aucun doute une modification dans la situation juridique de l'entreprise expropriée.

L'énumération des cas prévus par le texte de la loi du 21 juillet 1928 n'est pas limitative et il résulte d'une série d'arrêts

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

que ses termes sont suffisamment généraux pour englober une situation comme celle de l'expropriation (Cassation, 16 mars 1932, 27 février 1934).

B) Conséquences sur les conventions à durée indéterminée.

a) L'ancien employeur n'est pas responsable des suites du contrat de louage. Ce contrat est pris automatiquement en charge par le successeur, en l'espèce par l'Etat (Cour de Paris, 3^e chambre, 3 mars 1932).

b) De la libération de l'employeur primitif, il résulte qu'en cas de litige né postérieurement à l'expropriation, le salarié peut assigner l'Etat, mais non l'exproprié (Cassation civile, 31 juillet 1933, Affaire Pharmacie Centrale de France contre Parhazard).

c) Les conventions passées avec l'exproprié continuent à subsister avec l'Etat, il en résulte que le salarié est tenu de continuer ses services à ce dernier et qu'il ne pourrait mettre fin à son contrat qu'en respectant le préavis d'usage.

d) Si l'Etat veut se séparer d'un salarié, il doit respecter le préavis d'usage. Si le renvoi par l'Etat est abusif, c'est-à-dire dicté par un esprit d'animosité, de malveillance et de mauvaise foi, le salarié peut réclamer en dehors de l'indemnité de préavis des dommages-intérêts.

C) Conséquences sur les conventions conclues pour une durée déterminée.

D'après l'interprétation actuelle de la Cour de Cassation, la loi du 21 juillet 1928 s'applique à ces conventions comme aux autres, mais:

a) Le cédant n'est pas déchargé des obligations du contrat qu'il a passé avec son employé. En cas d'inexécution du contrat, le salarié peut mettre en cause, non seulement l'Etat, mais aussi l'exproprié.

b) Les obligations du salarié continuent à subsister avec l'Etat. Aussi, en cas de résiliation anticipée, il y a lieu à dommages-intérêts qui peuvent être arbitrés par le juge et qui peuvent être fort élevés. Les clauses accessoires du contrat de travail, notamment celles relatives à l'interdiction de rétablissement et à la non-concurrence doivent être observées.

**

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

III. — DE L'EXPROPRIATION TOTALE OU PARTIELLE

Que faut-il entendre par les termes « *expropriation totale ou partielle* » des établissements se livrant à la fabrication ou au commerce des matériels de guerre ?

Il faut se rappeler qu'en parlant de « matériels de guerre », la loi entend viser la fabrication des « *pièces essentielles* » limitativement énumérées dans les décrets, et non pas celle des pièces secondaires, qui restera libre, au même titre que la fabrication du matériel civil. Lorsque nous parlons de « matériels de guerre », il faut prendre ce mot dans son sens étroit.

A) Usines se livrant uniquement à la fabrication des « matériels de guerre ».

Faut-il entendre que dans les usines se livrant *uniquement à la fabrication du « matériel de guerre »*, l'Etat conserve la faculté de n'exproprier que les éléments de cette industrie qui lui conviennent, pour ne laisser à l'industriel qu'une faible partie de son exploitation, en pratique inutilisable ?

Non, à notre avis, et pour les raisons suivantes :

1° Il semble bien résulter des discussions parlementaires que le terme « *expropriation partielle* » a été introduit pour le cas d'usines que nous appellerons « mixtes », c'est-à-dire celles qui fabriquent, en même temps que des matériels de guerre, soit des pièces secondaires pour la Défense Nationale, soit du matériel pour la clientèle civile.

2° La loi n'ayant pas édicté de règles formelles à cet égard, doit être interprétée à la lumière des principes généraux du droit administratif.

Or, il est un principe incontesté, c'est qu'un propriétaire exproprié auquel l'expropriation ne laisse qu'une portion de terrain ou de bâtiment inutilisable par lui, peut requérir son expropriation totale (voir notamment l'article 43 du décret-loi du 8 août 1935).

B) Usines à fabrication mixte.

Dans les usines mixtes, l'Etat peut incontestablement n'exproprier que les ateliers fabriquant des « matériels de guerre ».

La discrimination des ateliers spécialisés dans les fabrications des matériels de guerre sera relativement facile. Mais comment opérer pour les installations générales communes aux différents ateliers, qui ne peuvent être séparées en deux ?

L'Etat n'aura pas à exproprier ces installations générales, car cela impliquerait, de proche en proche, l'expropriation totale de l'usine toute entière, solution qui aurait les « conséquences financières les plus graves »¹. L'Etat aurait naturellement le droit d'user des services généraux demeurés propriété de l'entreprise, mais contre remboursement².

C) Question des bureaux d'études.

La question des bureaux d'études a été longuement discutée, principalement au Sénat. Des discussions parlementaires, on peut dégager les principes suivants :

a) La préoccupation principale a été de permettre la maintenance de bureaux d'études pour maintenir la liberté de l'invention, et donner à l'esprit de découverte sa pleine et totale indépendance.

b) Cependant, il a été reconnu que les bureaux d'études ne pourront fonctionner normalement qu'à condition :

— de rester en liaison étroite avec les ateliers de fabrication pour la construction des prototypes, etc...

— de conserver l'aide financière dont ils bénéficiaient et pouvoir, comme par le passé, vendre leurs projets ou en donner licence.

— de donner au personnel des bureaux d'études les garanties nécessaires.

Sur ces différents points, les assurances les plus nettes ont été données lors des discussions au Parlement.

Mais il n'en résulte pas moins, selon notre interprétation de la loi, de l'esprit des interventions au Parlement, et à la lumière des principes généraux de l'expropriation, que l'industriel possédant un bureau d'études *spécialement affecté* aux ateliers expropriés et ne pouvant plus exploiter rationnellement ce bureau, accessoirement obligé de ses usines de guerre, est en droit d'en demander l'expropriation.

1. Voir la déclaration de M. Daladier à la Chambre des Députés (contreprojet Schuman), séance du 17 juillet 1936, page 1987.

2. Voir le rapport présenté au nom de la commission de l'armée de la Chambre des Députés, par M. Choutelet.

IV. — FORMALITES DE L'EXPROPRIATION

A) Autorité prononçant l'expropriation.

Il est remarquable de constater que les tribunaux judiciaires n'ont pas été considérés ici comme les gardiens naturels et traditionnels de la propriété. En effet, en vue de permettre des expropriations rapides, la loi a permis pour la première fois dans le droit français, que la nationalisation soit prononcée par des décrets pris en Conseil des Ministres sur la proposition du Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, du Ministre de la Marine ou du Ministre de l'Air.

Le sort des entreprises tombant sous le coup de la loi est donc à la merci du Gouvernement, puisque aucun contrôle ne s'exerce préventivement sur les décrets (pas de contrôle parlementaire et pas même de contrôle du Conseil d'Etat, sauf en cas de décrets illégaux, le recours en excès de pouvoir).

Comme la loi permet simplement au Gouvernement, sans l'y obliger, à exproprier les établissements se livrant à la fabrication des matériels de guerre, la situation des usines qui n'ont pas été expropriées et qui travaillent surtout pour l'Etat, paraît donc extrêmement précaire.

B) Publication des décrets.

Aux termes d'un décret du 13 mars 1937, le décret prononçant l'expropriation totale ou partielle d'un établissement doit être :

1° Publié au *Journal Officiel*.

2° Inséré dans l'un des journaux de l'arrondissement ou, s'il n'en existe aucun, dans l'un de ceux du département de la situation de l'entreprise expropriée.

3° Affiché à la porte principale de la mairie.

4° Notifié aux parties intéressées à la diligence, du Préfet du département de la situation des biens.

5° Transcrit immédiatement après l'accomplissement des précédentes formalités, au Bureau des Hypothèques de l'arrondissement et pour les meubles corporels au Greffe du Tribunal de Commerce.

C) Exercice des droits des tiers.

a) Les privilèges et les hypothèques doivent être inscrits dans la quinzaine de la transcription.

Les créanciers inscrits n'ont en aucun cas la faculté de surenchérir; les actions en résolution, en revendication et toutes autres actions réelles ne peuvent arrêter l'expropriation, ni en empêcher l'effet. Le droit des réclamants est transporté sur le prix.

b) Dans la huitaine qui suit la notification du décret d'expropriation, le propriétaire est tenu d'appeler et de faire connaître à l'Administration les fermiers, locataires, titulaires de droit d'usufruit, d'habitation ou d'usage et les titulaires de servitudes. A défaut, le propriétaire reste chargé envers ses ayants-droit des indemnités que ceux-ci peuvent réclamer.

c) La publication du décret met les autres intéressés en demeure de faire valoir leurs droits dans les 8 jours.

CHAPITRE II

L'INDEMNITE A L'EXPROPRIE

L'article premier, alinéas 1, 2, 3, 4 de la loi du 11 août 1936 indiquent que l'indemnité sera calculée d'après la valeur de l'établissement à la date de l'expropriation et en tenant compte uniquement de la perte résultant de l'éviction, sans qu'en aucun cas, il puisse en résulter un bénéfice quelconque pour l'exproprié.

La définition juridique des mots « *perte* » et « *bénéfice* » présente évidemment une importance considérable. C'est cette définition que nous allons essayer de rechercher en étudiant tout d'abord la méthode d'évaluation des divers éléments d'actif.

Nous étudierons ensuite la procédure de fixation de l'indemnité.

I. — CALCUL DE L'INDEMNITE

A) Evaluation des éléments incorporels. — Perte d'industrie.

L'article premier, paragr. 3 de la loi du 11 août 1936 prévoit que l'indemnité d'expropriation doit être calculée d'après la valeur de l'établissement *à la date de l'expropriation* et en tenant compte uniquement de la perte résultant de l'éviction sans qu'en aucun cas, il puisse en résulter un bénéfice quelconque pour l'exproprié.

A) LA « PERTE D'INDUSTRIE » DOIT ÊTRE INDEMNISÉE SÉPARÉMENT.

Un certain nombre d'éléments incorporels, que nous allons successivement examiner, ont donné lieu à ces dépenses particulières ou ont une valeur réelle, parfois importantes, à la date d'expropriation.

a) La clientèle

A notre avis, l'Etat ne peut prétendre n'indemniser d'aucune valeur la clientèle, en arguant qu'il est pratiquement le principal ou même le seul client de l'exproprié et qu'il est libre en retirant à ce dernier ses commandes d'annuler la valeur de fonds.

En effet, l'article 3 de la loi du 11 août 1936 prévoit que l'indemnité doit être calculée d'après la valeur de l'établissement à la date d'expropriation. Les expropriés peuvent donc faire valoir leur clientèle existant au moment de l'expropriation.

Par ailleurs, si l'Etat est l'unique client du fournisseur exproprié, il n'était client que parce que l'établissement était susceptible de construire à sa convenance, tant par la qualité de sa fabrication que par son organisation. Il était donc « client obligé », du moins dans la majorité des cas. Enfin, aurait-il le droit d'utiliser l'expropriation des seuls éléments corporels du patrimoine de l'exproprié pour transférer pratiquement cette valeur incorporelle à une autre société privée, ce qui est le cas pour l'expropriation des usines d'aviation? N'y aurait-il pas là un détournement de propriété commerciale?

b) Le nom et l'achalandage

En dehors de la clientèle, le nom commercial et l'achalandage, c'est-à-dire, la possibilité pour le fonds d'attirer la clientèle, eu égard à son nom, sa réputation, sa position, son installation, l'excellence et l'originalité de ses produits ont donné lieu à des dépenses de premier établissement et ont une valeur que l'expropriation supprime.

c) Perte du droit d'exploiter

L'exproprié perd son droit d'exploiter une entreprise qui marche. Il perd donc un élément productif de son patrimoine et un élément qui par hypothèse, était en pleine puissance de rendement. Il perd définitivement tous les espoirs légitimes qu'il avait pu fonder sur son entreprise qui avait, à la date d'expropriation, dépassé le stade de la période de premier établissement.

B) REMBOURSER CES VALEURS A L'EXPROPRIÉ, C'EST LUI REMBOURSER UNE PERTE.

La loi du 11 août 1936 n'a pu évidemment exclure que les bénéfices pouvant résulter « du fait même de l'expropriation ».

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

Si nous nous reportons à la jurisprudence relative aux indemnités pour réquisitions militaires, nous constatons qu'il faut entendre par là uniquement les profits que pourrait tirer l'industriel des circonstances exceptionnelles ayant rendu nécessaire la réquisition: spéculation, accaparement ou toute circonstance imputable à l'état de guerre (Bourges, 27 janvier 1920).

C) CHAQUE FOIS QUE L'ETAT A EXPROPRIÉ DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, IL A ACCORDÉ UNE INDEMNITÉ SPÉCIALE POUR CES SORTES D'ÉVICTION.

On peut, à titre indicatif, se reporter aux divers textes et jurisprudences qui ont défini les réquisitions militaires, l'extension du monopole des tabacs aux manufactures de tabacs d'Alsace-Lorraine ou les conditions de rachat des entreprises concessionnaires de services publics avant la fin de leur concession.

D) DÉTERMINATION DU MONTANT DE L'INDEMNITÉ COMPENSATRICE.

Nous rappellerons simplement ici les diverses formules qui ont été utilisées dans les divers cas analogues.

Pour déterminer le montant en francs de l'indemnité à allouer aux fabricants de tabacs d'Alsace-Lorraine expropriés, on multiplie par 20 le bénéfice moyen annuel de l'entreprise libellé en marks et constaté au choix de l'intéressé, soit sur les trois derniers bilans annuels antérieurs au 1^{er} août 1914, soit sur les bilans des cinq derniers exercices d'avant-guerre en éliminant l'exercice le plus favorable et l'exercice le plus défavorable.

En cas de rachat anticipé de concession de services publics, l'indemnité pour rachat des éléments incorporels s'obtient le plus souvent en relevant le produit net annuel obtenu pendant les sept dernières années, en déduisant le produit net des deux plus faibles années et en faisant la moyenne des cinq autres années. Le produit net annuel moyen a toujours pour minimum le produit net de la dernière année.

Enfin, nous croyons utile d'indiquer que la méthode couramment appliquée par les tribunaux de commerce, pour l'évaluation d'un fonds, consiste à multiplier le bénéfice moyen annuel calculé, soit par simple moyenne, soit en tenant compte de la progression ou de la dégression des bénéfices et à le multiplier par un coefficient tenant compte de la durée du bail restant à courir et du taux d'intérêt de la Banque de France pendant une certaine période.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

B) Evaluation des éléments corporels.

a) EVALUATION DES IMMEUBLES, DU MATÉRIEL ET DE L'OUTILLAGE.

Cette évaluation doit être une évaluation directe et réelle. Elle doit tenir compte de la valeur de ces différents éléments à la date de l'expropriation et notamment de leur plus ou moins grande vétusté.

De plus, au cas où ces éléments ont acquis une plus-value spéculative engendrée par l'expropriation, il n'y a pas lieu d'en tenir compte.

b) EVALUATION DES MATIÈRES PREMIÈRES ET DES STOCKS.

Elle doit se faire d'après la valeur à la date de l'expropriation et non pas d'après la valeur comptable.

c) REPRISÉ DES MARCHÉS EN COURS.

Les marchés en cours ont généralement le caractère juridique de marchés de fournitures.

En vertu des principes généraux du droit administratif, l'Administration a le droit absolu de mettre fin à l'exécution d'un tel marché en tenant compte des nécessités de l'intérêt général.

Dans le cas de l'expropriation, cet intérêt général n'est pas contestable, puisqu'il a été souligné expressément par la loi du 11 août 1936.

L'Administration doit sans aucun doute payer une indemnité. En effet, cette indemnité est toujours prévue lorsque les marchés de fournitures prévoient le cas de résiliation par le fait de l'Administration.

Par ailleurs, lorsque ces marchés ne prévoient pas le cas de résiliation sus-visée, la jurisprudence accorde une indemnité. L'Administration a le droit de résilier, mais elle doit alors payer une indemnité comprenant à la fois le *damnum emergens*, c'est-à-dire la perte subie ou les frais engagés et une partie du *lucrum cessans*, c'est-à-dire le manque à gagner.

Le titulaire du marché a donc droit à une indemnité correspondant aux frais engagés par lui, mais aussi à une partie du manque à gagner. Le juge donne une estimation de la compensation due à l'entrepreneur en tenant compte des motifs de la résiliation et des circonstances de fait.

Signalons, par ailleurs, que dans toutes les situations analogues qui peuvent constituer des précédents, l'Administration s'est toujours engagée à payer toute la perte subie, c'est-à-dire l'intégralité des frais engagés jusqu'à ce jour et une partie du bénéfice manqué.

II. — LA PROCEDURE DE FIXATION DE L'INDEMNITE

A défaut d'accord amiable conclu dans un délai d'un mois à compter de la notification du décret prononçant l'expropriation, l'indemnité est fixée par deux arbitres désignés l'un par le Ministre, l'autre par l'exproprié. Faute par ce dernier d'avoir désigné son arbitre dans les 15 jours de la sommation, il est pourvu à sa désignation par ordonnance rendue sur requête par le Président du Tribunal civil du lieu où est situé l'établissement exproprié.

Ces deux arbitres doivent statuer dans les trois mois de leur désignation, ce délai pouvant être prorogé par les parties.

Si ces deux derniers ne s'accordent pas sur l'indemnité, les deux arbitres désignent un tiers arbitre. S'ils ne s'accordent pas sur cette désignation, elle devra être faite à la requête de la partie la plus diligente par le premier Président de la Cour d'Appel du lieu où est situé l'établissement. Le tiers arbitre doit statuer dans le mois de sa désignation. Les arbitres sont dispensés d'observer les formes de la procédure.

La sentence arbitrale qui doit être notifiée aux parties par les soins du Ministre est susceptible d'un recours devant le Conseil d'Etat.

CHAPITRE III

LA PRISE DE POSSESSION
ET LE PAIEMENT DE L'INDEMNITE

Aux termes mêmes de la loi du 11 août 1936, l'Administration a la faculté de prendre possession de l'établissement exproprié dès la notification du décret d'expropriation, à charge pour elle de faire procéder à un inventaire contradictoire et de verser aux ayants-droit une indemnité provisionnelle.

I. — CAS OU IL Y A ACCORD AMIABLE

Dans le cas où les parties en présence ont réussi à fixer l'indemnité à l'amiable, l'article 11 du décret du 13 mars 1937 prévoit que le propriétaire et les autres ayants-droit peuvent

exiger que le versement des sommes allouées soit fait à la Caisse des Dépôts et Consignations pour être remises et distribuées selon les règles de droit commun.

**

II. — CAS OU IL N'Y A PAS D'ACCORD AMIABLE

A) De l'indemnité provisionnelle.

L'obligation de verser une indemnité provisionnelle a été inscrite dans le texte après de longs débats à la suite d'un amendement Pernot imposé par le Sénat.

Le Rapporteur de la Commission de législation s'exprime ainsi à propos de cet amendement:

« L'amendement déposé par la Commission autorise le Gouvernement à prendre possession des établissements expropriés à charge simplement, non pas de verser l'intégralité de l'indemnité fixée par les arbitres, mais le montant de l'indemnité proposée par l'arbitre désigné par le Ministre ».

« ...Si l'exproprié n'a qu'une industrie, si vous l'expropriiez d'une façon complète et si vous ne donnez pas à cet industriel une indemnité provisionnelle, il est ruiné. Or, il doit vivre. »

« Nous prévoyons alors l'obligation de verser une indemnité provisionnelle. C'est une transaction qui, nous le pensons, est de nature à ménager à la fois les intérêts généraux dont nous avons le souci et le respect de la propriété privée. »

B) Sanction du caractère préalable de l'indemnité.

A notre avis, cette indemnité n'a de sens véritable que si elle est préalable.

Si l'industriel estime qu'il doit soutenir cette prétention, il peut, à notre sens, tant qu'il n'a pas touché une indemnité égale aux offres de l'Administration, défendre sa propriété contre la prise de possession. Il a le droit de rétention sur sa propriété et il peut exercer les actions possessoires devant le Juge de Paix de la situation de l'immeuble. En effet, les tribunaux civils sont incompétents pour statuer sur les actions possessoires comme juges du premier degré. Le Juge de Paix est compétent pour statuer sur les demandes de dommages-intérêts formées devant lui accessoirement aux actions possessoires.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

La procédure est celle de droit commun devant le Juge de Paix. Les demandes doivent avoir trait uniquement à la possession et ne pas viser la propriété. Elles peuvent être fondées, soit sur simple trouble apporté par l'Administration à la possession de l'exproprié (complainte), soit sur prise de possession par l'Administration par la violence (réintégration).

C) Paiement de l'indemnité provisionnelle.

Il semble résulter des travaux préparatoires que l'indemnité provisionnelle doit être égale au moins à l'offre de l'arbitre représentant l'Administration (Voir ci-dessus).

Le paiement de l'indemnité provisionnelle peut être effectué à l'expiration du délai de 15 jours à dater de la transcription. S'il existe des inscriptions de privilège ou d'hypothèque ou tout obstacle au versement des deniers entre les mains des ayants-droit, l'indemnité provisionnelle doit être consignée, sauf aux intéressés à se pourvoir en référé s'il y a lieu.

Les sommes allouées à titre d'indemnités, pour lesquelles il n'est pas produit de justifications suffisantes, sont versées par l'Administration à la Caisse des Dépôts et Consignations et y restent déposées jusqu'à ce que les parties se soient entendues ou que le litige soit vidé.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

*

DOCUMENTATION

**LOI DU 10 MARS 1937 TENDANT A AUTORISER L'ÉMISSION
D'UN EMPRUNT COMPORTANT DES GARANTIES OU OPTIONS
DE CHANGE ET A ABROGER DIVERSES DISPOSITIONS
DE LA LOI MONÉTAIRE DU 1^{er} OCTOBRE 1936**

(J. O. du 11 mars 1937)

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur
suit :

ARTICLE PREMIER. — Dans le cadre des autorisations données par la loi de finances du 31 décembre 1936, le ministre des Finances est autorisé à émettre, pour assurer le financement des dépenses de défense nationale, un emprunt comportant, en capital et intérêts, des garanties ou options de change.

L'emprunt dont il s'agit pourra être émis en plusieurs tranches à concurrence d'un produit net qui ne pourra excéder les dépenses de l'exercice 1937, intéressant directement la défense nationale, soit à titre de dépenses ordinaires de travaux neufs, soit à titre de dépenses d'investissement en capital, le tout dans la limite de 10 milliards 500 millions. Cette autorisation se confond avec celle émise par l'article 25 de la loi de finances du 31 décembre 1936 au titre de la section I (Défense nationale) du compte des investissements en capital.

Art. 2. — Les dispositions des articles 8, 10, 11 et 12 de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936 sont abrogées.

Toute mesure ayant pour objet d'établir un contrôle des changes ne pourra être instituée que par une loi.

Art. 3. — Le ministre des Finances est autorisé à verser aux porteurs des récépissés délivrés par la Banque de France, lors des émissions d'or ou de devises effectuées en application de l'article 10 de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936 et de l'article 55 de la loi de finances du 31 décembre 1936, la différence entre, d'une part, la valeur de l'or telle qu'elle résultera de la moyenne des cours pratiqués par la Banque de France les 8, 9 et 10 mars, et, d'autre part, le montant des espèces qui leur ont été remises en contre-partie de l'or cédé, majoré, s'il y a lieu, de la valeur des certificats négociables qui leur ont été délivrés lors de l'émission des obligations 3 1/2 % de la Défense nationale. La valeur desdits certificats sera égale à la

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

moyenne des cours cotés en Bourse du 28 décembre 1936 au 28 janvier 1937.

Nonobstant les dispositions de l'article 2 ci-dessus, les personnes qui, ayant cédé à la Banque de France, au prix du marché, l'or qu'elles avaient déclaré à l'administration des contributions directes, ont obtenu la délivrance de certificats négociables, restent soumises à un prélèvement égal à la valeur desdits certificats, déterminée comme il est dit ci-dessus.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

**LOI DU 31 DÉCEMBRE 1936 SUR LES PROCÉDURES
DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE DANS LES CONFLITS
COLLECTIFS DU TRAVAIL**

(J. O. du 1^{er} janvier 1937)

ARTICLE PREMIER. — Dans l'industrie et le commerce, les conflits collectifs du travail doivent être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage, avant toute grève ou lock-out.

Art. 2. — Est également soumis auxdites procédures le règlement des conflits déjà survenus.

En ce qui concerne les conflits en cours, la mise en mouvement de ces procédures entraînera de plein droit, pour toutes les parties, l'obligation de reprendre le travail.

A titre transitoire, toutes contestations de nature à retarder cette reprise immédiate du travail, seront portées directement et sans préliminaires de conciliation devant les arbitres.

Les arbitres se prononceront sans délai en l'état des justifications produites, ou définitivement ou seulement par provision : tous droits des parties demeureront, en ce cas, réservés jusqu'à solution des autres litiges en instance entre elles.

Les décisions des arbitres, provisoires ou définitives seront sans appel.

Art. 3. — A défaut de convention collective, fixant les règles de ces procédures de conciliation et d'arbitrage, le Gouvernement est autorisé, jusqu'à la clôture de la session ordinaire de 1937, et pour tous les conflits visés à l'article Premier, à fixer les modalités de ces procédures, par décrets rendus en Conseil d'Etat, en conformité des dispositions de l'article 15, paragraphe 2, de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936.

Le décret visé à l'article 15 de la loi monétaire sera pris en forme de règlement d'administration publique.

Les décrets pris en vertu de la présente loi et dudit article 15 de la loi monétaire du 1^{er} octobre 1936, seront abrogés de plein droit à la date susindiquée. Toutefois, les procédures commencées à cette date suivront leurs cours.

Art. 4. — S'il y a lieu à désignation d'un surarbitre, à défaut par les parties ou par les premiers arbitres de s'être entendus sur ce choix, ce surarbitre sera désigné parmi les membres en activité ou en retraite des grands corps de l'Etat.

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

ART. 5. — Ces procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoires seront organisées dans le cadre des lois existantes. Les deux arbitres et le surarbitre auront les pouvoirs d'amiables compositeurs.

L'arbitrage aura pour objet d'établir un règlement équitable des conditions du travail, en vue de créer aux lieux d'emploi une atmosphère de collaboration, dans le respect des droits mutuels des parties : droit de propriété, droit syndical, liberté individuelle, liberté de travail, liberté syndicale.

ART. 6. — La sentence arbitrale sera motivée et sans appel.

Elle sera obligatoire.

Elle sera rendue publique.

DÉCRET DU 16 JANVIER 1937 RELATIF AUX PROCÉDURES DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE DANS LES CONFLITS COLLECTIFS DU TRAVAIL

(J. O. du 17 janvier 1937)

ARTICLE PREMIER. — Les procédures de conciliation et d'arbitrage, prévues par l'article 3 de la loi du 31 décembre 1936, sont fixées conformément aux articles ci-après :

TITRE I

DE LA CONCILIATION

ART. 2. — Lorsqu'un différend collectif du travail, de quelque nature qu'il soit, n'a pu être réglé par les parties, ce différend, à défaut de convention collective fixant les règles de conciliation et d'arbitrage, est, à la demande de la partie la plus diligente, et, le cas échéant, par le préfet, porté devant la Commission Départementale de Conciliation.

ART. 3. — La Commission Départementale de Conciliation, présidée par le préfet ou son représentant, est composée en nombre égal d'employeurs et de salariés. Le nombre des membres de chaque catégorie est fixé par le préfet; il peut varier de trois à cinq, avec un nombre égal de suppléants. Les membres titulaires et suppléants sont désignés par le préfet, dans les conditions fixées par des arrêtés ministériels qui tiendront compte de tous les éléments, et notamment de l'importance respective des organisations professionnelles existant dans le département.

Le préfet peut subdiviser la Commission en sections locales ou professionnelles. Chaque section comprend de trois à cinq membres de chaque catégorie, avec un nombre égal de suppléants.

L'inspecteur divisionnaire du travail, ayant compétence pour le département, assiste aux séances de la Commission avec voix consultative. Il peut se faire représenter par un des inspecteurs et inspectrices départementaux qualifiés pour le département.

ART. 4. — En cas de différend collectif s'étendant sur le territoire de plusieurs départements, les attributions de la Commission

Départementale peuvent être exercées par une Commission Interdépartementale, constituée d'après les principes établis à l'article précédent. Le ministre en fixe le siège, le ressort et la composition.

ART. 5. — A défaut de solution du conflit dans les quatre jours francs, le différend est, à la requête de la partie la plus diligente, ou, le cas échéant, du préfet ayant présidé la Commission Départementale ou Interdépartementale de Conciliation, porté devant une Commission, dite Commission Mixte Paritaire de Conciliation. Cette Commission est présidée par un représentant du ministre compétent. Ses membres sont désignés par les Fédérations Nationales Patronales et Ouvrières, auxquelles sont respectivement affiliés les Syndicats les plus représentatifs des parties en cause. En cas de contestation, le ministre ou son représentant, mandaté à cet effet, détermine quelles sont ces Fédérations Patronales ou Ouvrières.

Cette Commission entend les représentants des parties et des organisations auxquelles elles appartiennent; elle s'efforce de concilier les parties en présence.

ART. 6. — A défaut de solution dans les quatre jours francs, le différend est, à la requête de la partie la plus diligente ou du président de la Commission prévue à l'article 5, porté devant une Commission, dite Commission Nationale Interprofessionnelle de Conciliation.

Cette Commission est formée, sous la présidence du ministre compétent ou de son représentant, d'un nombre égal d'employeurs et de salariés choisis par la Confédération Patronale et la Confédération Ouvrière les plus représentatives. Elle peut entendre les représentants des parties et des organisations professionnelles auxquelles elles appartiennent. La Commission permanente du Conseil National Economique désignera ces Confédérations les plus représentatives avant le 31 janvier. Avis en sera publié au *Journal officiel* de la République française.

ART. 7. — Si la Commission Nationale Interprofessionnelle ne peut régler le différend dans les quatre jours francs, elle dresse un procès-verbal précisant les points sur lesquels persistent les désaccords et invite les parties à désigner soit un arbitre commun, soit chacune un arbitre.

TITRE II

DE L'ARBITRAGE

ART. 8. — Dans les huit jours de leur désignation par la Commission permanente du Conseil National Economique, conformément à l'article 6 du présent décret, les deux Confédérations adressent chacune au ministre du Travail une liste de quinze personnes.

ART. 9. — Si, dans un délai de deux jours francs, à défaut d'accord entre les parties pour la désignation d'un arbitre commun, l'une des parties refuse de désigner son arbitre dans le même délai, le ministre compétent le choisit, selon le cas, sur l'une ou l'autre des deux listes transmises au ministre du Travail dans les conditions fixées à l'article précédent.

Lorsque l'une des deux Confédérations n'a pas adressé au ministre du Travail la liste précitée, le choix de l'arbitre appartient au ministre compétent.

Arr. 10. — En vue de faciliter le choix d'un surarbitre par les parties ou par les premiers arbitres, tel que le prévoit l'article 4 de la loi du 31 décembre 1936, les deux Confédérations désignent à l'article 6 du présent décret dressement à titre indicatif, d'un commun accord et dans les huit jours de leur désignation par la Commission Permanente du Conseil National Economique, une liste unique de trente surarbitres pris parmi les catégories visées à l'article 4 de ladite loi.

Faute par les deux Confédérations d'avoir établi, dans le délai fixé, tout ou partie de la liste des surarbitres, celle-ci est établie ou complétée dans les huit jours suivant l'expiration du délai précédent, par les soins de la Commission Permanente du Conseil National Economique.

Arr. 11. — Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord, dans un délai de trois jours, pour rendre la sentence arbitrale, ou pour désigner un surarbitre, le Président du Conseil des Ministres désigne le surarbitre parmi les personnes visées à l'article 4 de la loi du 31 décembre 1936.

Arr. 12. — Les fonctions d'arbitre et de surarbitre ne comportent aucune rémunération.

TITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

Arr. 13. — Lorsque le différend a été résolu devant l'une des Commissions de Conciliation prévues au présent décret, le procès-verbal contenant les clauses de l'accord est transmis sans délai par le président de la Commission au ministre du Travail.

La minute de la sentence arbitrale est adressée par les arbitres ou, le cas échéant, par le surarbitre au ministre du Travail dans les deux jours suivant la communication de la sentence aux parties.

Copie de ces procès-verbaux et de ces sentences est adressée par le ministre du Travail aux autres ministres intéressés, s'il y a lieu, et au préfet du département dans lequel le conflit est né.

Arr. 14. — Les dispositions relatives à l'arbitrage, contenues dans le présent décret, sont applicables dans tous les cas où une convention collective n'a fixé que les règles d'une procédure de conciliation.

Arr. 15. — Il est constitué, sous la présidence du ministre du Travail, un Comité consultatif chargé de recueillir et de centraliser toute documentation et enseignement utiles sur l'application du présent décret.

Un arrêté du ministre du Travail déterminera les conditions de constitution et de fonctionnement de ce Comité.

Arr. 16. — Un décret, rendu en Conseil d'Etat, déterminera dans la quinzaine, à dater de la publication du présent décret, les procédures de conciliation et d'arbitrage obligatoires applicables aux différends collectifs entre les entreprises de transports maritimes ou de pêches maritimes et leurs équipages.

Société Fiduciaire de Contrôle et de Révision

Arr. 17. — Le Président du Conseil, le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de l'Economie Nationale, le Ministre du Travail, le Ministre des Travaux publics, chargé de la Marine marchande, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

CIRCULAIRE DU MINISTRE DU TRAVAIL DU 22 MARS 1937 SUR LA CONCILIATION ET L'ARBITRAGE

Par circulaires des 4 et 16 février 1937, je vous ai donné des instructions au sujet de l'application de la loi du 31 décembre 1936 et du décret du 16 janvier 1937, relatifs aux procédures de conciliation et d'arbitrage dans les conflits de travail.

A la suite des demandes d'éclaircissements qui m'ont été adressées, je suis amené à vous fournir des précisions sur un certain nombre de points.

CONCILIATION

Le rôle essentiel de ces commissions est de faciliter un accord entre les parties intéressées par le différend collectif de travail. Aussi, les commissions doivent-elles s'attacher à rapprocher les points de vue opposés des parties. C'est ce qu'indique très nettement le deuxième alinéa ainsi conçu de l'article 5 du décret du 16 janvier 1937 :

« Cette commission (la commission départementale de conciliation) entend les représentants des parties et des organisations auxquelles elles appartiennent; elle s'efforce de concilier les parties en présence. »

L'audition des parties, la confrontation de leurs points de vue respectifs, sont indispensables, puisque l'objet de l'intervention de la commission est la conclusion d'un accord signé par les représentants qualifiés des parties et qui constitue un règlement contractuel du différend. En vue de faciliter cet accord, la commission peut être appelée à présenter des formules transactionnelles susceptibles d'être acceptées par toutes les parties du différend. Mais ces formules ne sont, de la part de la commission, que des propositions, et c'est improprement que les procès-verbaux des réunions de certaines commissions départementales de conciliation parlent de « décisions » de ces commissions.

La commission départementale de conciliation n'étant pas appelée à rendre une sentence, mais seulement à faciliter l'accord des parties, aucune règle ne saurait être fixée en ce qui concerne le quorum nécessaire pour que cette commission puisse siéger. Sans doute, il est désirable que tous les membres de la commission assistent aux séances de celle-ci. Il est désirable également que les représentants des employeurs et ceux des salariés siègent toujours en nombre égal. Mais en cas d'urgence, la commission pourra être réunie, même si tous les membres n'étaient pas présents et même si la parité ne pouvait accidentellement être respectée.

ARBITRAGE

La circulaire du 16 février 1937 a précisé les conditions dans lesquelles les parties au différend pouvaient, au cours de la procédure de conciliation, décider, lorsqu'elles sont d'accord, de porter

51, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris

le différend, ou plutôt ce qui en reste, devant les arbitres *en abrégant ainsi la procédure* de règlement telle qu'elle a été fixée par le décret du 16 janvier 1937. Dans un compromis écrit l'arbitrage est ainsi intervenu entre les parties, celles-ci choisissent librement soit un arbitre commun, soit chacune un arbitre. Sans doute, l'article 9 du décret du 16 janvier prévoit qu'en cas de refus de l'une des parties de désigner un arbitre, le ministre compétent choisit l'arbitre sur la liste dressée par la confédération intéressée dans les conditions prévues par l'article 8 du décret. Mais cette désignation d'office d'un arbitre qui ne peut d'ailleurs intervenir qu'après épuisement des procédures de conciliation prévues soit par la convention collective du travail, soit, à défaut, par le décret du 16 janvier 1937, ne se conçoit qu'autant que l'une des parties ou les deux parties ont refusé de désigner un arbitre. C'est pour donner aux parties des garanties désirables que le décret dispose que *le choix du ministre ne peut porter que sur des personnes inscrites sur les listes dressées respectivement par la confédération patronale et la confédération ouvrière les plus représentatives* (art. 6, 8 et 9 combinés du décret du 16 janvier 1937).

Ainsi, *les parties ne sont pas tenues de choisir leurs arbitres sur les listes* prévues par l'article 8 du décret. De même, elles peuvent, en cas de désaccord des arbitres désignés par elles, faire choix d'un *surarbitre pris en dehors des personnes figurant sur la liste des trente surarbitres* prévue par l'article 10 du décret. A ce sujet, il n'est pas sans intérêt d'observer que, lorsque par application de l'article II du décret, le Président du Conseil des Ministres est appelé, en raison du désaccord entre les arbitres soit pour rendre la sentence arbitrale, soit pour désigner un surarbitre, à désigner lui-même un surarbitre, il choisit, suivant l'article 4 de la loi « *parmi les membres en activité ou en retraite des grands corps de l'Etat* » et non pas seulement sur la liste susvisée des trente surarbitres.

A un autre point de vue, il convient de souligner que la sentence arbitrale rendue par l'arbitre commun ou les arbitres désignés par les parties ou, éventuellement, par le surarbitre choisi librement par elles *a la même valeur juridique* que celle qui interviendrait dans le cas où, par suite de la carence des parties, les arbitres ou le surarbitre devraient être désignés par le Gouvernement. Mais, afin de prévenir toute contestation ultérieure sur la portée d'une sentence arbitrale portant règlement d'un différend, il importe que, comme j'ai été amené à le souligner déjà dans des instructions précédentes, le compromis écrit d'arbitrage signé par les parties et portant désignation des arbitres ou du surarbitre *précise exactement les points sur lesquels devra porter la sentence arbitrale*. Ces points seront ceux que les procédures antérieures de conciliation n'auront pas permis de régler. Il arrivera sans doute fréquemment que, comme il est hautement désirable, les procédures de conciliation aient permis le règlement contractuel de la plupart des points sur lesquels portait le conflit initial l'arbitrage n'intervenant que pour achever de donner une solution complète au différend.

Enfin, je crois devoir appeler votre attention sur la nécessité pour les surarbitres qui reçoivent communication de documents ou renseignements fournis par l'une des parties d'en *donner connaissance aux autres parties* afin de permettre à celles-ci d'en discuter la valeur ou la portée devant le surarbitre. Ce n'est là que l'application d'une règle très générale de procédure que je vous serai obligé de rappeler à chaque occasion aux surarbitres désignés par les parties sans intervention du Gouvernement.

AVRIL 1937

N° 168

BULLETIN FIDUCIAIRE

ORGANE TECHNIQUE MENSUEL

L'EXPÉRIENCE ÉCONOMIQUE EN COURS

(TOME V)

L'ÉVOLUTION
DE LA POLITIQUE
FINANCIÈRE

LA TAXE
SUR LES RÉSERVES
DES SOCIÉTÉS

MESURES
D'ORDRE
BUDGÉTAIRE
ET
MONÉTAIRE

LES NATIONALISATIONS

L'ARBITRAGE
OBLIGATOIRE

EDITIONS DE LA

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE DE CONTRÔLE ET DE RÉVISION

PARIS — 51, rue de la Chaussée d'Antin, 51 — PARIS

Le numéro : 7 Francs

Abonnement annuel : 60 francs

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE

Société Anonyme au capital de 500.000 francs

SIÈGE SOCIAL :

54, rue de la Chaussée d'Antin, Paris-9^e

Adr. Tél. : JURIFIDU-PARIS

Registre Commerce : Seine 253.463 B

Téléphone : Trinité 86-20

et la suite

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. HENRI TRUCHY, *Président.*

M. RAPHAEL ALIBERT, *Vice-Président.*

M. CLÉMENT CHAUSSEGROS, } *Administrateurs.*
M. PAUL LEFEBVRE-DIBON, }

Directeur Général :

M. YVES DE LA VILLEGUÉRIN

SERVICES :

Juridique et des Sociétés,

Fiscal et d'Enregistrement,

Législation du travail et des Assurances
sociales,

du Contentieux administratif.

SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE FIDUCIAIRE

Société Anonyme au Capital de 800.000 Francs

Siège Social : 51, Rue de la Chaussée d'Antin, PARIS-IX^e

Adr. Tél. : CONTROFIDU-PARIS22

Chèques Postaux Paris N° 171256

R. C. Seine N° 253464 B

Téléphone : Trinité 86-20
(6 lignes)

Inter-Trinité 24

CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. GEORGES GOUSSAULT, *Président.*

M. GILBERT DE MONES DEL PUJOL

M. GEORGES RIPERT

M. CHARLES BUNGENER

M. ADRIEN COURTIN

} *Vice-Présidents.*

} *Administrateurs.*

Comité technique

M. YVES DE LA VILLEGUÉRIN, *Président.*

Direction

M. ALBERT GOLDSCHILD, *Expert-Comptable breveté par l'Etat,*
Directeur.

M. LOUIS ACCARIAS, *Docteur en Droit, Directeur adjoint.*

Mandats et travaux exécutés par la Société

ORGANISATION DE COMPTABILITÉS

REVISION ET CONTRÔLE PÉRIODIQUES — EXPERTISES

PRIX DE REVIENT — INVENTAIRES

CONSULTATIONS ET ÉTUDES COMPTABLES

SURVEILLANCE DE GESTION

CONTRÔLE DE L'EXECUTION DE CONTRATS ET D'ACCORDS

LIQUIDATIONS AMIABLES — REORGANISATIONS

ADMINISTRATION PROVISOIRE D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

CONTENTIEUX — CONSEILS — CONSULTATIONS

EXPERTISES SUR LITIGES COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS

Editions de la
SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE
DE CONTROLE ET DE REVISION
51, Rue de la Chaussée-d'Antin - PARIS-IX^e

L'Expérience Economique en cours

(TOME I)

LES MESURES SOCIALES FISCALES ET FINANCIÈRES

Le fascicule : 7 fr.

--

Franco : 8 fr.

(TOME II)

LA DÉVALUATION

Le fascicule : 7 fr.

--

Franco : 8 fr.

(TOME III)

L'OFFICE DU BLÉ

Le fascicule : 7 fr.

--

Franco : 8 fr.

(TOME IV)

LA RÉFORME FISCALE LES IMPOTS 1937

Le fascicule : 8 fr.

--

Franco : 9 fr.

REG. DU COMMERCE
SEINE 76.459

Le Gérant
GAUTREAU, 9, rue Falguière, Paris
Imp. RAMLOT et Cie - Paris.

La présente sous-location est faite aux charges et conditions du bail énoncé plus haut, dont M. LE BESNERAIS qui s'y oblige déclare avoir pris connaissance par la lecture qui lui en a été faite par le Notaire soussigné.- Et moyennant un loyer annuel de 9.000 frs payable en quatre termes égaux par trimestre et d'avance les

de chaque année étant entendu que ce paiement sera effectué entre les mains de M. GUGENHEIM ou de son mandataire, sauf dans le cas où M. BOILLE notifierait vouloir exercer les droits qu'il tient du bail du 24 juin 1937.

Etant ici observé que le bail sus énoncé est assorti d'une clause de variabilité du prix du loyer à partir du 25 mars 1940, - laquelle clause sera, bien entendu, applicable au sous-locataire.

Ce dernier devant être appelé dans toute procédure soit devant arbitre soit devant le tribunal concernant l'application de cette clause.

PARIS, le 25 Avril 1940

*Renouveau*

Cher Monsieur,

Je vous remets ci-joint le dossier
d'une location meublée que j'envisage à
TOURS.

Seriez-vous assez aimable de l'examiner
rapidement et de me le renvoyer pour samedi
avec vos observations. Vous pourriez d'ail-
leurs m'en téléphoner samedi vers 17^h30
à mon retour de tournée, si vous aviez
quelque chose de particulier à m'en dire.

Avec mes remerciements, veuillez
agréer, Cher Monsieur, l'assurance de mes
sentiments bien dévoués.

Monsieur AURENCE
Chef du Contentieux de la S.N.C.F.
88, rue Saint-Lazare,
PARIS

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

Division

N°

Bureau

Réseau :

Date de l'entrée :

Correspondants :

M. Petit Burgoyne Avoué.

M. Poiré Avocat.

M. Agréé.

Tribunal

NOMS DES PARTIES

OBJET DU LITIGE

M. JACQUEMIN

Reduction de son loyer (D.L. 26 sept 39)

ANNÉE

MOIS

DATES

INSTRUCTION ET SUITE DE L'AFFAIRE

3^e Avril 40

Mon cher Directeur,

Je viens de revoir mon Collègue
et Ami M. JACQUEMIN au sujet de la
petite difficulté qu'il a avec la
Caisse Générale de Garantie.

En fait vous n'êtes séparés par
rien. Vous avez accepté une réduction
portant sur les 3/4 des charges;
M. JACQUEMIN demande puisque vous ne
pouvez pas l'exonérer totalement des
charges que vous reportiez la diffé-
rence sur le loyer en principal.

Tout compte fait il s'agit d'un

Monsieur DOIGNON
Directeur Général de la Caisse
Générale de Garantie
1^{er}, Avenue de Lowendal
Paris (7^e)

abattement total inférieur à 20% et
comme vous le savez la jurisprudence
dans les dernières décisions publiées
est allée au-delà de ce chiffre pour
les cheminots repliés.

Vous me feriez réellement
plaisir si vous consentiez à un arran-
gement sur les bases ci-dessus. Il
m'est désagréable d'être en porte à
faux avec deux personnes pour qui
j'ai une réelle affection.

J'espère que vous me direz
oui et je vous prie en outre d'accep-
ter à déjeuner avec moi le mercredi
8 Mai. J'inviterai également M.M.
JACQUEMIN et XERIDAT.

Veuillez agréer, ~~Monsieur~~
mon Cher Directeur, l'expression de

mes sentiments bien affectueusement
dévoués.

R

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

CAISSE GÉNÉRALE

88, Rue Saint-Lazare, 88

— M F² —

Paris, le 19.....

Jeudi. 24 Avril 1900.

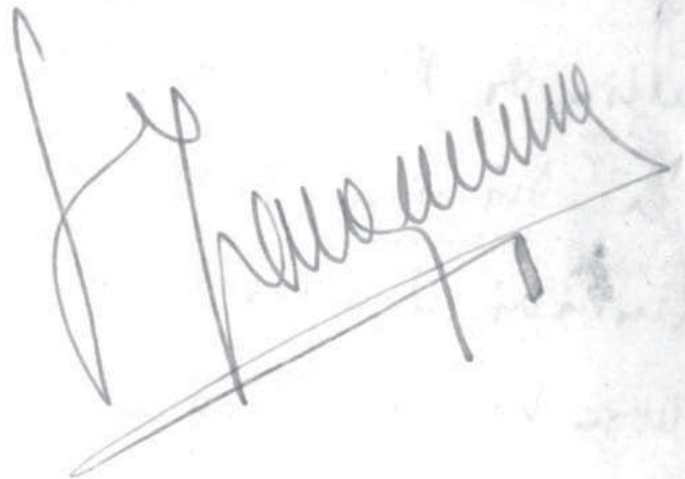
Cher Qui

Je me souviens de vous très bien, un bon
ami de Poignon, reçu aujourd'hui.
Je suis à Paris, lundi et mardi, et
j'irai d'elles vous voir tous les
jours. Vous et digne je n'en ai de
Poignon les mêmes très bien, qu'il
a une liste de à à d'autres personnes,
dont le moins par bon faire dire et
"qu'il n'ait les très intéressants".

Très bien, dont la Caisse Générale

à l'heure en l'honneur des frais, et
quel frais!

En attendant le plaisir de vos
vois, veuillez m'en, mon cher ami,
à l'assurance de mes sentiments les
meilleurs et plus dévoués.

A handwritten signature in cursive script, which appears to be "Hippolyte", is written over a diagonal line that extends from the bottom left towards the right.

*Caisse Générale
de
Garantie*

1^{re} Avenue de Lowendal
(7^e Arrt)

Le Directeur Général.

Ministère du Travail

Paris, le 24 Avril 1940

Référence à rappeler
N° I.239 E.G.

Monsieur,

Par lettre du 16 Avril dernier, vous avez adressé à la Caisse Générale de Garantie, en un chèque sur la Banque de France, la somme de 2.472 Frs 75, représentant le montant de votre loyer payable le 15 Avril, déduction faite des charges.

J'ai l'honneur de vous rappeler que conformément aux termes de ma lettre du 14 Février 1940, vous restez redevable envers la Caisse Générale de Garantie d'une somme globale de 502 frs 20, représentant à concurrence de 167 Frs 40 par trimestre votre participation au paiement du salaire du concierge et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères depuis le terme d'Octobre 1939.

En effet, la Caisse Générale de Garantie ne peut envisager de vous consentir amiablement une réduction supérieure à celle qui vous a déjà été accordée, c'est-à-dire exonération de vos charges à l'exception de la participation précitée.

Monsieur JACQUEMIN
I, Rue Bixio
P A R I S - (7°) -

....

Cette réduction ne vous paraissant pas suffisamment importante, vous m'avez informé le 6 Mars dernier que vous vous trouviez dans l'obligation de demander au juge d'en fixer le montant.

Votre lettre du 16 Avril ne me faisant pas connaître si vous avez introduit une instance en justice, je vous prierais de m'en aviser dans le plus bref délai.

En effet, il y a lieu de régler cette affaire le plus rapidement possible et faute de réponse le 10 Mai prochain, la Caisse Générale de Garantie aura le regret de remettre cette affaire entre les mains d'un huissier, en vue du recouvrement des sommes dues.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur Général,

Longue

a-t-il droit?

-Pièces jointes-: 3 quittances afférentes à votre règlement de 2.472 Frs 75. Celui-ci a été imputé de façon à régler les sommes les plus anciennement dues, vous restez donc redevable de 502 Frs 20 au titre du terme d'Avril 1940.

→

Immeuble :
1, rue Bixio

BAIL
par la Caisse Générale
de Garantie

à
M. JACQUEMIN, Georges

Durée 3, 6, 9

à dater du 15 Janvier 1935

Loyer.....9.455,-

Terme 2.609,15

Charges 945,50

Loc. & entre-
tien compteur

eau chaude.... 36,--

10.436,50

Garantie2.609,15

Entre les soussignés :

La Caisse Générale de Garantie, dont le
siège est à Paris, Place Fontenoy, représen-
tée par son Directeur Général, domicilié au-
dit siège,

d'une part,

Et Monsieur JACQUEMIN, Georges, Receveur des
Finances, Agent Comptable de l'Exposition
Internationale de 1937, demeurant à Paris,
8, Boulevard Pasteur,

d'autre part,

A été fait le bail suivant :

La Caisse Générale de Garantie loue
à M. JACQUEMIN qui accepte les locaux à usage
d'habitation ci-après, situés au 1er étage, à
droite de l'immeuble sis à Paris, 1 rue Bixio

Ces locaux, en état, (x) comprennent :

entrée, antichambre, un salon, une salle à
manger, deux chambres, une salle de bains
installée, office, cuisine, un W.C., plus
une cave N° 164;;

(x) de neuf

ainsi, au surplus, que lesdits lieux loués se poursuivent
et se comportent avec toutes les circonstances et dépendan-
ces, sans aucune exception ni réserve et sans qu'il en soit
besoin de plus amples détails, le preneur déclarant bien
les connaître pour les avoir vus et visités et s'en conten-
ter.

D U R É E.

Le présent bail est fait pour la durée de trois,
six ou neuf années qui commenceront à courir le Quinze
Janvier Mil Neuf Cent Trente Cinq pour finir à pareille
époque des années Mil Neuf Cent Trente Huit, Mil Neuf
Cent Quarante et Un ou Quarante Quatre à la volonté réci-
proque des deux parties qui devront prévenir six mois à
l'avance et par lettre recommandée de leur intention de
faire cesser le présent bail à l'expiration de la première
ou de la seconde période.

CHARGES et CONDITIONS

Le présent bail est consenti aux conditions d'usage
et, en outre, sous celles suivantes que le preneur s'oblige
à exécuter et accomplir, savoir :

1° - De prendre les lieux loués dans l'état où ils se
trouveront le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir
élever aucune réclamation pour quelque cause que ce soit.

2° - De les entretenir pendant toute la durée du bail, et de les rendre à la fin du bail en bon état de réparation locatives et d'entretien. D'entretenir notamment en bon état les robinets des eaux, les appareils sanitaires, les conduits et appareils d'électricité, les éviers, les timbres, d'entretenir également en bon état de fonctionnement toutes les serrures, portes, croisées, etc., le preneur devant faire son affaire personnelle du fonctionnement de ces appareils sans que le bailleur soit tenu à aucune réparation, ni soumis à aucune responsabilité. Lors de la prise de possession, si l'une des parties l'exige, il sera fait un état des lieux par l'architecte du bailleur aux frais du preneur. La remise des clefs ne constituera pas pour le locataire décharge des réparations locatives et d'entretien que le bailleur serait en droit de réclamer à la fin du bail. Dene pas jeter dans le vide-ordures des objets susceptibles par leur dimensions d'obstruer la gaine de descente et de ne déverser aucun liquide dans cet appareil.

3° - De garnir et tenir constamment garnis les lieux loués de meubles et effets mobiliers lui appartenant personnellement en quantité et de valeur suffisantes pour répondre du paiement des loyers et de l'exécution du bail.

4° - D'occuper bourgeoisement les lieux loués, de ne pouvoir y exercer aucun commerce, industrie ou profession libérale, cette clause étant une condition essentielle du bail; de n'y placer aucun écriteau aux portes fenêtres ou balcons.

5° - De ne pouvoir faire aucun changement de distribution tons de peinture, percements ou démolitions qu'avec l'autorisation expresse et par écrit du propriétaire et, seulement par les soins des entrepreneurs de ce dernier sous la direction de son architecte, le tout bien entendu aux frais du preneur, et de laisser à la fin du bail ces modifications ou améliorations au bailleur, sans indemnité, à moins que celui-ci ne préfère exiger le rétablissement des lieux loués en leur état primitif.

6° - De souffrir sans indemnité ni diminution de loyer, les grosses et menues réparations, constructions nouvelles, surélévations, changements et augmentations et les travaux de quelque nature qu'ils soient, notamment tous travaux aux murs mitoyens et de subir toutes suppressions ou tous bouchements de jours de souffrances ou autres et aussi tous travaux qui pourraient être nécessaires pour la terminaison de l'immeuble, alors même que leur durée excéderait quarante jours. A l'occasion de tous travaux faire place nette à ses frais de meubles, tentures, tableaux, canalisations, appareils et agencements dont la dépose serait nécessaire.

7° - D'acquitter régulièrement la contribution personnelle mobilière et toutes autres contributions et taxes créées et à créer et pouvant lui incomber personnellement.

De rembourser au propriétaire tous impôts et taxes qui sont ou pourraient être mis à la charge des locataires, notamment la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et toutes autres qu'il y aura lieu, et de satisfaire à toutes les charges de balayage, éclairage et autres, de ville et de police, auxquelles les locataires sont ou pourront être tenus.

De justifier au bailleur à première demande, à toute époque et notamment avant son déménagement de l'acquit de ses contributions personnelles, mobilière et de patente, et tous autres impôts et charges dont le propriétaire est responsable à un titre quelconque.

82 - De faire s'il y a lieu, auprès des compagnies fermières et de toutes administrations, toutes les démarches nécessaires, pour la fourniture de l'eau, du gaz, du courant électrique, du téléphone, etc.... dans les locaux occupés, le propriétaire déclinant toute responsabilité pour tous retards apportés dans la délivrance desdites fournitures.

D'acquitter les sommes dues pour la consommation de l'eau chaude et froide, du gaz et de l'électricité, suivant les indications marquées aux compteurs.

De plus, le preneur s'engage à rembourser l'eau chaude marquée au compteur divisionnaire, à raison de onze francs le mètre cube pour la première année ainsi que l'entretien du compteur fixé à trente six francs par an, même s'il n'avait pas fait usage de l'eau pendant cette période.

En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement des compteurs, la consommation sera réglée d'après les usages en vigueur dans les compagnies. Toutefois, en cas d'absence motivée ou non, lors de deux relevés consécutifs de l'eau chaude ou froide, il sera porté plein droit sur la quittance de loyer une somme représentant le montant de la consommation moyenne des locataires d'appartements similaires, sans recours ni réclamation de la part du preneur à cet égard.

92 - (78 mots rayés nuls)

De ne faire aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité, ni diminution de loyer pour l'interruption ou l'insuffisance dans le débit des eaux, du gaz ou du courant électrique ou en cas d'inondation des caves.

De fermer, en cas d'absence tous les robinets d'arrêt des compteurs de son appartement et de laisser la clef de celui-ci à une personne habitant Paris, qu'il désignera au concierge, afin qu'en cas d'accident aux canalisations générales ou d'incendie, les mesures nécessaires puissent être prises.

Dans le cas, où il plairait au preneur de laisser les dites clefs au concierge, il le ferait sous sa responsabilité sans que le bailleur puisse en rien être recherché à ce sujet. Si toutefois, au mépris de cette clause, le preneur ne laissait pas ses clefs à la disposition du propriétaire, en cas d'absence, il devra supporter tous les frais pouvant provenir des dégradations causées par l'eau ou tout autre cause dans son appartement et les appartements voisins du sien qui se trouveraient atteints.

Les conséquences de tous accidents pouvant provenir du fait de l'eau, du gaz ou de l'électricité seront à la charge du preneur, qui devra en particulier faire son affaire personnelle de tous travaux de débordements, sous peine d'être responsable des conséquences d'inondation ou fuites occasionnées par les w.c., salle de bains et cuisine provenant de son fait.

.....

Dans le cas où le locataire, par son fait ou sa négligence, contaminerait les lieux loués, il sera tenu de les désinfecter ainsi que ceux des voisins que cette contamination aurait pu gagner, ceci sans préjudice de tous dommages et intérêts que le bailleur serait en droit de réclamer.

Il est interdit d'avoir en dépôt dans les lieux loués aucune matière dangereuse, explosible, inflammable ou malodorante.

10° - De veiller à ce que la tranquillité de la maison ne soit troublée en aucune façon par son fait ou celui des gens à son service et de conformer au règlement de ladite maison pour le bon ordre, la propreté et le service.

De ne faire entrer d'approvisionnements (vins, bois, charbons, etc...) après dix heures du matin et seulement par l'escalier de service.

L'approvisionnement des appartements qui n'ont pas de dégagement sur les escaliers de service est interdit après 9 heures du matin et en aucun cas les fournisseurs ne devront faire usage de l'ascenseur.

De ne battre ni tapis, ni vêtements sur les paliers, le service d'appartement ne devant être effectué que sur la cour exclusivement et ce, avant dix heures du matin.

De ne jeter ni laisser jeter d'eau dans les tuyaux et conduits en cas de gelée.

De n'avoir ni chiens, ni chats, ni perroquets ni autres animaux bruyants ou malpropres.

De ne pouvoir exposer aux fenêtres donnant à l'extérieur ou à l'intérieur de la maison du linge ou autres objets à sécher, ni pots de fleurs ou plantes quelconques ni cages d'oiseaux, ni écriteaux.

De ne pouvoir embarrasser par quoi que ce soit les cours, vestibules, escaliers, couloirs de la maison et les caves et autres lieux communs avec les autres locataires.

De ne pouvoir utiliser aucun appareil de chauffage à combustion lente. De ne pouvoir faire de lessive ni dans la cuisine, ni dans la salle de bains.

De ne pouvoir poser de linoléum dans les pièces carrelées, ni dans la salle de bains, cuisine, office, water-closets, etc....

De ne pouvoir installer sur les balcons, fenêtres, toitures ou autres lieux communs de l'immeuble, des antennes fils souples, contacts et tous appareillages nécessaires à la téléphonie sans fil.

L'accès des toitures ou terrasses est rigoureusement interdit.

.....

De décharger expressément le bailleur de toute responsabilité civile pour le cas où un vol quelconque viendrait à être commis chez le preneur qui déclare ne devoir jamais le rechercher de ce fait.

Le tapis d'escalier pourra être enlevé tous les ans, en été, pendant une période de trois mois, pour le battage sans que le preneur puisse réclamer aucune indemnité.

Le preneur devra se conformer au modèle adopté par le propriétaire pour les stores et pour les tapis des portes palières.

11^e - De faire assurer à ses frais par une Compagnie française, notoirement solvable, ayant son siège à Paris, son mobilier contre l'incendie, l'explosion du gaz, ainsi que les risques locatifs et recours des voisins, et payer exactement les primes et cotisations à leur échéance; justification tant des polices que du paiement des primes devant être fournies au bailleur ou à son mandataire, à toute réquisition.

12^e - De ne pouvoir céder le droit au présent bail ni sous-louer tout ou partie des lieux sans autorisation expresse et par écrit du bailleur et notamment de n'avoir aucun pensionnaire ni occupant en meublé. Il ne pourra jamais être disposé des chambres de domestique pour d'autres personnes que les domestiques du preneur.

13^e - De laisser le représentant ou l'architecte du bailleur visiter les lieux loués chaque fois qu'ils le jugeront utile, de laisser pénétrer les ouvriers pour tous travaux jugés nécessaires par le bailleur, et de laisser visiter lesdits lieux pour la location de 13 à 17 heures, pendant les trois derniers mois qui précéderont l'expiration du présent bail; de souffrir que, pendant le même temps, le bailleur appose un écriteau où il le jugera convenable.

De laisser également visiter les lieux, en cas de mise en vente de l'immeuble, tous les jours, de 13 à 17 heures. Dans le cas où, par le fait du preneur, le bailleur n'aurait pu mettre en location et laisser visiter les lieux, en faire la livraison à un locataire nouveau ou les occuper par lui-même, si telle était son intention à l'époque fixée pour la fin du bail, il aurait droit à une indemnité au moins égale à un terme de loyer, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

14^e - L'usage de l'ascenseur est expressément interdit aux domestiques et aux fournisseurs, ainsi qu'aux enfants non accompagnés. Il ne devra jamais contenir plus de deux personnes, ni servir à la descente, ni être employé pour monter ou descendre des bagages ou colis.

De ne réclamer aucune indemnité pour interruption dans le service de l'ascenseur et du monte-charge, le bailleur n'entendant nullement en garantir le bon fonctionnement et être responsable des risques pouvant résulter de leur usage.

15^e - Le chauffage central fonctionnera du quinze Octobre au quinze Avril; en cas d'arrêt, quelle qu'en soit la cause, il ne sera dû aucune indemnité, degré de chauffage plus 18^e tant que la température extérieure ne s'abaissera pas au dessous de moins 5^e dans les vingt quatre heures.

Par ailleurs, le preneur reconnaît avoir été informé qu'en raison de l'absence de conduit de fumée dans les pièces, l'installation électrique a été conçue pour permettre l'emploi d'appareils de chauffage électrique.

Le service d'eau chaude, qui sera assuré d'une façon normale de 7 h. 30 à 21 heures, sera supprimé du 15 Juillet au 15 Septembre; pendant ces deux mois, l'eau chaude ne pourra être distribuée que deux jours non consécutifs par semaine. Le preneur ne pourra élever aucune réclamation ni prétendre à aucune indemnité en cas d'interruption dans le service d'eau chaude provenant du fait du nettoyage d'une réparation ou du remplacement de la chaudière.

La température constante de l'eau n'est pas garantie.

16° - En cas d'arrêt dans le fonctionnement de la minuterie, quelle qu'en soit la cause, le preneur ne pourra élever aucune réclamation.

L'éclairage des escaliers prendra fin à 22 heures. Passé cette heure, les locataires devront faire usage de la minuterie, soit pour descendre, soit pour monter.

17° - Dans le cas où les lieux ne seraient pas, du fait du propriétaire, prêts à être occupés le 15 Janvier, le preneur ne pourra prétendre à aucune indemnité du propriétaire, mais il lui sera tenu compte sur le terme de loyer à courir d'une diminution de loyer au prorata du temps couru et à condition toutefois que cette privation de jouissance ait excédé une durée de huit jours. Dans le cas où le preneur aura fait acte de prise de possession quelconque en amenant notamment dans les lieux loués tout ou partie de son mobilier, il ne pourra prétendre à aucune indemnité ni diminution de loyer.

REPARATIONS LOCATIVES

Tous travaux de réparations locatives ou autres à la charge du preneur devront être terminés au plus tard cinq jours avant son déménagement pour permettre au propriétaire d'en faire effectuer la réception. Ce délai passé, il sera procédé par le bailleur ou son architecte, en présence du preneur, s'il le désire, ou d'un architecte désigné par lui, à la vérification des lieux.

Le droit du propriétaire aux réparations locatives restant à exécuter sera dès lors converti en un droit à l'indemnité représentative du coût de ses réparations et du dommage causé par leur exécution tardive, sans que le locataire puisse offrir de les exécuter en nature.

L O Y E R.

.....

En outre, le présent bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel de Neuf Mille Quatre Cent Cinquante Cinq Francs plus les charges du présent bail que M.

JACQUEMIN s'oblige à payer en quatre termes et paiements égaux et d'avance de trois mois en trois mois, les quinze Janvier, Avril, Juillet et Octobre de chaque année, pour le premier paiement commencer le Quinze Janvier Mil Neuf Cent Trente Cinq pour continuer ainsi de terme en terme jusqu'à l'expiration du présent bail.

.....

(*) des articles 7 & 8

En sus du loyer, le preneur s'engage à payer au bailleur une somme fixée pour la première année à 10 % du loyer annuel pour les charges de l'immeuble. Cette somme sera payable par trimestre en même temps que le loyer; elle peut varier d'année en année.

Pour l'enregistrement seulement, les charges augmentatives du loyer, et ce, non compris le chauffage central s'élèvent à deux cent quarante francs par an.

Le paiement des loyers sera effectué par chèque barré ou mandat adressé à l'Agent-Comptable de la Caisse Générale de Garantie ou par versement direct à la Caisse de l'Agent Comptable, place Fontenoy, à Paris (7^e).

A défaut de paiement d'un seul terme de loyer à son échéance, ou en cas d'inexécution d'une seule des conditions du présent bail, et quinze jours après un simple commandement de payer ou d'exécuter resté infructueux, le présent bail sera résilié de plein droit si bon semble au bailleur sans qu'il soit besoin de faire prononcer cette résiliation en justice, nonobstant toutes offres et consignations ultérieures, et au cas où le preneur refuserait de quitter les lieux loués, il suffira pour l'y contraindre, d'une simple ordonnance de référé, rendue par le Président du Tribunal Civil de la Seine, exécutoire par provision, nonobstant appel ou opposition, et les loyers et garanties que le bailleur aurait touchés par avance lui seraient acquis à titre d'indemnité, sans préjudice des loyers courants et de tous dommages et intérêts qu'il serait en droit de réclamer.

GARANTIE.

La Caisse Générale de Garantie reconnaît avoir reçu de M. JACQUEMIN la somme de Deux Mille Six Cent Neuf Francs 15 cent. à titre de garantie de la bonne exécution du présent bail et du paiement des réparations locatives, s'il en existe à son expiration.

Ce dépôt de garantie ne sera remboursé au preneur qu'après l'expiration du bail et après déduction du montant des réparations locatives non exécutées avant son déménagement.

Dans le cas où le preneur pour une raison quelconque, ne prendrait pas possession des lieux loués lorsque ceux-ci seront prêts à être occupés, la somme ci-dessus restera, dans tous les cas définitivement acquise au propriétaire, à titre d'indemnité.

Il est formellement convenu qu'aucune des conditions insérées au présent bail ne pourra en aucun cas être réputée comminatoire mais au contraire qu'elles devront toutes recevoir leur pleine et entière exécution, sans quoi le bail n'eût pas été conclu.

.....

FRAIS et ENREGISTREMENT.

Les frais des présentes et ceux y relatifs seront supportés par le preneur qui s'y oblige.

Les soussignés requièrent à l'enregistrement pour la première période seulement.

Les frais d'enregistrement seront avancés par la Caisse Générale de Garantie et remboursés par le preneur dans le mois qui suivra l'enregistrement.

DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes, il est fait éléction de domicile, savoir :

Pour le bailleur en son siège, dans le département de la Seine,

Et par le preneur dans les lieux présentement loués.

Fait triple à Paris le Vingt Huit Mars Mil Neuf Cent Trente Cinq.

LU et APPROUVÉ

signé : Marcel BERNARD.

LU et APPROUVÉ

signé : Georges JACQUEMIN.

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

PARIS, le 6 Mars 1940

45, rue Saint-Lazare (9^e)

TÉL. : PIGALLE 95-85

Service du Contentieux

CABINET

du

CHEF DU CONTENTIEUX

Mon Cher Ami,

J'ai bien reçu le dossier concernant votre demande de réduction de loyer.

Il me serait cependant utile d'avoir un exemplaire ou tout au moins une copie de votre bail.

Dès que cette pièce me sera parvenue, je remettrai le dossier à M^e Porée.

Veuillez agréer, mon Cher Ami, l'expression de mes sentiments les meilleurs et les plus dévoués.



Monsieur JACQUEMIN
Caissier Général de la S.N.C.F.
Hôtel des Pèlerins
à Lisieux
(Calvados)

Mon Cher Ami,

Je m'empresse de vous envoyer sous ce pli le projet de lettre à adresser à M. DOIGNON, en ce qui concerne votre demande de réduction de loyer.

Vous voudrez bien me faire parvenir le dossier que je remettrai à M^e Porée et à M^e Petit-Bergonz.

Veuillez agréer, Mon Cher Ami, l'expression de mes sentiments les meilleurs et les plus dévoués.

Mgr Amélie

Monsieur JACQUEMIN
Lassier Général de la S.E.C.F.
Hôtel des Pèlerins
à Lisieux
Calvados

Living. 4 years before

Printed by the
W. B. B. Co.

LE CAISSIER GÉNÉRAL

John Manning

Veuillez trouver ci-joint, le cours de données
 échange entre mon propriétaire [en fait, M.
 Dorignon, Directeur général de la caisse fédérale
 de Garantie] et moi-même au sujet de la
 réduction de la réduction de mon propre bénéfice.

Je vous remercie beaucoup de vous en faire
indiquer la date avant le 1^{er} de la caisse, de
rapporter ou de la boîte de l'arriver avant le
tribunal civil.

Les parents à votre entière disposition pour vous
servir tous les renseignements susceptibles de vous
intéresser, veuillez agréer, cher Monsieur, l'assurance
de ma haute estime des meilleurs et mes
dévouements.

J. P. P. P.

4 Mars

40

Monsieur le Directeur Général,

En réponse à votre lettre du 14 Février, j'ai l'honneur de vous faire connaître que la simple réduction de charges que vous me proposez ne tient nullement compte de la situation dans laquelle je me trouve du fait du repliement qui a été ordonné par mon Administration.

Dans ces conditions, je me trouve dans l'obligation de demander au juge de fixer le montant de la réduction du loyer à laquelle je suis en droit de prétendre en vertu des dispositions de l'article 9 du décret-loi du 26 Septembre 1939.

Je fais le nécessaire pour introduire le plus tôt possible l'instance, conformément à l'article 20 du décret-loi susvisé.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Monsieur le Directeur Général
de la Caisse Générale de Garantie
1^{re} Avenue de Lowendal
PARIS VII^e

Paris, le 21 Mai 1940

Monsieur le Président de la Commission
Départementale des Allocations Militaires
à PARIS

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je
relève appel de la décision de la Commission Cantonale
du 14^{ème} Arrondissement de Paris, N° 465/20975 en date
du 25 Avril 1940, - décision qui m'a refusé à compter du
15 Septembre 1939 le bénéfice de l'allocation militaire
et celui de la majoration pour ma fille née le 4 Décem-
bre 1938.

Pour motiver ma radiation, la Cour Cantonale fait
état de l'emploi que j'ai dû reprendre en raison des
circonstances et du salaire mensuel de 1.500 Frs qui -
déclare la Commission - suffirait à assurer mes besoins
et ceux de mon enfant.

Or, ce salaire de 1.500 Frs supporte les déductions
ci-après :

Caisse de Prévoyance.....	12,70
Assurances Sociales.....	60,--
Contribution Nationale.....	70,--
Impôt cédulaire.....	20,--
	<u>162,70</u>

soit au total 162 Frs 70, de telle sorte que je ne dispose effectivement que de 1.340 Frs par mois.

Cette somme constitue ma seule ressource, car mon mari - qui exerçait la profession d'horloger et travaillait à la tâche - touche uniquement depuis sa mobilisation son prêt de 0 fr,85 par jour.

Avec mon salaire de 1.340 Frs par mois, il faut que je subviens à mes propres besoins, aux besoins de ma fille âgée de 18 mois, à ceux de ma mère qui garde mon enfant et qui habite pour cette raison avec moi, ainsi qu'à divers frais - argent de poche, colis - en ce qui concerne mon mari.

Je dois acquitter tout d'abord mon loyer qui, réduit au quart est de plus de 100 Frs par mois, les dépenses de gaz et d'électricité : 250 Frs, celles de charbon : 100 Frs.

Il me reste donc pour faire face aux frais de nourriture et d'habillement de ma fille, de ma mère et de moi-même, et aux frais de déplacement pour me rendre à mon travail ainsi qu'aux contributions, à peine 900 Frs par mois.

J'ose espérer, Monsieur le Président, qu'après un nouvel examen de ma situation, la Commission reconnaîtra le bien fondé de mon appel, eu égard notamment aux dispositions du § XII de la Circulaire Ministérielle du 4 Mai 1940 et qu'elle m'accordera en conséquence le maintien de l'allocation et de la majoration.

J'ajoute que - contrairement à ce qu'allègue la décision du 25 Avril - j'avais signalé verbalement à la Mairie du 14^{ème} Arrondissement, dans le courant de Septembre et d'Octobre que j'avais pu reprendre mon travail.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Madame SAUBAT
130 Boulevard du Montparnasse
PARIS XIV

Paris, le 21 Mai 1940

Monsieur le Président de la Commission
Départementale des Allocations Militaires
à PARIS

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je relève
appel de la décision de la Commission Cantonale du 14ème
Arrondissement de Paris, N° 465/20975 en date du 25 Avril
1940, - décision qui m'a refusé à compter du 15 Septembre
1939 le bénéfice de l'allocation militaire et celui de la
majoration pour ma fille née le 4 Décembre 1938.

Pour motiver ma radiation, la Cour Cantonale fait état
de l'emploi que j'ai dû solliciter en raison des circons-
tances et du salaire mensuel de 1500 Frs qui suffirait à
assurer mes besoins et ceux de mon enfant.

Or, ce salaire de 1.500 Frs supporte les déductions
ci-après :

Caisse de Prévoyance.....	12,70
Assurances Sociales.....	60,--
Contribution Nationale.....	70,--
Impôt cédulaire.....	20,--
	<hr/>
	162,70

soit au total 162 Frs 70, de telle sorte que je ne dispose
effectivement que de 1.340 Frs par mois.

Cette somme constitue ma seule ressource, car mon mari

qui exerçait la profession d'horloger et travaillait à la tâche - touche uniquement depuis sa mobilisation son prêt de 0 Frs,85 par jour.

Avec mon salaire de 1.340 Frs par mois, il faut que je subvienn^{apport}e à mes propres besoins, aux besoins de ma fille, à ceux de ma mère qui garde mon enfant et qui habite pour cette raison avec moi, ainsi qu'à divers frais - argent de poche, colis - en ce qui concerne mon mari.

Je dois acquitter tout d'abord mon loyer qui, réduit au quart est de plus de 100 Frs par mois, les dépenses de gaz et d'électricité : 250 Frs, celles de charbon : 100 Frs.

Il me reste donc pour faire face aux frais de nourriture et d'habillement de ma fille, de ma mère et de moi-même, *à 500 frs par mois* ainsi qu'aux contributions, à peine 900 Frs par mois.

J'ose espérer, Monsieur le Président, qu'après un nouvel examen de ma situation, la Commission reconnaîtra le bien fondé de mon appel, eu égard notamment aux dispositions du § XII de la Circulaire Ministérielle du 4 Mai 1940 et qu'elle m'accordera en conséquence le maintien de l'allocation et de la majoration.

J'ajoute que - contrairement à ce qu'allègue la décision du 25 Avril - j'avais signalé verbalement à la Mairie du 14^{ème} Arrondissement, dans le courant de Septembre et d'Octobre que j'avais pu ~~me~~ ^{répondre mon} procurer du travail.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments respectueux.

Madame SAUBAT,
130 Boulevard du Montparnasse
PARIS XIV:

Salaires de 1500⁵ environ par mois sur lequel
il faut déduire actuellement

Caisse de prévoyance	12 ⁵ %
Assurances sociales	60. -
Contribution nationale assisoirs	40. -
Impôt ecclésiastique assisoirs	20. -
<u>Somme au total</u>	<u>162. %</u>
Reste net, environ	<u>1340⁵</u>

Dans le mois d'avril, l'allocation familiale
de 100⁵ est supprimée n'ayant qu'un
enfant.

Cet enfant est né le 11/12/38 après 9 ans
de mariage, qui a eu lieu le 15 février
1937.

Pendant plus d'un an il a été à charge
il avait vécu au bout de 23 mois
et n'avait pas eu les frais pendant et
l'avait eu droit à la prime de
natalité de 300⁵.

Je ne touche aucun salaire de mon
travail. Je travaille à la tâche
et n'a pour tout salaire actuel
0.85 par jour.

Sur les 1340[¢] environ que j'ai par
mois. Je dois donc subvenir aux
besoins de:

ma fille.

ma mère qui me garde ma fille et qui
pour l'occasion habite avec
mon mari (argent de poche et
et moi-même.

En payant que le 1/4 de mon loyer
j'ai déjà plus de 100[¢] par mois
l'électricité: une moyenne de 200[¢] par
mois (chauffage éclairage cuisine)
j'ajoute également le gaz.
Les mois d'hiver, charbon 100[¢] par
mois.

Il reste donc pour les contributions
la nourriture et l'habillement à
peu 900[¢] par mois pour moi.

elle, mon mari, moi-même et l'aiguille
du poêle et les colles de mon mari.

Mme Sautat

130. bd du Montparnasse (14^e),

Député, Abel Pinelli

Membre Municipal. François Châton

Mon mari ayant 38 ans. Un
enfant ne comptant pas. il ne
peut être de la 2^eme réserve, et
peut-être même affecté spécial
sur notre horloger. qui il exerce
depuis 34 ans. Il y aurait peut-être

Mon mari a perdu son frère unique
à la guerre de 14-18. Son père était
mort avant cette date.

N'ayant pas l'allocution, je ne peux
profiter des voyages gratuits pour l'évacuation.

custode de ma fille et ma mère ne
pourrait avoir les 10 d'allocation
refugies.

J'avais signalé verbalement à la
mairie du 14: dans le courant de
septembre ou d'octobre, que je travaillais
mais à la mairie un employé m'a
répondu. que du moment que 'ou
l'avait accordé que je la prenne ou
tena par la suite.

Chers cousins

Afin d'éviter la perte et du
retard je suis venue vous apporter
ces papiers. Je vous remercie de
bien vouloir vous en occuper.

Sur cette feuille j'ai marqué un
peu tout ce que j'avais su. Je
vous laisse juge, pour signaler
ce que vous voulez.
Avec mes remerciements, aimez-vous
cousins mes affectueux saluts
P. B.

Amelander Dr

3 Mar 1940

allison

not to

SD Dr

6 Mar 1940

Allocations Indemnités

Textes

+ décret du 15 sept 1939 do 8 sept 1939 p. 11199
 modif. 9 - du 29 nov 39 do 30 nov 1939 p. 13526
 — 6 nov 39 do 7 nov 1939 p. 12527
 — 27 dec 39 do 28 dec 1939 p. 14233
 — 1^{er} Mars 1940 do 4 Mars 1940 p. 1570

Commission supérieure d'allocations Ind^{es}

— Décret du 27 nov 1939 do 1^{er} dec 1939 p. 2908 | DSR
 — 19 avril 1940 do 21 avril 1940
 — Circulaire du 6 Nov 1939 do 18 nov 1939 p. 18156
 Circulaire du 27 janv 1940 do 27 janv 1940 p. 892
 — Circulaire du 3 Mai 1940 do 4 mai 1940 p. 8288

Com. sup. de alloc. m^{rs}

Compositions

arrêts 1^{er} de 1539 10 de 7^{de} p 13754

4 - 10 de 8^{de} p 13796

29 mai 1960 10 de 30 mai 60 p. 8161

(donation de com. pen)

Divulgués :

- General Rivie

- M. Jacomet, Com. (Ker P. 1961)

- M. L. Rouffier

Allocations Militaires

Textes -

D.P. 29.4.73

- MT 26 loi du 31 Mars 1928, complétée par
la loi du 26 Août 1931 - +
D.P. 1932.4.17

- Arrêté du 20 Mai 1939 (taux d'allocation)

+ Commission sup. d'all. m. créé par
D 29 du 1931 puis en appliqué de la loi
du 26 Août 31.

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

466 bn
4937

Service Central: *Des Finances*

Région :

2 Mai 1940

SOCIÉTÉS Publiques

OBJET DE LA CONSULTATION

*Consortium Forestier et Maritime des
Chemins de fer français.*

Publication à faire au Gabon.

Références :

Observations :

D^{re} N° *4937 bn* ; Aff. :

Monsieur le Directeur des Services Financiers,

En réponse à votre lettre FO/El N° 15 D, du 1^{er} Mai, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'estime comme vous qu'il n'y a pas lieu, en la circonstance, d'effectuer une publication officielle concernant le changement de titre du Consortium.

Le Consortium constitue, en effet, un simple Service de la S.N.C.F., qui a été elle-même dispensée des formalités de publicité par l'article 2 du décret-loi du 31 Août 1937.

D'autre part, en ce qui concerne le Registre du Commerce institué en A.E.F. par le décret du 14 Avril 1928, l'immatriculation n'a pas à être requise au Gabon, de même qu'elle ne l'a pas été dans la métropole pour les différents Services ou Gares, - l'inscription au Greffe du Tribunal de Commerce de la Seine étant suffisante.

En l'espèce, une annonce rédigée dans les termes que vous indiquez et insérée dans le Journal Officiel de la Colonie répondra, à mon sens, à la préoccupation de M. NOYON.

Ci-joint, en retour, l'exemplaire du Journal Officiel communiqué.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé: Amouge

MA

S.N.C.F.

Paris - 1 MAI 1940

SERVICES FINANCIERS



Fo/E1 n° 15D

Monsieur le Chef du Service du Contentieux

Consortium Forestier
et Maritime

manque → J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une correspondance échangée entre M. le Président DEVINAT et le Directeur de l'Exploitation au Gabon.

Ainsi qu'il résulte du deuxième alinéa de sa lettre du 22 avril, M. NOYON estime qu'il y a lieu de porter officiellement à la connaissance des Services Publics et autres le changement de titre de l'organisme.

Etant donné la situation particulière du Consortium, qui n'est pas inscrit au registre du Commerce et n'a pas la personnalité civile, je me demande si une publication officielle est bien nécessaire pour aviser les organismes publics ou privés en relations avec le Consortium du changement de titre de celui-ci.

Ne suffirait-il pas de faire passer une annonce dans la rubrique ad hoc du "Journal Officiel de l'Afrique Equatoriale Française", dont je vous communique ci-joint un numéro récent ?

Dans l'affirmative, comme il importe de ne pas faire apparaître trop nettement la S.N.C.F., j'envisagerais de rédiger cette annonce comme suit :

"Par décision en date du 20 mars 1940 de son Comité de Gestion, le titre des CONSORTIUMS FORESTIER ET MARITIME DES GRANDS RESEAUX FRANCAIS a été modifié en celui de CONSORTIUM FORESTIER ET MARITIME des Chemins de fer français et son siège transféré au 17 de la rue de Londres - Paris (9^e)."

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me donner rapidement votre avis sur ce qui précède.

Le Directeur des Services Financiers

La Roche

CONSORTIUM FORESTIER
DES
GRANDS RESEAUX FRANCAIS
LIBREVILLE

"PAR AVION"

Maroc, le 22 Avril 1940

Gabon.

N2 FN/CR

A Monsieur le Président
du Consortium Forestier et Maritime
des Chemins de fer Français

17, rue de Londres
PARIS (IXe)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 3
courant, dont j'ai pris bonne connaissance.

J'ai noté le nouveau titre de l'organisme, Consortium Fo-
restier et Maritime des Chemins de fer Français, mais je pense
qu'il sera nécessaire de faire une publication officielle à
ce sujet avant d'en faire mention dans nos entêtes, sans quoi
nous aurons des difficultés avec les Services publics et autres,
notamment pour le règlement de nos factures.

Je remercie le Comité de m'avoir confirmé dans mes fonc-
tions de Directeur, et de m'avoir renouvelé ses marques d'es-
time et de confiance.

J'ai noté le nouveau domicile du Consortium :

17, rue de Londres.

Je vous prie, Monsieur le Président, de croire à mes sen-
timents cordialement dévoués.

LE DIRECTEUR

signé: NOYON

3 AVR 1940

FIL 174

Mon Cher Directeur,

Comme vous le savez, la constitution de la Société Nationale des Chemins de fer français a imposé une réorganisation des différents Services du Consortium.

Le principe de la nouvelle organisation a été approuvé par le Conseil d'Administration de la S.N.C.F., dans sa séance du 13 mars 1940.

Le nouveau titre de l'organisme est "Consortium Forestier et Maritime des Chemins de fer français".

Le Comité de Gestion, qui est maintenant en possession des pouvoirs nécessaires à la gérance et à l'administration des Concessions forestières, a, dans sa séance du 20 mars 1940, pris certaines dispositions utiles à la mise en oeuvre de la décision du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

Il vous a notamment confirmé dans vos fonctions de Directeur de l'Exploitation et m'a chargé, à cette occasion, de vous renouveler l'assurance de l'estime dans laquelle il tient votre compétence, votre valeur et votre dévouement.

Le Comité a également approuvé le libellé des pouvoirs qui vous sont destinés : le texte de ces pouvoirs vous sera adressé quand la décision du Comité sera juridiquement valable.

Par ailleurs, il a été décidé que le Consortium serait, le plus rapidement possible, domicilié au 17 de la rue de Londres, Paris (9^e), et je vous prie de vouloir bien diriger sur cette adresse tout le courrier que vous envoyez à Paris (y compris la correspondance avec la S.O.A.).

Des instructions dans le même sens sont données à M. CHARTON, dont les fonctions seront désormais limitées à celles de Directeur de la Société Occidentale Africaine.

Monsieur NOYON, Directeur de l'Exploitation du Consortium Forestier et Maritime des Chemins de fer français, à LIBREVILLE (Gabon).

Je vous tiendrai au courant, en temps utile, des autres dispositions qui seront prises.

Croyez, mon Cher Directeur, à mes meilleurs sentiments.

Le Président du Comité de Gestion
du Consortium Forestier et Maritime,

Signé: Deviaat

A.E.F.

8. 14 April 1928 registered in C^o

so 19 April 1928

Redd. 18 April 1928

D. 27. juillet 1930. so. 1. 6. 1930 -

application avec colonie de la loi de 1924
relative à l'immigration au registre de C^o.

D 80 de 1867 D 66. 4. 19

under application of law of 1867 & 1869

91 Mai 1896 D 76. 4. 1924 & 1925

proposed in law of 1867 & 1869

Re n° 260

9

Mai

40

Monsieur le Directeur des Services Financiers,

En réponse à votre lettre F O/E I N° 16 D, du 2 Mai, j'ai l'honneur de vous faire connaître que j'estime comme vous que la somme de 2.500 frs allouée à M. ALLEGRE ne saurait avoir un caractère différent de celles de même taux versées aux autres membres du Consortium.

Nous avons exposé à l'Administration des Contributions Directes que ces sommes correspondant à des frais effectifs de fonctions et ^{que} ne devant dès lors donner lieu à aucune taxation, il serait inutile d'en faire la déclaration.

L'Administration n'a pas encore donné de réponse officielle, mais il nous a été indiqué, à titre officieux, que jusqu'à nouvel ordre la S.N.C.F. pouvait s'abstenir de déclarer les sommes susvisées.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

René Arange

Monsieur le Directeur
des Services Financiers,

En réponse à votre lettre, FO/EI n° 16D,
du 2 mai, j'ai l'honneur de vous faire
connaître que j'estime comme vous
que la somme de 2500^f allouée à M. Allier
ne saurait avoir un caractère différent
de celles de même nature versées aux
autres membres du Consortium.

Nous avons exposé à l'Administration
les Contributions directes que ces sommes
correspondant à des frais effectifs de fonctions,
et en devant les leur donner lieu à aucune
taxation, il paraît inutile d'en faire la
liquidation.

L'Administration n'a pas encore
donné de réponse officielle, mais il nous a été
indiqué, à titre officieux, que jusqu'à nouvel ordre
le STCF pourrait s'abstenir de prendre les
mêmes mesures.

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

17, Rue de Londres, 17

Paris - 2 MAI 1940

Fo/E, N° 16 D

Personnelle

Monsieur le Chef du Service du Contentieux,

Consortium Forestier
et Maritime

Par lettre du 19 janvier dernier, vous avez bien voulu me faire parvenir une note dans laquelle vous exposiez les résultats de l'étude que vous avez faite relativement au statut à donner au Consortium Forestier et Maritime. Cette note précisait en particulier que le Consortium constitue une exploitation annexe et distincte du Chemin de fer, dont les Services sont des Services de la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, dans sa réunion du 9 Avril 1940, le Comité de Direction de la S.N.C.F. a approuvé la nomination de M. ALLEGRE en qualité de membre du Comité de GESTION du Consortium, en fixant à la somme nette de 2.500 Frs la rémunération annuelle.

La question se pose donc de déterminer la somme brute qui devra être versée à l'intéressé, de telle sorte qu'après déduction des diverses charges fiscales dont cette rémunération serait éventuellement passible, la somme nette restant à M. ALLEGRE soit égale à 2.500 Frs, montant de la rémunération allouée aux autres membres du Comité de Gestion.

Etant donné que, d'accord, je crois, avec l'Administration, les sommes allouées par la S.N.C.F. à ses représentants dans divers organismes ont le caractère de remboursement de frais et ne sont pas déclarées au fisc, je me demande si, dans le cas particulier du Consortium qui n'a pas de personnalité distincte de la S.N.C.F., les jetons distribués aux membres du Comité de Gestion ne pourraient pas être considérés également comme ayant le caractère de remboursement de frais. Dans cette interprétation, ces jetons n'auraient pas à être déclarés et leur montant pourrait être uniformément de 2.500 Frs. M. ALLEGRE touchant alors cette somme nette, comme les représentants de la S.N.C.F.

LE DIRECTEUR des SERVICES FINANCIERS,

L. Rochu

Dr M Jones

M. Allie - 2000⁺

Les 2000⁺ sont alloués pour courir
les frais professionnels -

Comme pour le somme versé à l'état
versé à M. Baran, les 2000⁺ ne sont
pas payables - de l'impôt fédéral sur le revenu
- de l'impôt certain
- de la retenue à la source.

Si - contrairement à la thèse soutenue
auprès de M. Baran - on arrive à faire une
distinction en 1961, cela indiquera
que les 2000⁺ sont alloués pour couvrir les
dépenses engagées par le allie pour
remplir les fonctions.

Remise à la cour
M. Allie
le 27/6/60

Paris, le 16 Avril 1940.

F.I.L.188

Consortium Forestier
et Maritime

Monsieur LEVENS,

Vous devez savoir que l'organisation nouvelle que la S.N.C.F. a estimé devoir donner à cet organisme, compte tenu notamment de l'étude juridique faite par votre Service, a été enterinée par le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. dans sa séance du 13 mars 1940.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Comité de Gestion de l'organisme considéré a tiré, dans sa réunion du 20 mars, les conclusions de cette décision du Conseil d'Administration.

Le Siège du Consortium est désormais domicilié au 17 de la Rue de Londres.

Par ailleurs, le Comité de Gestion a décidé de demander que M.ALLEGRE, ex-Délégué Général, soit appelé à faire partie dudit Comité.

Cette nomination a été approuvée par le Comité de Direction de la S.N.C.F., dans sa réunion du 9 avril courant. Il a été décidé en particulier que la rémunération nette de l'intéressé serait égale à celle des autres membres du Comité de Gestion, soit 2500^f par an.

La question se pose donc de déterminer la rémunération brute de l'intéressé, qui lui sera versée directement par le Consortium, de telle sorte qu'après déduction des diverses charges fiscales dont cette rémunération est passible, la somme nette restant à M.ALLEGRE, soit égale à 2.500 frs.

Quelles sont ces charges fiscales ?

Etant donnée la situation juridique du Consortium, je ne pense pas qu'il puisse être assimilé aux Sociétés visées à l'article 50 du Code Fiscal des Valeurs Mobilières : la rémunération allouée à M.ALLEGRE ne semble pas devoir représenter le montant de jetons de présence ou un remboursement forfaitaire de frais, visés au 42) de l'article précité. Il me paraît que la somme qui sera désormais allouée à M.ALLEGRE doit être considérée comme la rémunération d'un Conseil et qu'elle échappe à l'abattement de 30% visé

.....

Monsieur LEVENS
Inspecteur Principal Adjoint au Service du Contentieux

au 22) de l'article 51 du Code Fiscal des Valeurs Mobilières. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé jusqu'ici, la rémunération prévue pour les membres de l'ancien Comité de Direction ayant été toujours versée intégralement aux intéressés, soit directement, soit par l'intermédiaire du Réseau qu'ils représentaient audit Comité.

Dans mon esprit, la rémunération considérée ne saurait être passible que de l'impôt général sur le revenu, mais je suis embarrassé pour choisir la quotité raisonnable à adopter en l'occurrence.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me dire si vous partagez ma manière de voir et, dans l'affirmative, me préciser le point particulier visé à l'alinéa précédent.

Je vous pose la question parce que j'assure en fait, au moins provisoirement, le Secrétariat du Comité de Gestion. Dans le cas où vous estimeriez que cette demande doit faire l'objet d'une demande officielle de M. BROCHU à M. AURENGE, je vous prierais de me le faire savoir pour me permettre de faire immédiatement le nécessaire.

Croyez à mes sentiments entièrement dévoués.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'K. Kaban' or similar, with a long horizontal stroke extending to the left.

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

4 mai 1940

MARCHÉS

4940 Ln

Service Central: Installations fixes

Région:

OBJET DE LA CONSULTATION

Marché passé avec la Société de Construction des Batignolles
pour l'entretien de travaux de la traversée de Montreuil.

Suspension des travaux en 7^{ème} 1937, suivant lettre du 16/9.

Mise en demeure de reprendre les travaux.

Références :

Observations :

D^{re} N°

; Aff. :

prévu par le cahier des charges.

Or, il résulte de la lettre du 13 septembre 1959

que c'est d'accord entre les parties que l'exécution du

marché a été limitée à certains travaux déterminés dans

lesquels ne figurent pas ceux indiqués dans l'ordre de

service du 19 janvier 1960.

Dès lors, il est à considérer qu'un Tribunal, s'il

était saisi de la difficulté, ne devrait en aucun cas

Monsieur le Directeur du Service Central

des Installations fixes

travaux non compris parmi ceux dont l'exécution devait

être poursuivie aux termes de l'accord du 13 septembre.

Je joins au verso le dossier communiqué.

En réponse à votre lettre V e g I-E 305 6 du 4 Mai,

j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'étant donné
notre mise en demeure du 19 avril et les termes de la
dépêche ministérielle du 25 avril, nous ne pouvons que
maintenir la position qui a été prise dans cette affaire
à l'égard de la Société de Constructions des Batignolles.

Il ne faut pas toutefois se dissimuler que si la
question est portée en justice, il est très douteux que
les Tribunaux nous donnent gain de cause.

En effet, le marché n'a nullement prévu que le
Réseau pourrait à son gré ordonner la suspension des
travaux et en fixer la reprise à la date qui lui convien-
drait. Seuls la cessation absolue des travaux ou l'ajour-
nement prescrit pour une durée de plus d'une année sont

prévus par le cahier des charges.

Or, il résulte de la lettre du 16 Septembre 1939 que c'est d'accord entre les parties que l'exécution du marché a été limitée à certains travaux déterminés dans lesquels ne figurent pas ceux indiqués dans l'ordre de service du 19 Janvier 1940.

Dès lors, il est à craindre qu'un Tribunal, s'il était saisi de la difficulté, ne décide qu'un nouvel accord des parties était nécessaire en ce qui regarde les travaux non compris parmi ceux dont l'exécution devait être poursuivie aux termes de l'accord du 19 septembre.

Ci-joint en retour le dossier communiqué.

Amange

Monsieur le Directeur du Service Central
des Installations fixes

En réponse à votre lettre V e g I-E 305 6 du 4 Mai, j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'étant donné notre mise en demeure du 19 avril et les termes de la dépêche ministérielle du 25 avril, nous ne pouvons que maintenir la position qui a été prise dans cette affaire à l'égard de la Société de Constructions des Batignolles.

Il ne faut pas toutefois se dissimuler que si la question est portée en justice, il est très douteux que les Tribunaux nous donnent gain de cause.

En effet, le marché n'a nullement prévu que le Réseau pourrait à son gré ordonner la suspension des travaux et en fixer la reprise à la date qui lui conviendrait. Seuls la cessation absolue des travaux ou l'ajournement prescrit pour une durée de plus d'une année sont prévus par le cahier des charges.

Or, il résulte de la lettre du 16 septembre 1939 que c'est d'accord entre les parties que l'exécution du

marché a été limitée à certains travaux déterminés dans lesquels ne figurent pas ceux indiqués dans l'ordre de service du 19 janvier 1940.

Dès lors, il est à craindre qu'un Tribunal, s'il était saisi de la difficulté, ne décide qu'un nouvel accord des parties était nécessaire en ce qui regarde les travaux non compris ^{parmi} ceux dont l'exécution devait être poursuivie aux termes de l'accord du 19 septembre.

Ci-joint en outre le dossier communiqué.

S.N.C.F.

Service Central
des
Installations Fixes

Très urgent

4 MAI 1940

Ligne de
TOURS à SAINT NAZAIRE

Déplacement de la ligne
dans la traversée de la
Ville de NANTES.

Monsieur le Chef du Contentieux.

Marché du 4ème lot.
Sté de Construction
des Batignolles.

Veg^l E-3056

Je vous transmets ci-joint pour examen et avis sur la suite à donner, un dossier relatif à un litige qui vient de s'élever entre la S.N.C.F. et la Société de Construction des Batignolles, titulaire d'un marché du 12 Décembre 1936 qui lui a été confié par le PO-Midi pour les travaux du 4e lot de la traversée de NANTES.

Ce dossier comporte :

- // +
- 1°) Une note exposant la situation de cette affaire à la date du 19 Avril 1940.
 - 2°) La lettre du 19 Mars de l'entreprise refusant de poursuivre les travaux.
 - 3°) La lettre du 19 Avril de M. le Directeur Général, mettant en demeure l'entreprise de reprendre les travaux dans un délai de 20 jours, c'est-à-dire le 9 courant au plus tard.
 - x 4°) La réponse du 25 Avril de l'entreprise acceptant la reprise des travaux sous certaines réserves.
 - 5°) La lettre du 23 Avril de M. le Président GRIMPRET au Ministre des Travaux Publics pour le tenir au courant.
 - 6°) La lettre du 24 Avril de M. ALBERTIN, sous-secrétaire d'Etat, à la Société de Construction des Batignolles.

Je suis d'avis de maintenir avec rigueur la position que nous avons adoptée en mettant l'entreprise en demeure de reprendre les travaux pour le 9 courant et de poursuivre les mesures coercitives dans les conditions de l'article 35 des Clauses et Conditions Générales de la Compagnie du

P-O auxquelles se réfère le marché.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître votre avis d'urgence, compte tenu des réserves formulées par l'entreprise dans sa lettre du 25 Avril, de manière à me permettre d'adresser toutes propositions utiles à M. le Directeur Général avant le 9 courant.

Je suis à votre entière disposition pour vous fournir toute la documentation et toutes les précisions qui vous paraîtraient nécessaires.

LE DIRECTEUR



TRAVAUX DE NANTES

4ème Lot

~~ANNEXE IV~~

Situation en Avril 1940

En Septembre 1939, les travaux engagés par la S.N.C.F., sans intérêt immédiat pour les transports de guerre, furent temporairement suspendus.

// Par lettre du 16 Septembre 1939, M. R. LEVI, (1) répondant aux réserves de la Société des BATIGNOLLES, lui demandait de continuer exclusivement les travaux de caractère "confortatif", et l'informait qu'elle serait avisée des travaux accessoires reconnus utiles.

Au début d'Octobre, la Ville de Nantes, rappelant les difficultés de circulation de la guerre précédente, insistait vivement pour que fussent poursuivis les travaux de la traversée de Nantes.

(2)
Au cours d'une tournée à Nantes, en Octobre, M. le Directeur Général décidait d'accéder, en partit, au désir de la Ville en poursuivant notamment les travaux de suppression des passages à niveau de Chantenay.

Notification en fut faite le 25 Octobre 1939 au Directeur Technique de la Société des BATIGNOLLES (M. LE GOFF) par le Chef d'Arrondissement de Nantes, M. JEAN :

"Il vient d'être décidé d'achever complètement l'extrémité "côté Chantenay, c'est-à-dire : exécution de l'infrastructure entre "la tête ouest du souterrain et la plateforme des voies actuelles, "exécution de l'infrastructure de la voie de port, déviation de la "ligne actuelle de Tours à St-Nazaire, en utilisant les plateformes "nouvelles, remaniement et achèvement des voies publiques intérieures".

Le 4 Novembre 1939, M. LE GOFF accusait réception en ces termes:

"Pour nous permettre d'exécuter ces travaux, nous vous demandons de vouloir bien nous en fournir les moyens en nous accordant, "comme nous l'avons demandé à M. le Chef du Service de la Voie et "des Bâtiments, des avances provisionnelles à nous verser avant "qu'il soit statué sur nos autres demandes de résiliation ou "d'ajustement des prix du marché, que nous avons faites à différentes "reprises auprès de lui et de M. le Directeur Général de la SNCF."

Par lettre du 17 Novembre 1939, adressée à M. R. LEVI, la Société des BATIGNOLLES subordonnait la réalisation des travaux à un accord préalable sur les prix et sur les formules de révision à appliquer à partir du 16 Septembre, faute de quoi les travaux seraient définitivement arrêtés le 30 Novembre 1939.

- =====
(1) - Chef du Service V.B. de la Région de l'Ouest.
(2) - pour se rendre compte sur place de la situation.

M. R. LEVI confirmait, par lettre du 5 Décembre, les intentions de la S.N.C.F. formulées le 25 Octobre et renouvelées à la Société le 18 Novembre, lors d'une entrevue chez M. le Directeur Général.

Il convient de rappeler que la totalité des travaux du 4e lot devaient être achevée le 15 Mai 1940.

Si la Société des BATIGNOLLES, au lieu de prendre près d'un an de retard, avait poursuivi ses travaux avec diligence, les ouvrages de Chantenay eussent été terminés au début de 1939.

Au cours d'une tournée, le 20 Mars 1939, à laquelle assistaient :

- pour la S.N.C.F. (Ouest) : M.M. R. LEVI et VAUBOURDOLLE,
- pour la Société des BATIGNOLLES : M. BERAUD,

il était reconnu encore possible de terminer dans un délai de 6 mois (soit pour le 1er Octobre), les tabliers des ouvrages du Boulevard de la Liberté et de la rue Chevreul, et le report des voies sur la plateforme nouvelle. La déviation de la rue Chevreul représentait un mois supplémentaire de travaux, et la déviation du Boulevard de la Liberté, 2 mois et demi.

D'après le programme concerté fin Octobre 1939 entre M. LEPRON (Ingénieur SNCF) et le Représentant local de l'Entreprise, un effectif de 220 ouvriers devait permettre de dévier la voie ferrée pour le 30 Avril 1940 et de terminer les travaux de suppression de P.N. pour le 31 Août 1940.

Au 1er Décembre 1939, il y avait encore 300 ouvriers sur le chantier.

La Société pouvait donc, sans difficultés, mener à bonne fin des travaux dont l'importance (3 à 4 millions) était faible, comparée aux travaux du 4e lot (environ 40 millions).

La S.N.C.F. soumettait, en conséquence, le 16 Janvier 1940, à M. le Ministre des Travaux Publics, un programme réduit comportant la suppression des P.N. de Chantenay et ceux des abords de la gare d'Orléans.

Par décision du 1er Mars 1940, M. le Ministre des Travaux Publics approuvait ces propositions "répondant à l'objet principal du projet de déplacement de la voie ferrée dans la traversée de Nantes".

Mais la Société, au lieu de poursuivre activement les travaux de Chantenay, retirait progressivement du chantier le matériel et la main d'oeuvre.

Un Ordre de Service du 19 Janvier 1940 de M. R. LEVI invitait la Société des BATIGNOLLES à exécuter les travaux prescrits par lettres du 19 Septembre 1939 et du 25 Octobre 1939.

Alors qu'elle pouvait encore, sans difficulté insurmontable, exécuter les travaux prescrits, l'Entreprise abandonnait son chantier et pratiquement, au début d'Avril, la totalité du personnel et du matériel en était retirée.

Emue de cette situation, la Ville de Nantes élevait une énergique protestation par lettre du 9 Avril 1940.

Avant de suspendre pour une durée indéterminée les travaux du 4e Lot, la S.N.C.F. s'était, en effet, attachée, à la demande de la Ville, à remettre en état de viabilité les chaussées.

La suppression des P.N. de Chantenay, qui répondait également à cette préoccupation, doit être poursuivie.

Il ne saurait donc être question d'accorder à l'Entreprise la résiliation de son Marché, et la S.N.C.F. lui fera supporter les dépenses supplémentaires qui résulteront de sa carence.

Pour justifier cette carence, la Société invoque le fait qu'elle est maintenant engagée dans des travaux intéressant la Défense Nationale ce qui ne lui permet plus de poursuivre les travaux de Chantenay.

La Société ne fournit d'ailleurs pas la preuve que tous ses nouveaux engagements soient antérieurs au 25 Octobre, ou qu'elle ait été dans l'impossibilité absolue de les rendre compatibles avec ses engagements anciens.

La Société ne pourrait valablement soutenir qu'il lui était impossible de poursuivre ses travaux de Chantenay.

En effet, la S.N.C.F. a adjugé, en Décembre 1939, la suppression du P.N. Camot, travaux actuellement en cours.

Au triage du Blottereau (entrepris en Janvier 1940), et en gare de Nantes-Etat, la S.N.C.F. vient, en outre, de confier à divers Entrepreneurs nantais des travaux de génie civil aussi importants que les travaux restant à faire à Chantenay.

Il est donc inconcevable que la Société des BATIGNOLLES ait abandonné de tels travaux pour entreprendre, dans la région nantaise, des casernements, des cités ouvrières, des installations

.....

sociales ... , travaux que toute autre Entreprise pouvait, aussi bien qu'elle, exécuter.

La Société a donc, de ce fait, encouru une grave responsabilité.

Pour achever ces travaux "d'intérêt public", approuvés le 1er Mars 1940 par le Ministre, et pour conserver tous ses droits, la S.N.C.F. met en demeure la Société de Construction des BATIGNOLLES de reprendre les travaux dans un délai de 20 jours.

27/4/40

COPIE D 736/47
faite le 29/4/40Société de Construction
des BATIGNOLLES

RECOMMANDÉE

PARIS, le 25 Avril 1940

Siège Social
11, rue d'Argenson PARIS (8^e)

Monsieur le Directeur Général,

8^e CENTRAL DES INSTALLATIONS FIXES

"Pour examen et avis
des réserves
B, d'accord
avec le Contentieux".

Signé: LE BESNERAIS

Nous avons l'honneur de vous faire connaître les observations et réserves qu'appelle de notre part, votre lettre recommandée du 19 Avril 1940, par laquelle vous nous invitez et, en tant que de besoin, nous mettez en demeure de satisfaire, dans un délai de vingt jours, aux prescriptions d'un Ordre de Service daté du 19 Janvier 1940, et annexé à votre envoi.

1^o) A la date du 16 Septembre 1939, Monsieur le Chef de Service de la Voie et des Bâtiments nous informait que le désir de la S.N.C.F. était de voir continuer exclusivement les travaux ayant un caractère confortatif et achever le P.S. du Boulevard de la Liberté.

La décision prise par votre Administration avait ainsi pour effet de diminuer d'une façon définitive les travaux prévus par notre Marché, et de limiter ceux dont l'exécution pourrait, par la suite, nous être demandée, aux travaux d'ordre confortatif.

La cessation absolue de tous les autres travaux se trouvait donc acquise avec comme conséquence la résiliation partielle de notre Marché, dans les conditions de l'article 34 du Cahier des Clauses et Conditions Générales.

Cette solution ressort d'ailleurs des dispositions mêmes de la lettre de M. l'Ingénieur LEVI en date du 5 Décembre 1939, dans laquelle il précisait notamment que "la suspension des travaux de souterrain serait considérée comme faite dans l'intérêt des deux parties et qu'aucune indemnité de résiliation ne serait donc à envisager", ce qui, indépendamment de toutes observations que nous aurions à faire à ce sujet, montre bien que nous nous trouvions dans un cas d'application de l'article 34, visant la

Monsieur LE BESNERAIS,
Directeur Général de la Société Nationale des Chemins de fer Français,
88, rue Saint-Lazare à PARIS

AVISE : SERVICE CENTRAL DES INSTALLATIONS FIXES "Pour examen et avis sur les réserves faites, d'accord avec le Contentieux".
SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS COMMANDES ET MARCHES.

cessation des travaux et non leur ajournement.

Or, ainsi que nous l'avons exposé dans notre lettre du 4 Novembre 1939 à M. l'Ingénieur, les travaux d'achèvement complet de l'extrémité côté CHANTENAY dont vous entendez nous imposer l'exécution, ne rentrent en aucune manière dans le cadre de la lettre du 16 Septembre 1939, qui définit les travaux constituant désormais, pour l'avenir, le seul et unique objet de notre Marché.

Sans doute M. le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments avait-il réservé, le 16 Septembre 1939, à l'Administration, le droit de faire exécuter des travaux accessoires, mais les travaux à exécuter côté CHANTENAY ne présentent pas ce caractère, ce qui est d'ailleurs mis en évidence par le fait qu'ils correspondent, aux prix du devis, au tiers environ du montant des travaux restant à exécuter le 16 Septembre 1939, suivant les évaluations du devis.

Il apparaît donc que l'achèvement de l'extrémité du côté CHANTENAY nous est prescrit en dehors de nos obligations contractuelles et qu'il s'agit là d'un travail étranger à notre Marché, qui comme tel, doit, s'il est exécuté, nous être payé dans des conditions de prix toutes nouvelles tenant compte de nos dépenses et de la rémunération normale de notre activité. C'est donc contraints et forcés et sous réserve, tant des demandes de révision de prix ou de résiliation antérieurement présentées, que des observations nouvelles de la présente lettre, que nous procèderons à son exécution dont l'initiative revient à votre Administration qui en assumera les risques.

2°) Pour ce qui concerne les travaux d'ordre confortatif dont l'exécution est ordonnée, nous vous renouvelons les réserves déjà exposées dans nos lettres précédentes relatives à leurs conditions de règlement.

3°) Pour des raisons de force majeure ou de circonstances qui sont du fait de votre Administration, nous vous faisons enfin connaître que le délai de 20 jours que vous nous avez imparti, est manifestement trop bref pour nous permettre de donner aux travaux l'activité prescrite.

En présence de la décision du 16 Septembre 1939, nous avons, en effet, disposé de notre personnel et de notre matériel pour exécuter des travaux de Défense Nationale. Nous devons donc nous procurer du matériel, ce qui, notamment pour les camions, ne sera possible que si nous obtenons les licences. Nous devons aussi recruter du personnel, ce qui nous conduira certainement, en raison de la situation nantaise, à faire venir des ouvriers d'autres régions et sans doute même de l'Etranger, opération entraînant l'intervention des autorités administratives.

C'est dans ces conditions que nous faisons le nécessaire

sur
faite

pour entreprendre, dans le plus bref délai, l'exécution des travaux que vous nous ordonnez et ce, sous les réserves exposées ci-dessus.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de notre considération distinguée.

LE PRESIDENT,
Administrateur Délégué,

(s) Ernest GOUIN

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

170/10

4 mai 1940

PERSONNEL

Service Central :

Personnel

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

4941 Lu

Demande de mesures administratives à prendre en ce qui
concerne M^{lle} Vint, M^{me} Heimmann et Mailhan,
par le Ministère de l'Intérieur.

Références :

Observations :

D^r N°

; Aff. :

Mai 1940

N O T E

pour Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel

La demande adressée au Ministre des Travaux Publics concernant M^{lle} VINCOT, M. REINIMANN et MAILHAN ne paraît pas susceptible d'être accueillie par le Département de l'Intérieur.

Le décret du 13 novembre 1939 (J.O. du 19) permet bien à l'autorité administrative d'astreindre les individus dangereux pour la Défense Nationale ou pour la sécurité publique à résider dans des centres spéciaux.

Mais je crains qu'en la circonstance on nous reproche de ne pas prendre d'abord nous-mêmes les sanctions administratives dont nous disposons.

Il est certain que les mesures disciplinaires prévues par le décret du 9 avril 1940 pourraient être appliquées aux intéressés.

Il est vraiment contradictoire de demander au Ministre

de l'Intérieur de se substituer à nous pour écarter du service du Chemin de fer des agents indésirables.

S'il y a lieu à envoi dans un camp de concentration, ce ne peut être, à mon sens, qu'après révocation ou suspension.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé Nguyen

MINISTÈRE
DE
L'ARMEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Cabinet Civil
Du Ministre

Paris, le 19

Pour

à d. - par 24 -
concord

Y^{de} Vinot

fact
8/1/60

classement par la Parigine - (M. B. B.)
5/1/60

D. Pr. N° _____

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT.

DIRECTION.

CONTENTIEUX.

No _____

NATURE DE L'AFFAIRE.

Bord de l'Affaire M. L. D. G.

RÉSULTAT.

N O T E

pour Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel

Du seul point de vue des textes, il est difficile de résoudre le cas de M. DAUL de façon satisfaisante.

DAUL a été régulièrement mis en disponibilité ^{un jour} du fait de son mandat pour une durée de quatre ans. En fait, dès lors ^{qu'un mandat a pris fin} qu'il est déchu, il a vocation à reprendre son emploi.

Aux termes de la convention collective - qui, à ma connaissance n'a pas été modifiée sur ce point par application du Décret du 6 octobre 1939 - sa demande ^{de réintégration} est recevable, et il devrait être repris dès que possible.

Je ne vois pas, en effet, qu'on puisse lui opposer des circonstances de fait, telles que l'absence de vacances, étant donné la nature modeste des fonctions qu'il exerçait.

La mesure de déchéance prise contre lui par la Chambre n'est pas de nature non plus à étayer un refus de réintégration, dans le cadre de la réglementation sur la disponibilité. Les deux questions sont sans rapport.

Comme l'envisage le Ministre, ce n'est que sur le terrain disciplinaire que la difficulté peut être résolue.

Le décret du 9 avril 1940 nous permet-il d'agir à cet égard?

Je considère comme indiscutable que ce texte, d'ordre disciplinaire, n'a pas d'effet rétroactif et ne peut sanctionner qu'une activité, une attitude ou une manière de servir postérieure à la publication du décret.

Pour l'opposer à DAUL, il faut donc que son attitude depuis le 9 avril soit critiquable, ce qui me paraît pouvoir être affirmé.

La Chambre des Députés, par sa décision du 20 février, a estimé que la lettre de répudiation de DAUL n'était pas sincère, ^{et} mais qu'elle était ~~au con-~~
^{traire} ~~traire~~ démentie par certains de ~~des~~ actes postérieurs, ^{par exemple}
~~ne serait-ce que~~ par le choix de son Avocat.

DAUL n'a rien fait depuis pour prendre une attitude catégoriquement en opposition avec son attitude antérieure : il n'a donc pas clairement manifesté comme le veut la loi qu'il est sans lien avec la doctrine qu'il soutenait.

Il s'agit là peut-on dire d'un délit continu dont la preuve résulte du passé de DAUL et dont la non existence ne pourrait résulter que d'actes positifs de ce dernier.

un renseignement

Nous sommes ~~donc~~ fondés à faire application à DAUL, comme l'indique le Ministre, des dispositions de l'article 3 du décret. Ce texte - à la différence de l'article 1^{er} qui suppose des actes positifs difficiles à établir en la circonstance - vise en termes larges l'absence d'une manifestation claire de rupture complète de tout lien de solidarité avec les activités interdites par la loi.

On peut se demander toutefois si la suspension édictée par l'article 3 n'aurait pas pour conséquence au cas où DAUL serait ultérieurement réintégré à la S.N.C.F. d'entraîner le paiement de son traitement en vertu des règles du Statut.

Il convient, à mon sens, de répondre à cette question par la négative.

La suspension prévue par l'art. 3 n'est nullement celle qui peut être prononcée dans les termes du Statut à l'égard de tout agent qui compromet l'exécution du service ou commet une faute grave. Il s'agit ici d'une mesure spéciale prise pendant la durée des hostilités dans l'intérêt supérieur de la défense nationale et nettement distincte de la suspension prévue par le Statut en vue des intérêts propres de l'exploitation du Chemin de fer.

On ne saurait donc à mon sens appliquer les règles du statut à la suspension prévue par le décret

du 9 avril 1940.

Dans ces conditions, la lettre à adresser à M. DAUL pourrait être rédigée conformément au projet ci-joint.

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

Bureau

Dossier N°

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)

PARIS, LE Mai 1940

45, rue Saint-Lazare (9^e)
Télép. : Pigalle 95-85

Monsieur,

Par lettre du 27 février dernier, adressée à
M. l'Ingénieur Principal des Ateliers de Bischheim,
repliés à Tours, vous avez exprimé le désir d'être réin-
tgré dans vos anciennes fonctions à la S.N.C.F.

Je vous informe que je ne puis accueillir votre
demande.

La décision prise par la Chambre des Députés
le 20 février 1940 constatant votre déchéance établit
que vous n'avez pas catégoriquement manifesté avoir
rompu tout lien de solidarité avec les activités inter-
dites par la loi, et par ailleurs votre attitude à cet
égard ne s'est pas modifiée.

Vous faisant application des dispositions ~~des~~
~~décrets des 18 novembre 1939 et 9 avril 1940~~, je vous
suspens de vos fonctions dans les termes et les condi-
tions ~~des~~ dits décrets.

Recevez, Monsieur, mes salutations.

JOURNAL OFFICIEL DU 10.4.1940.

Décret relatif aux sanctions administratives encourues par les Fonctionnaires et agents des services publics ou concédés qui se livrent à une propagande de nature à nuire à la défense nationale (p. 2623).

R A P P O R T
au PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE.

Paris, le 9 Avril 1940.

Monsieur le Président,

Au moment où le Gouvernement décide d'aggraver les dispositions pénales contre toute propagande susceptible de nuire aux intérêts de la défense nationale, il a paru nécessaire de préciser, dans la forme d'un décret ayant force de loi, les sanctions auxquelles s'exposent les fonctionnaires, employés ou agents des services publics ou concédés qui persisteraient, par leur action ou par leur attitude, à marquer qu'ils n'ont pas complètement rompu avec une doctrine condamnée par la loi.

En fait, le décret du 18 Novembre 1939, suspendant pendant la durée des hostilités certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés, a déjà donné aux chefs d'administrations ou de services, aux autorités municipales comme aux autorités de tutelle, les pouvoirs les plus étendus. Il n'est donc nécessaire que de préciser ces pouvoirs en indiquant les circonstances où leur usage peut devenir obligatoire.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères,
paul REYNAUD.

Camille CHAUTEMPS - Edouard DALADIER - Lucien LAMOUREUX - Henri ROY, C. CAMPINCHI - Laurent EYNAC - A. de MONZIE - Charles POMARET - PAUL THELLIER - Albert SEROL - Albert SARRAUT - Georges MONNET - Raoul DAUTRY - Henri QUEUILLE - L.O. FROSSARD - Albert RIVIERE - Louis ROLLIN - A. RIO - Georges MANDEL - Jules JULIEN - Marcel HERAUD.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, du Vice-Président du Conseil, Ministre de la coordination, du Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, du Ministre des Finances, du Ministre de l'intérieur, du Ministre de la Marine Militaire, du Ministre de l'Air, du Ministre des Travaux Publics et des Transports, du Ministre du Travail, du Ministre de l'Agriculture, du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, du Ministre de l'Education Nationale, du Ministre du Blocus, du Ministre de l'Armement, du Ministre du Ravitaillement, du Ministre de l'information, du Ministre des anciens combattants et pensionnés, du Ministre du Commerce et de l'Industrie, du Ministre de la Marine Marchande, du Ministre des Colonies, du Ministre des Postes, Télégraphes, Téléphones et des transmissions et du Ministre de la Santé Publique;

Vu le décret du 26 Septembre 1939, prononçant la dissolution du parti communiste;

Vu le décret du 18 Novembre 1939 suspendant, pendant la durée des hostilités, certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés;

Vu la loi du 8 Décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 Juillet 1938;

Le Conseil des Ministres entendu ,

Décète :

Art. 1er.- Pendant toute la durée des hostilités tout fonctionnaire, employé, agent appartenant à une Administration, à un service public d'Etat, des départements, des communes, des colonies d'outre-mer, ainsi que des services concédés relevant de ces collectivités, qui se sera livré, au cours ou en dehors de ses fonctions, à des actes de quelque nature qu'ils soient, susceptibles de servir la propagande d'un parti dissous ou généralement de nuire aux intérêts de la Défense Nationale, fera l'objet d'une révocation immédiate prononcée par l'autorité qui a nommé le fonctionnaire, l'employé ou l'agent.

Art. 2.- En ce qui concerne les fonctionnaires ou agents des services publics communaux, et, à défaut d'une décision prise par l'autorité qui a nommé le fonctionnaire ou l'agent, la révocation sera prononcée par le préfet, dans les conditions prévues aux articles 1er et 2 du décret du 26 Septembre 1939, relatif à la tutelle administrative.

Art. 3.- Pendant la même période, la suspension des fonctionnaires, employés, agents visés dans les précédents articles pourra être prononcée par les mêmes autorités, lorsque, ayant appartenu

.....

à un parti ou à une organisation dissous, ces fonctionnaires ou agents n'auraient pas clairement manifesté par leur attitude ou leur manière de servir qu'ils ont rompu complètement tout lien de solidarité avec les activités interdites par la loi.

Art. 4.- Le Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères, le Vice-président du Conseil, Ministre de la Coordination, le Ministre de la Défense Nationale et de la Guerre, le Ministre des Finances, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Marine Militaire, le Ministre de l'Air, le Ministre des Travaux Publics et des Transports, le Ministre du Travail, le Ministre de l'Agriculture le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, le Ministre de l'Éducation Nationale, le Ministre du Blocus, le Ministre de l'Armement, le Ministre du Ravitaillement, le Ministre de l'Information, le Ministre des Anciens Combattants et pensionnés, le Ministre du Commerce et de l'Industrie, le Ministre de la Marine Marchande, le Ministre des Colonies, le Ministre des Postes, Télégraphes, Téléphones et des transmissions et le Ministre de la Santé Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera soumis à la ratification des Chambres dans les conditions prévues par la loi du 8 Décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 Juillet 1938, et publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à Paris, le 9 Avril 1940.

Albert LEBRUN.

Paul REYNAUD
Camille CHAUMPS
Edouard DALADIER
Lucien LAMOUPEUX
Henri ROY
C. CAMPINCHI
Laurent EYNAC
A. de MONZIE
Charles POMARET
Paul THELLIER

Albert SEROL
Albert SARRAUT
Georges MONNET
Raoul DAUTRY
L.O. FROSSARD
Albert RIVIERE
Louis ROLLIN
A. RIO
Georges MANDEL
Jules JULIEN
Marcel HERAUD.

SERVICE DU CONTENTIEUX

172 AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

4943

Service Central :

Sec du Personnel

Région :

9 Mai 1940

OBJET DE LA CONSULTATION

M^{me} Sininck Marcelle
Demande un emploi d'auxiliaire

Références :

Observations :

D^r N° 4943 ; Aff. : Demandes d'un emploi d'auxiliaire

9 Mai 40

N O T E

pour Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel

Le Cabinet du Ministre de la Justice demande au Contentieux, en raison de nos rapports de service, de vouloir bien vous recommander une demande d'emploi comme auxiliaire expéditionnaire formée par M^{me} SININCK Marcelle, 18, rue Coysevox à Paris (18^e).

La postulante serait femme de mobilisé.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître si cette demande est éventuellement susceptible d'être retenue.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : Ameryx

SERVICE DU CONTENTIEUX

173
AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

4944

Service Central :

Sc du Personnel

Région :

9 mai 1940

OBJET DE LA CONSULTATION

M. Desor Jean

demande un emploi d'auxiliaire

Références :

Observations :

Dⁿ N° 4944; Aff. : *Demande d'un emploi d'auxiliaire*

89

173 hr

9 mai 1940

PERSONNEL

14.2 Personnel

DESOR

demande d'un emploi d'auxiliaire

4944 hr

9 Mai

40

Monsieur le Directeur du Service Central
du Personnel,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-jointe
une demande de M. Jean DESOR qui désire obtenir un
emploi d'auxiliaire dans les bureaux de la S.N.C.F.

Cette demande m'a été remise par M. l'Intendant
Militaire GEDON avec qui nous avons des rapports de
service et dont M. DESOR est le neveu.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien
m'indiquer si cette candidature est susceptible d'être
prise en considération.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Régis Aureau

Monsieur le Directeur
du Service Central des Personnels,

J'ai l'honneur de vous faire
parvenir ci-jointe une demande
de M. Jean Desor qui désire obtenir
un emploi d'auxiliaire dans les bureaux
de la S.N.C.F.

Cette demande m'a été remise
par M. l'Intendant Militaire
Gedon avec ^{mes vœux} qui ~~ai les~~
~~au Ministère de l'Armement~~
rapports de service et dont
M. Desor est le père.

Je vous suis reconnaissant de
vouloir bien m'indiquer si cette candidature
est susceptible d'être prise en considération.

D^{re} N^o 4945 ; Aff. :

N^o 4945

9 mai 1940

du

Permis

Service Central : *Secrétariat*

Région : _____

OBJET DE LA CONSUL

M. Malinski

Permis

Références :

Observations :

60

174 ~~bu~~

1st Feb

9 Mar 1940

M. MALINSKI

Permis

4945 ~~bu~~

9 mai

40

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous retourner ci-joints deux bons de réduction à quart de place délivrés pour le parcours Amiens-Bourges à Monsieur MALINSKI.

M. MALINSKI étant mobilisé comme officier, ces bons - passibles de l'impôt - sont évidemment pour lui sans utilité et il vient en conséquence de me les retourner. M. MALINSKI se demande s'il n'y a pas eu un malentendu, eu égard aux accords pris avec lui.

Il est d'ailleurs inutile de revoir la question pour le moment.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

signé Bureau

Monsieur le Secrétaire Général,

Je vous prie d'insérer
ci-joints deux bons de rétribution
à quest de place liturés pour le
parcours Amiens - Bourges -
Monsieur Malinski.

M. Malinski étant mobilisé,
ces bons - passibles de l'impôt - sont
évidemment pour lui sans utilité
et il vient en conséquence de me les
retourner. J'espère
qu'il en aura besoin, en ayant
des amants pas plus en.

Il est d'ailleurs inutile de
revier par question pour le
moment.

SERVICE DU CONTENTIEU

AFFAIRES GÉNÉRALES

D^{er} N°

N°

145

4946 dm

Service Central: Com

Région: M. S. L. A.

OBJET DE LA CONSU

Proposition de majoration de tarif A
camionnage.

Réjet à la Ministère qui se baserait
probable
concernant le contrôle des prix

Références :

Observations :

POUR HAUSSE DES PRIX 83 CONDAMNATIONS 17 FERMETURES ET 31 POURSUITES

La préfecture de police communale a été prononcée par le tribunal correctionnel pour majoration illicite des prix et des peines allant jusqu'à six mois de prison et à 1.000 francs d'amende.

Le comité départemental de surveillance des prix s'est réuni vendredi dernier. Il a décidé la transmission au parquet aux fins de poursuites correctionnelles de trente-et-un dossiers pour majoration illicite des prix dont vingt-six concernent des denrées alimentaires et cinq des articles divers, notamment des bicyclettes.

Dix-sept fermetures d'établissements ont été edictées pour des durées diverses allant jusqu'à trois mois.

En outre, il a été procédé au retrait de 15 autorisations de vente et dans certains cas les S.P. ont été retirés à ceux qui en bénéficiaient.

Depuis la dernière réunion du comité départemental, en date du 6 septembre, 83 condamnations ont

Maintien des prix

Il est rappelé aux commerçants et industriels que la loi du 13 août dernier a prorogé jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement le délai de trois mois à dater du 1^{er} mai pendant lequel aucune hausse ne pouvait être autorisée. Des dérogations pourront être apportées à cette interdiction à titre exceptionnel dans les conditions fixées par la loi par décision du sous-secrétaire d'Etat aux Finances.

Représentation g/pis - jurisprudence.

C. Bonje 1/2/1940 DH. 1940 p. 106.
rapport pour l'Université à l'égard de
communauté vendant les marchandises
litigieuses dans le Doyen 1937. (art 1- DL. 940)

min. M. D. Lammes - Ing. J. L. - 459
officielle - 9 Sept
D. L. 9 Sept 1940.

prop)
Dép. Immigration, fatigue et larmes

- nous avons été affectés -
avant de commencer

- vers une attitude d'off. état
d'esprit. Ils ne peuvent
continuer. 9 mai 40

capt. S. D. L.

Je M. M. M. M. M.
on pourra être à
M. Barthelot pour l'abandonner

Le front des troupes de fatigue et de fait. Objectif de troupes
spéciales qui permettent le contrôle des pouvoirs publics.
(art 20).

En conséquence, l'armée, maintenant pénalisée, doit être
contrôlée officiellement les plus qui étaient-les, les deux
à la fin de la nuit 1940 et ont été complètement absorbés.
Les troupes spéciales qui ont été déjà ~~la~~ une partie
particulière de l'armée et de l'armée qui concerne toujours
sa sphère d'application.

11 mai 40

phys 10 de 16 sept p 11686

29/11/1960 10 1^{er} Mars 1955

9 avril 1960 10 de 10 avril p 262h
20 Mars 1960 10 de 22 Mai - organisation du
contrôle.

Article By Commission Mars 1960

Monsieur Aurenge.

Copie du Rapport approuvé par
Monsieur le Directeur Général.

Une démarche sera faite très
prochainement auprès du représentant
de Monsieur Kautz, à Bischwiller, pour
donner connaissance de nos offres.

Crouville le 8 Mai 1940.

recu 9

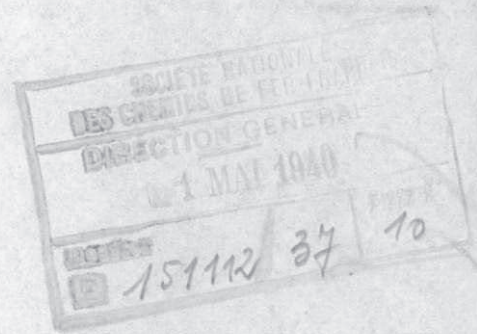
Minute

X

A.V

5.871^{Bt}/Est

Affaire KAUTZ



R A P P O R T

à Monsieur le Directeur Général

Sc du Contentieux
d'accord
LB

M. Jules KAUTZ, 40 ans, cultivateur à Herrlisheim (Bas-Rhin), a perdu dans le tamponnement de Brancourt, survenu le 11 septembre 1939 :

- 1°- sa femme, Elise KAUTZ, 36 ans,
- 2°- son fils, Marcel, 5 ans,
- 3°- son beau-fils, Georges HEINRICH, né d'un précédent mariage de sa femme, 18 ans,
- 4°- et son père, Georges KAUTZ, cultivateur, 74 ans.

Sa mère, M^{me} Caroline KAUTZ, âgée de 65 ans, a été grièvement blessée dans le même accident.

M. Jules KAUTZ nous réclame :

pour la perte de sa femme.....180.000 frs
pour celle de son fils..... 60.000 frs
pour celle de son beau-fils..... 100.000 frs
soit au total.....340.000 frs

De son côté, M^{me} Caroline KAUTZ nous demande une indemnité de 240.000 frs pour la mort de son mari.

Le préjudice subi, tant par M. Jules KAUTZ que par M^{me} Caroline KAUTZ est, de toute évidence, considérable, mais les sommes réclamées sont néanmoins très exagérées.

A/ Le préjudice de M. Jules KAUTZ pourrait s'évaluer ainsi :

M^{me} Elise KAUTZ, sa femme, était employée à la Société Alsacienne de filature et de tissage de jute, au salaire annuel de 13.000 frs environ.

On peut estimer que la victime utilisait, pour ses dépenses personnelles et pour celles de son fils Marcel, âgé de 5 ans, une somme de 9.000 frs.

Si on retire cette somme du salaire annuel de M^{me} KAUTZ, il reste 4.000 frs dont le mari se trouverait privé personnellement par la mort de sa femme. Cette somme correspond, d'ailleurs, aux frais de remplacement de la victime pour les soins de son ménage - ces frais pouvant équitablement être estimés à 12 francs par jour environ.

Une rente de 4.000 frs représente, à l'âge de la victime, et d'après les barèmes de la Caisse Nationale des Retraites, un capital de 68.000 frs. Cette somme elle-même doit être amputée de 20 % pour tenir compte de l'avantage procuré par le versement immédiat d'un capital.

Au préjudice matériel ainsi chiffré à 54.000 frs, s'ajoute un préjudice moral très important, tant pour la mort de M^{me} Elise KAUTZ que pour celle de son fils et de son père. Il n'est pas douteux que, dans le cas présent, le Tribunal se montrerait particulièrement large vis-à-vis du demandeur dans l'estimation de ce préjudice.

L'attribution d'une indemnité de 30.000 frs pour la perte de sa femme et de celle de 45.000 frs pour la mort de son fils et de son père, soit 75.000 frs au total, serait certainement très modérée.

J'estime par contre qu'il n'y a rien à lui offrir pour la disparition de son beau-fils.

Une indemnité globale de 130.000 frs pourrait donc être envisagée pour réparation du préjudice subi par M. Jules KAUTZ.

B/ En ce qui concerne M^{me} Caroline KAUTZ, son préjudice, du fait de la perte de son mari, semblerait être le suivant :

M. Georges KAUTZ, âgé de 74 ans, dirigeait une exploitation agricole de 8 hectares environ, dans la commune de d'Herrlisheim, qui lui rapportait 38.000 frs par an.

Mais M^{me} KAUTZ, à qui il reste son fils Jules, est héritière, pour partie, de son mari. Elle aura, par suite,

sa part de bénéfices que pourra réaliser son fils qui, cultivateur lui-même, prendra vraisemblablement la direction de l'exploitation de son père.

Il ne s'agit donc, en l'espèce, que d'un préjudice moral qui pourrait être évalué seulement à 25.000 frs, étant donné le grand âge de la victime.

Nous pourrions accepter de porter cette somme à 30.000 frs pour tenir compte à M^{me} KAUTZ de la perte de son petit-fils Marcel.

Nous aurons, en outre, à verser à M^{me} KAUTZ une indemnité pour ses blessures, quand celles-ci seront consolidées.

J'ai, en conséquence, l'honneur de demander à Monsieur le Directeur Général de bien vouloir m'autoriser à tenter une transaction sur les bases ci-dessus et, au cas où les intéressés n'accepteraient pas nos offres, de laisser s'engager un procès.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

signé: AURENGE

A XV

JD

- Dr. 5871-

Kantor

particly avoid in the direction
same in respect to direction
Est if possible - Ewanda?

8

Mai

1940

Monsieur CHAUVIGNÉ

Chef de la Division Commerciale

Région de l'Est

J'ai l'honneur de vous retourner ci-joint le dossier que vous aviez bien voulu me communiquer dans l'affaire KAUTZ, relative à l'accident de Brancourt du 7 septembre 1939.

M. le Directeur Général vient d'arrêter les bases de la transaction qui pourrait être proposée aux ayants droit. Les pourparlers vont être immédiatement repris dans ce sens.

Un rendez-vous a été pris avec les intéressés pour lundi prochain.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

signé: Aureuge



29 Avril 1940.

C G¹

Monsieur BOUZINAC
Inspecteur Principal Adjoint

Ci-joint en communication un dossier concernant l'accident survenu le 11 septembre dernier à Buacourt, à plusieurs membres de la famille de M. KANTZ de Rohrwiller (Bas-Rhin), avec prière de bien vouloir le retourner après usage à la Division Commerciale de la Région de l'Est.

De la part de M. CHAUVIGNÉ, Chef de la Division Commerciale et comme suite à sa communication téléphonique du 29 courant.

Projet de loi
du Ministère des Finances

Juin 1900

Le projet de loi ci-dessus énoncé a été soumis au Ministre
des Finances et a été adopté par le Conseil des Ministres le 15
Juin 1900. Le projet de loi ci-dessus énoncé a été soumis au
Ministère des Finances et a été adopté par le Conseil des
Ministres le 15 Juin 1900. Le projet de loi ci-dessus énoncé
a été soumis au Ministre des Finances et a été adopté par le
Conseil des Ministres le 15 Juin 1900.

Le projet de loi ci-dessus énoncé a été soumis au Ministre
des Finances et a été adopté par le Conseil des Ministres le 15
Juin 1900. Le projet de loi ci-dessus énoncé a été soumis au
Ministère des Finances et a été adopté par le Conseil des
Ministres le 15 Juin 1900. Le projet de loi ci-dessus énoncé
a été soumis au Ministre des Finances et a été adopté par le
Conseil des Ministres le 15 Juin 1900. Le projet de loi ci-dessus
énoncé a été soumis au Ministre des Finances et a été adopté
par le Conseil des Ministres le 15 Juin 1900.

Le projet de loi ci-dessus énoncé a été soumis au Ministre
des Finances et a été adopté par le Conseil des Ministres le 15
Juin 1900. Le projet de loi ci-dessus énoncé a été soumis au
Ministère des Finances et a été adopté par le Conseil des
Ministres le 15 Juin 1900. Le projet de loi ci-dessus énoncé
a été soumis au Ministre des Finances et a été adopté par le
Conseil des Ministres le 15 Juin 1900. Le projet de loi ci-dessus
énoncé a été soumis au Ministre des Finances et a été adopté
par le Conseil des Ministres le 15 Juin 1900.

6938

N O T E

La question que nous avons posée au Ministère des Finances était celle de savoir si le décret du 4 avril 1934 (art.6) autorise les fonctionnaires d'Etat, Administrateurs de la S.N.C.F., à remplir les fonctions d'Administrateurs des Sociétés filiales de la S.N.C.F., et ce en leur nom propre.

Ledit article dispose en effet que l'exercice des fonctions..... d'administrateur des sociétés commerciales..... est interdit aux fonctionnaires. Et il ajoute " Cette interdiction ne s'applique, toutefois, pas aux administrateurs désignés par l'Etat dans les Sociétés d'économie mixte, ou représentant l'Etat dans des Sociétés dont il détient une partie du capital social ".

Le projet de réponse établi par les Finances nous donne entière satisfaction à cet égard.

Les Finances estiment que le texte doit être interprété très libéralement, et que dès lors que la S.N.C.F. a une participation dans une société commerciale,

celle-ci prend le caractère d'une véritable société d'économie mixte.

Indépendamment du texte de l'article 6 du décret de 1934 qui a un caractère d'ordre statutaire pour les fonctionnaires, le décret du 29 octobre 1936 sur les cumuls vise à la fois les fonctionnaires et le personnel des services concédés.

Dans son article 1^{er} il interdit aux uns et aux autres le cumul de leurs fonctions avec l'occupation "d'un emploi privé rétribué" ou l'exercice "à titre privé d'un travail moyennant rémunération".

Dans notre lettre aux Finances nous avons indiqué que la prohibition édictée par ce texte ne visait pas les fonctions d'Administrateur.

Celles-ci en effet - simple exercice d'un mandat - ne constituent pas juridiquement "un emploi privé rétribué, ou l'exercice à titre privé d'un travail moyennant rémunération".

Notre thèse admise en 1936 par les Réseaux a été également admise par la S.N.C.F.

Les Finances contestent cette interprétation

et étendent l'interdiction de cumul du décret de 1936 même aux fonctions d'Administrateur.

Nous ne pouvons pas nous incliner devant cette thèse qui ne repose pas sur le texte du décret, ce dernier n'ayant jamais visé que des emplois privés ou un travail rémunéré, ce qui suppose nécessairement l'existence d'un contrat de louage de services.

Dans le dernier alinéa les Finances étudient une situation dont nous ne les avons pas saisies; et qui, d'ailleurs, ne se rencontre pas dans les filiales de la S.N.C.F.

Les Finances supposent que les représentants de la S.N.C.F. dans les filiales touchent les jetons attribués aux Administrateurs de ces Sociétés, et estiment que la perception de ces jetons n'est autorisée que dans les limites prévues par l'art. 9 du décret de 1936, sur le cumul des rémunérations publiques.

Cela serait exact si nos Administrateurs dans les filiales touchaient effectivement les jetons afférents à leur qualité.

Mais il n'en est rien; ce jetons sont perçus par la S.N.C.F. qui alloue seulement à ses représentants

des indemnités représentatives de frais correspondant à leurs dépenses réelles.

La question a d'ailleurs été soumise au point de vue fiscal à l'Administration des Contributions Directes (M. BARRAU, Administrateur).

Nous avons demandé que les sommes allouées à ce titre ne fussent pas comprises dans les déclarations de la S.N.C.F., ni pas voie de conséquence dans les déclarations des Administrateurs concernant leurs revenus personnels.

Nous avons eu un assentiment verbal mais l'Administration, malgré nos demandes, ne nous a jamais confirmé par écrit l'exactitude de notre point de vue.

W. J. J. J. J.
V. de

H. J. J. J. J.

Monsieur le Ministre,

La Société Nationale des Chemins de fer a été appelée à prendre des participations financières dans diverses Sociétés dont l'activité était de nature à intéresser le Chemin de fer : entreprises de transport automobiles, sociétés concessionnaires d'énergie électrique, sociétés immobilières etc..., certaines de ces sociétés filiales ayant elles-mêmes des intérêts dans des Sociétés dont l'objet se rattache à leur activité.

Afin d'exercer un contrôle efficace sur le fonctionnement des Sociétés susvisées et de pouvoir intervenir dans leur gestion, il a paru indispensable à la Société Nationale qu'un certain nombre des postes d'Administrateurs fût occupé par des personnes particulièrement qualifiées pour veiller à la défense des intérêts du Chemin de fer, Administrateurs et hauts fonctionnaires de la S.N.C.F.

Comme la Société Nationale, personne morale, ne peut disposer que d'un siège dans le Conseil d'Adminis-

Après le Ministre de Finances

tration des Sociétés dont elle est actionnaire, elle a dû faire attribuer à ses Administrateurs ou fonctionnaires, pris légalement en leur nom propre, un certain nombre d'autres sièges.

Nous avons toujours considéré qu'au regard de la législation sur les cumuls cette désignation d'Administrateurs ne présentait pas d'irrégularités.

En ce qui concerne tout d'abord les administrateurs choisis parmi le personnel de la S.N.C.F., les dispositions restrictives du décret du 29 octobre 1936 ne sauraient trouver leur application.

Il est, en effet, de doctrine constante que les Administrateurs n'exerçant aucune profession industrielle ou commerciale, n'ont pas un contrat de louage d'ouvrage ou de services et sont en réalité des mandataires de la Société dont la mission de représentation ne peut à aucun titre être assimilée à un travail effectué moyennant rémunération. Il s'ensuit que la situation de ces Administrateurs ne tombe pas sous le coup des dispositions de l'art. 1^{er}, alinéa 2, du décret précité.

La question se présente sous un aspect quelque

peu différent pour les Administrateurs de la S.N.C.F. qui ont la qualité de fonctionnaires d'Etat : ceux-ci sont en effet régis non seulement par le décret du 29 octobre 1936 mais aussi par l'art. 6 du décret du 4 avril 1934. D'après ce dernier texte, les fonctions d'Administrateur sont interdites aux fonctionnaires publics, sauf lorsqu'il s'agit d'administrateurs désignés par l'Etat dans les Sociétés d'économie mixte ou représentant l'Etat dans des Sociétés dont il détient une partie du capital social.

Tel est précisément le cas des fonctionnaires représentant l'Etat au Conseil d'Administration de la S.N.C.F., fonctionnaires dont la situation fait d'ailleurs sur ce point l'objet d'une disposition spéciale du décret du 31 août 1937 (art. 18).

A notre sens, le fait pour un fonctionnaire d'Etat d'être désigné comme administrateur de la S.N.C.F. habilite celui-ci à remplir toutes les missions dont tous les autres membres du Conseil d'Administration peuvent être normalement chargés. Or, au nombre des attributions d'un Administrateur de la S.N.C.F. rentre évidemment la représentation de celle-ci dans les filiales, que cette représentation ait lieu dans le poste même revenant à la

Société ou dans un poste auquel l'intéressé a été élu nominativement.

Il n'est au surplus pas douteux que le capital de la S.N.C.F. devant revenir entièrement à l'Etat, les participations prises par la S.N.C.F. dans d'autres Sociétés intéressent essentiellement l'Etat et il serait dès lors illogique que celui-ci ne puisse pas en faire assurer le contrôle par ses propres fonctionnaires. Et il en doit être de même lorsqu'au lieu d'une participation directe, la filiale a souscrit elle-même une partie importante du capital d'une entreprise annexe.

J'ai l'honneur de vous demander, Monsieur le Ministre, si l'interprétation donnée par nous a bien votre assentiment, car s'il en était autrement l'intérêt qu'attache la S.N.C.F. à pouvoir faire appel à tous ses Administrateurs, fonctionnaires ou non, pour assurer sa représentation dans ses filiales la conduirait à demander sur ce point un texte spécial.

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service du Contentieux

CABINET
DU
CHEF DU CONTENTIEUX

Paris, le

9 mai 1940

45, rue Saint-Lazare (9^e)

Tél. : Pigalle 95-85

11 MAI 1940

Monsieur L. Scintille Genie.

J'ai soumis le
projet de lettre ci-joint
à M. Tentea, qui est
favorable.

Votre très dévoué.

J. Roux

Copie

le 9 mai 1940

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai soumis le projet de lettre ci-joint à M. TOUTÉE, qui est d'accord.

Votre très dévoué,

signé Aurenge

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88 RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 73-00

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le 2^{ème} mai

19 40

N O T E

pour Monsieur AURENGE

Voulez-vous, comme le demande le
Président GRIMPET, préparer une lettre
pour poser la question au Ministre des
Finances.

Peut-être pourrions-nous l'évoquer
dans son ensemble, au lieu de nous borner
au cas des Administrateurs représentant l'Etat

Peut-être au contraire vaut-il mieux
s'y limiter.

Votre bien dévoué

Y. Fournier

*Projet soumis
au M. Fournier
le 9 mai*

Copie
Société Nationale des Chemins de fer français

88, rue St-Lazare

Le Secrétaire Général

le 2 mai 1940

N O T E

pour Monsieur AURENGE

Voulez-vous, comme le demande le Président GRIMPRET, préparer une lettre pour poser la question au Ministre des Finances.

Peut-être pourrions-nous l'évoquer dans son ensemble au lieu de nous borner au cas des Administrateurs représentant l'Etat.

Peut-être au contraire vaut-il mieux s'y limiter.

Votre bien dévoué,

signé: FILIPPI

29-4-1940

Monsieur FILIPPI
Prière de préparer une lettre pour le
Ministre des Finances
Votre bien dévoué
signé: GRIMPRET

Paris, le 26-4-40

Monsieur le Président,

Vous vous souvenez qu'au printemps de 1938, lorsqu'on avait désigné les Administrateurs devant représenter la S.N.C.F. aux Conseils de ses filiales, j'avais manifesté quelque répugnance à y siéger en mon nom personnel. Je me demandais, en effet, si cette situation était régulière au regard de l'art. 1^{er} alinéa 1^o du décret du 29 octobre 1936 qui interdit aux fonctionnaires "d'exercer une profession ~~ind~~ industrielle ou commerciale, d'occuper un emploi privé rétribué ou d'effectuer à titre privé un travail moyennant rémunération".

Le Service du Contentieux pensait que ce texte ne visait pas la situation dont s'agissait; mais la question s'est réglée, en ce qui concerne les fonctionnaires administrateurs de la S.N.C.F. par leur désignation pour occuper, non des postes d'administrateurs à eux attribués personnellement, mais des postes attribués à la S.N.C.F. elle-même, solution qui, de l'avis du Président PICHAT, ne pouvait prêter à la critique. C'est dans ces conditions que j'ai occupé à la S.E.F. depuis ce moment le siège de la S.N.C.F.

La fusion de la S.E.F. et de la C.T.F. au sein de la S.T.E.F. a fait rebondir le problème. J'ai, en effet, été désigné comme administrateur de la S.T.E.F. par le conseil

Monsieur le Président
au Conseil d'Administration de la S.N.C.F.
88, rue St-Lazare

de la S.N.C.F. (séance du 2 août 1939) et par le Comité de Direction (séance du 1^{er} septembre 1939). Mais le siège de la S.N.C.F. est déjà occupé à la S.T.E.F. par M. DEVINAT, et il paraît (ceci est une question de droit commercial que j'ignore, mais la décision semble logique) qu'une personne morale ne peut, pas plus qu'une personne physique avoir plus d'un siège dans un conseil.

Entre temps d'ailleurs, la situation s'était modifiée du fait que, conformément à une suggestion que j'avais présentée, les représentants de la S.N.C.F. aux conseils de ses filiales ne touchent ni tantièmes ni jetons de présence, mais seulement une indemnité représentative de frais. Il est plus facile alors de considérer qu'il n'y a pas "rétribution" ou "rémunération" au sens du décret du 29-10-36.

Mais vous comprendrez que je ne puis accepter d'être placé dans une situation dont la régularité serait même simplement douteuse et que je puis difficilement me contenter, comme garantie, de l'avis du Contentieux de la S.N.C.F. non assurément qu'un tel avis manque d'autorité, mais parce qu'il émane précisément, d'un organisme de la S.N.C.F.

Je suis donc allé m'entretenir de la question, dès que l'Armement m'a donné une heure de loisir avec M. LABARRE

M. LABARRE est enclin à penser, comme le Contentieux, que le décret du 29-10-36 ne s'applique pas; aux raisons déduites par le Service, il en ajoute une autre: il pense que le décret du 29 octobre 1936 n'a pas abrogé l'art. ~~XK~~ 6 du décret du 4 avril 1934 qui, après avoir interdit aux fonctionnaires

l'exercice des fonctions d'administrateurs, ajoute: "Cette interdiction ne s'applique toutefois pas aux administrateurs désignés par l'Etat dans les Sociétés d'économie mixte ou représentant l'Etat dans des Sociétés dont il détient une partie du capital social".

Le texte habilite, selon M. LABARRE, les administrateurs de la S.N.C.F. à faire les actes et à remplir les fonctions entrant dans l'exercice de leur mandat.

La même solution pourrait aussi être déduite directement du décret du 31 août 1937.

Quoi qu'il en soit, M. LABARRE est tombé d'accord avec moi sur l'utilité qu'il y aurait à poser la question aux Finances. On ferait ainsi trancher par l'autorité qualifiée une difficulté d'ordre général.

Cette utilité est d'autant plus grande qu'en réalité la question ne se pose pas seulement pour les administrateurs de la S.N.C.F. mais aussi pour ses fonctionnaires, puisque l'alinéa 2 de l'art. 1^{er} du décret du 29 octobre 1936 étend en termes exprès aux agents des services concédés l'interdiction de cumul édictée pour les fonctionnaires par l'alinéa 1^{er}.

Cette dernière constatation montre d'ailleurs la nécessité pratique de l'interprétation vers laquelle M. LABARRE semble incliner; on voit difficilement en effet comment la S.N.C.F. pourrait être représentée de façon satisfaisante aux conseils de ses filiales si elle ne pouvait faire appel à cette fin ni à ses administrateurs fonctionnaires, ni à ses agents. Il serait donc de toute nécessité, au cas où le Ministère des

Finances ne donnerait pas une interprétation favorable à la
thèse de la S.N.C.F., de provoquer une dérogation générale
régulière.

Je vous prie, Monsieur le Président, de vouloir bien
agréer l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

SERVICE DU CONTENTIEUX

177
AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

4948

Service Central :

Région :

11 Mai 1940

OBJET DE LA CONSULTATION

Consultation d'Agent

M. Bergouignan Inspecteur I^{er}
Région Sud-Est

Examen d'un projet d'acte d'acquisition
d'un immeuble.

Références :

Observations :

D^{re} N° 4948 ; Aff. :

En l'Agent
d'Immeuble

U

15 Ma 60

A - Est-il normal et nécessaire que la femme figure également ?

Cela ne risque-t-il pas de compliquer certaines formalités s'il faut que les deux conjoints soient présents, ou au décès de l'un d'eux ?

Comparution normale. Le lien sera un lien de communauté.

B - L'immeuble forme le premier lot détaché d'une propriété.

Est-ce que cette propriété acquise en 1929, ne tombait pas sous le coup des lois du 14 Mars 1919 et du 19 Juillet 1924, qui imposent diverses prescriptions ? Le notaire a sans doute vérifié ce point.

D'autre part, on pourrait préciser que l'acquisition a été faite par Mme CLEMENCEY "pendant son veuvage".

C

C - Qu'arrivera-t-il si la venderesse manque à cette obligation ? la charge de la rente viagère retombera-t-elle sur l'acquéreur ?

En droit, l'acquéreur serait tenu de la rente si la venderesse manquait à son obligation.

En fait, le notaire ne se déssaisira lui-même des fonds qu'après le rachat de la rente.

A cet égard on pourrait préciser que "Mme CLEMENCEY s'oblige..... à rapporter le désistement de tous droits de privilège et de l'action résolutoire, ainsi que le certificat de radiation de ladite inscription".

D - Est-ce une formalité s'appliquant à tous les contrats de l'espèce ou cela peut-il cacher quelque chose ?

Ceci est de règle; tout acte de mutation immobilière doit être transcrit pour avoir effet à l'égard des tiers et on requiert un état sur cette transcription pour savoir s'il n'y a pas d'inscription hypothécaire.

61

E - Cet acte de cession ne pourrait-il comporter ²⁴ une contre-partie des charges à supporter par la personne Eugénie BONNEAU ou sa mère REY ? et par voie de conséquence par l'acquéreur actuel ?

Le prix de cession est quittancé dans l'acte.

Cet acte étant passé par la tutrice avec promesse de ratification par sa fille. Celle-ci étant décédée laissant pour seule héritière sa mère, la vente consentie par celle-ci emportait bien ratification implicite.

F - La déclaration ci-dessous suffit-elle pour garantir qu'il n'y a pas de servitude ?

§ 2 formule classique. Risque minime.

G - La clause pourrait être plus clairement rédigée, par exemple comme suit : "L'acquéreur fera transcrire à ses frais une expédition du présent contrat au bureau des hypothèques de Bordeaux (troisième) et remplira les formalités prescrites par la loi pour la purge des hypothèques légales, aux frais de la venderesse, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

Du moment que les frais de purge des hypothèques légales sont à la charge de Mme CLEMENCEY, on ne voit pas bien pourquoi sur ce point vous ~~arrêtez~~ "à vous entendre avec la venderesse" comme l'indique M^e Dentraygues.

H - Formule classique, voir ci-dessus lettre D.

I - On pourrait préciser que M CLEMENCEY est décédé à..... le..... et le nom du brogé tuteur.

J - La purge s'applique-t-elle cas du mineur seulement ou également à la question de rente viagère ?

Il n'y aura pas lieu à purge ce qui concerne la rente de Mme REY puisque celle-ci doit mainlevée de l'inscription d'office garantissant son privilège de venderesse.

Il ~~n'y~~ aura lieu à purge des hypothèques légales - qui ne sont pas inscrites - en raison de la présence des mineurs CLEMENCEY.

K - Ne serait-ce pas opportun d'avoir l'acte visé en A de la première page ?

Les frais seraient-ils importants ?

La dépense n'est pas utile, l'acte est d'ailleurs aux minutes du notaire qui reçoit la vente actuelle.

Le coût de l'expédition dépend du nombre de rôles (6 Frs par rôle, plus le timbre de dimension).

L - Lorsque l'Administration établit qu'il y a eu dissimulation d'une partie du prix, il est dû en plus du droit simple, une somme égale au quart de la somme dissimulée.

L'article 213 du Code de l'Enregistrement prescrit aux parties d'affirmer que l'acte exprime l'intégralité du prix convenu.

L'article 214 stipule que celui qui aura affirmé frauduleusement une telle affirmation sera puni des peines portées à l'article 366 du Code pénal, c'est-à-dire celle du faux serment = emprisonnement de 1 à 5 ans et amende de 100 à 3.000 Frs.

11-V-40

Cher Monsieur Levens

Voici le "papier" annoncé
que je soumetts à votre
sageur si compétente et
amicalement discutée.

Bien cordialement

Engelung-ay

SERVICE DU CONTENTIEUX

178
AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

4949

Ln

Service Central :

A. C. P. Guimprel

Région :

11 Mai 1940

OBJET DE LA CONSULTATION

Demandes de communication de
deux dossiers :

Bulté
Roue

(Aff. Roue AT 9199 NT)

Références :

Observations :

D. N° 4949; Aff. :

Decidends

63
178 ~~Len~~

Stade 129 impet

11 mai 1940

Remarque de communication de deux journaux

d'accidents
BULTÉ
ROUÉ

ACCIDENTS

1949 Len

AT 9199 MT
Romé

17 Mai 40

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire
parvenir une Note relative à l'affai-
re BULTÉ, ainsi que le dossier que
vous avez bien voulu me demander.

En ce qui concerne l'affaire
ROUÉ, j'ai chargé notre avoué de
m'adresser une copie de l'arrêt de
la Cour de Rouen; dès que cette piè-
ce me sera parvenue, je m'empresse-
rai de vous remettre le dossier
complet de cette affaire.

Veuillez agréer, Monsieur le

Monsieur le Président GRIMPRET
88, rue St-Lazare PARIS

Ville d'Amiens
clamer

6
7/10/1940

Président, l'hommage de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Maurice Aurange

20 Mai 1940

Cher Monsieur AURENCE,

Je vous retourne le dossier que vous avez bien voulu me communiquer, en vous remerciant de cette communication et en vous assurant à nouveau de mes sentiments les plus cordiaux et dévoués.

GRIMPRET

Monsieur BULTE ne faisant pas de déclaration fiscale je partage entièrement votre avis sur le fond.

Monsieur GIBOUT
Ci-joint la copie de mon rapport au
Président GRIMPRET.
Prière de vous y conformer dans
vos pourparlers.
LE CHEF DU CONTENTIEUX,
signé : AURENCE

20 Mai 1940

N O T E

pour Monsieur le Président GRIMPRET

M. BULTE a été blessé dans l'incendie de l'autorail Lille-Paris N° 372 du 20 Avril 1939.

Dès le début de l'incendie il présentait des signes d'asphyxie et fût transporté à l'hôpital d'Amiens, où on constata des brûlures de la main droite et de la face ainsi que de la trachéo-bronchite. Sur sa demande, M. BULTE a quitté l'hôpital le 30 Avril pour rentrer dans une clinique 134 rue Blomet, d'où il est sorti le 19 Mai.

Après plusieurs examens médicaux, le Docteur LOOTEN, médecin de la S.N.C.F. à Lille, a conclu à une incapacité permanente partielle de travail de 35 %, en raison de troubles pulmonaires, cardiaques et psychiques dont le blessé restait atteint.

M. BULTE nous a présenté le 3 Avril 1940, par l'intermédiaire de son avocat M^e DERELY, une demande d'indemnité

de 91.064 Frs 70, s'ajoutant aux 3.655 Frs 30 de provision déjà versés.

Cette demande se décompose comme suit :

Frais médicaux et pharmaceutiques.....	1.244,70
Immobilisation durant 1 mois.....	2.500,--
Incapacité permanente partielle de 35 % : indemnité calculée sur la base d'un gain de 30.000 Frs par an et égal au capital constitutif d'une rente de 10.500 Frs au taux du franc de rente de 7,84 correspondant à l'âge de 67 ans.....	82.320,--
Pretium doloris.....	5.000,--

Cette demande est exagérée.

M. BULTE exerce la profession d'expert comptable et ses gains sont aléatoires. Il n'a pu fournir aucune justification à cet égard et il ne fait d'ailleurs pas de déclaration fiscale.

D'autre part, l'intéressé n'aurait vraisemblablement pas pu poursuivre ses occupations pendant de longues années et dès lors l'indemnité pour incapacité permanente de travail doit être notablement réduite.

Il me paraît qu'une indemnité globale de 50.000 Frs s'ajoutant aux provisions versées - ou une rente de 6.000^f-réparerait très largement le préjudice subi par M. BULTE.

M. BULTE ne paraît pas disposé à accepter une somme inférieure à 65.000 Frs.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé Aurenge

N O T E
Joseph groupé

M. BULTE a été blessé dans l'incendie de l'auto-rail Lille-Paris N° 372 du 20 Avril 1939.

Dès le début de l'incendie il présentait des signes d'asphyxie et fût transporté à l'hôpital d'Amiens, où on constata des brûlures de la main droite et de la face, ainsi que de la trachéo-bronchite. Sur sa demande, M. BULTE a quitté l'hôpital le 30 Avril pour rentrer dans une clinique 134 rue Blomet, d'où il est sorti le 19 Mai.

Après plusieurs examens médicaux, le Docteur LOOTEN médecin de la S.N.C.F. à Lille, a conclu à une incapacité permanente partielle de travail de 35 %, en raison des troubles pulmonaires, cardiaques et psychiques dont le blessé reste atteint.

M. BULTE nous a présenté, le 3 Avril 1940, par l'intermédiaire de son avocat M^e DERELY, une demande d'indemnité de 91.064 Frs 70, s'ajoutant aux 3.655 Frs 30 de provision déjà versés. Cette demande se décompose comme suit :

Frais médicaux et pharmaceutiques.....1.244,70
 Immobilisation durant 1 mois.....2.500,--
 Incapacité permanente partielle de
 35 % : incapacité calculée sur la
 base d'un gain de 30.000 Frs par an
 et égal au capital constitutif d'une
 rente de 10.500 Frs au taux du franc
 de rente de 7,84 correspondant à
 l'âge de 67 ans.....82.320,--
 Pretium doloris..... 5.000,--

Cette demande est exagérée.

M. BULTE exerce la profession d'expert comptable
 et ses gains sont aléatoires. Il n'a pu fournir aucune
justification à cet égard et il ne fait d'ailleurs pas
de déclaration fiscale.

D'autre part, l'intéressé n'aurait vraisemblable-
 ment pas pu poursuivre ses occupations pendant de lon-
 gues années et dès lors l'indemnité pour incapacité per-
 manente de travail doit être notablement réduite.

Il me paraît qu'une indemnité globale de 50.000 Frs
 s'ajoutant aux provisions versées - ou une rente de
 6.000 Frs - ¹⁵⁰réparerait ^{longue}équitablement le préjudice subi
 par M. BULTE.

*M. Bulte en joint le dossier à l'expert
 pour une indemnité de 65000 f*

13

Mai

40

Mon Cher Maître,

Je vous serai obligé de me faire parvenir d'urgence, directement à Paris, une copie de l'arrêt rendu par la Cour dans l'affaire ROUE.

M. le Président GRIMPRET désire prendre connaissance de cette décision.

Veillez agréer, mon Cher Maître, l'assurance de ma considération distinguée.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

signé Amengé

Monsieur Pierre MARIN
Avoué à la Cour d'Appel
20, rue Bouquet à ROUEN

M. le P^r Grégoire -

Donne l'accident
Victime Mideulin

Bulle

AV. P^r 774

Chap & train
train de la route & Wagon
Casse d'appoint de Rouen

R...

Restes Livres & Brevet
en t^r a l'ap
1938
Mons

AFFAIRES GÉNÉRALES

Service Central:

Région :

OBJET DE LA CONSULTATION

References: CA^I 101907

Observations :

66
1798

82/5

11 mai 1960

LOYERS

Locaux loués de "PARTICIPATION"

Réduction de loyer et réimbursement. - Demande pour
application du D.L. du 26 sept 1939.

Ordonnance du 9 mai 1960.

Approuvé : M. L. 80/60

4950 Lu

CA 10190 T

Don't
remember
the 1st part
of the
story
and
the
end

P